



Édité par l'Agence Mauritanienne d'Information

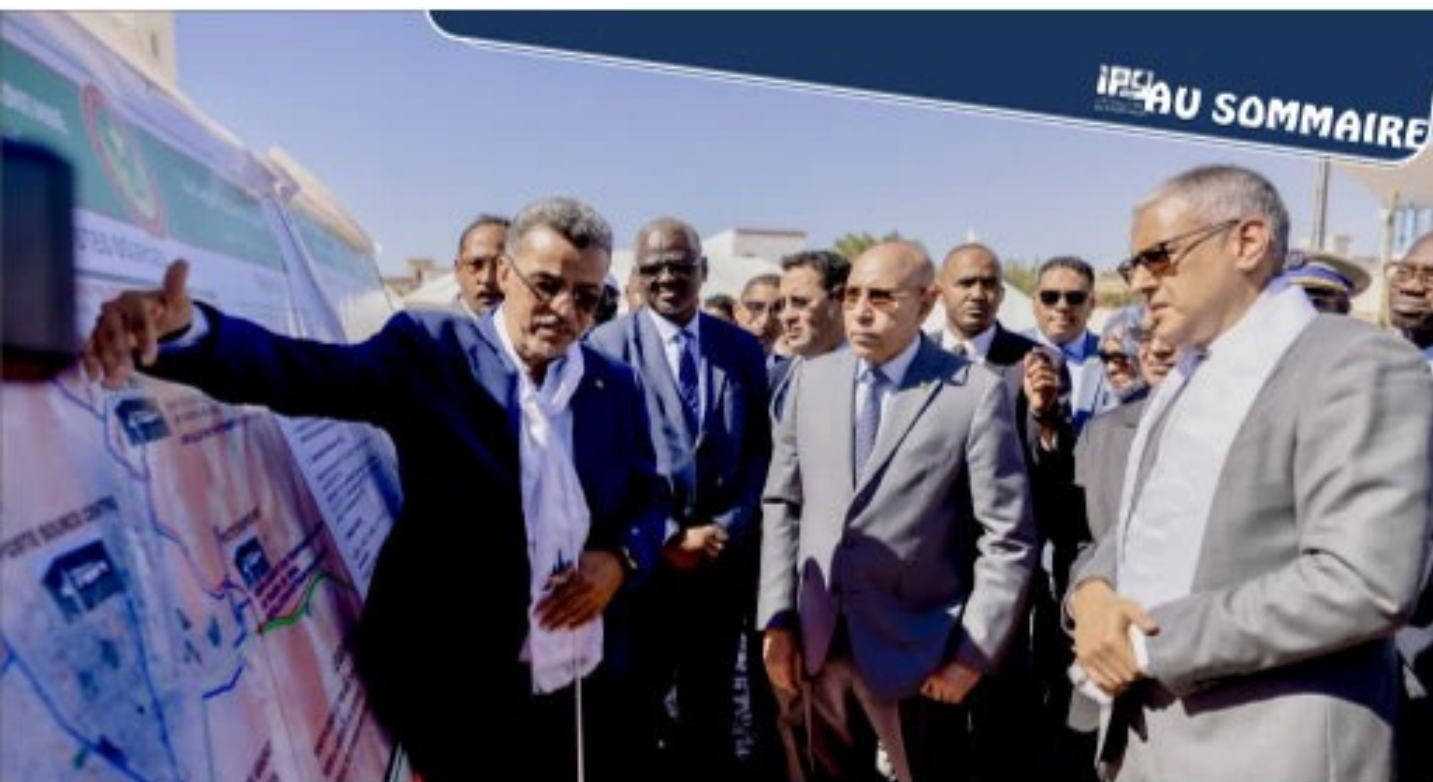
HORIZONS

Magazine mensuel

N61 \ août \ 2025

**Pour un développement
juste et inclusif**





IPSI AU SOMMAIRE

HORIZONS

Magazine mensuel



Revue Mensuelle Editée par l'Agence
Mauritanienne d'Information (AMI)

Directeur de Publication

Moctar Malal Dia,
Directeur Général de l'AMI

Directeur de la Rédaction

Maarouf Ould Oudaa

Rédacteurs en Chef :

Khalilou Diagana
Abderrahmane Ould Cheikh

Chef Desk Maquette

Elhadrami Ould Ahmedou
Tel : +(222) 47 00 00 55
had.mac@gmail.com

Photographe : Ahmed Ould Beyah

AMI

Tél. 45 25 29 70 / 45 25 29 40

Fax : 45 25 55 20

Email : chaabrim@gmail.com

amiakhbar@gmail.com

B.P : 371 / 467



Direction Commerciale :

Tél. 45 25 27 77

Email : dgsami@yahoo.fr

Programme « Mon ambition pour la Patrie » :

4 Sur le chemin d'une Mauritanie nouvelle

7

Mon ambition pour la patrie :

Accompagnement par l'action gouvernementale

12

Visite du Président de la République aux USA :

Une victoire diplomatique largement saluée

16

Mandat présidentiel ou fondement stratégique

20

La Mauritanie et la transition énergétique

22

Dialogue national :

L'inclusivité au service de la convergence

25

La décentralisation et le développement local :

Pour une gouvernance participative

29

2024, l'année africaine de la Mauritanie

34

La diplomatie mauritanienne :

Une puissance d'influence régionale et continentale à l'épreuve du second mandat du Président de la République

37

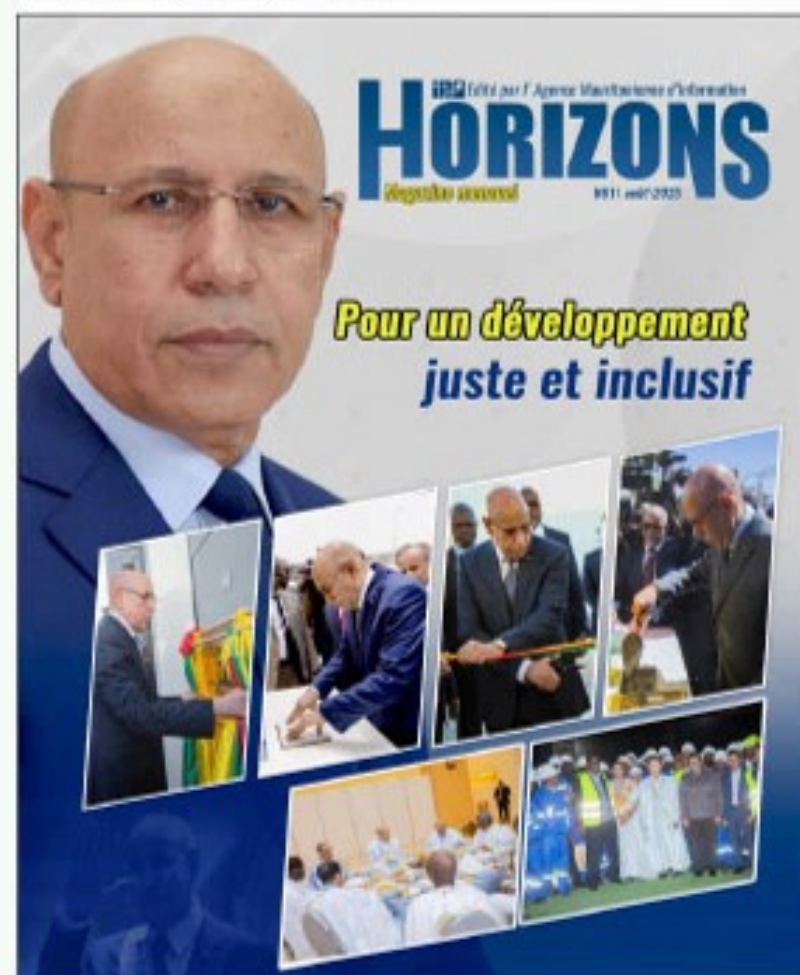
Titularisation de 1865 collaborateurs des organes de presse publics :

Concrétisation d'un rêve de quelques décennies

41

Anniversaire de l'investiture du Président de la République :

Témoignages : A Nouakchott comme à l'intérieur, les réalisations accomplies hautement appréciées



N° 61



HORIZONS

Août
2025

2

Edité par l'Agence Mauritanienne d'Information

EDITORIAL

L'an Un du mandat :

Un continuisme rassurant

Sans avoir la prétention de faire ici l'historique de la fabrication des multiples réussites qui ont émaillé cette première année du mandat présidentiel, et après seulement l'écoulement d'un cinquième du temps constitutionnel de la mandature actuelle, force est de constater que le nombre et le format des réalisations accomplies, en une si courte période, donne le tempo de la dynamique engagée depuis le mandat précédent qui a construit en amont un processus qui se poursuit encore avec la même profondeur de vision et la même force de détermination. De fait un continuisme évident qui procède d'une forte conviction et d'une réelle cohérence.

La vision du Président de la République est restée constante, alimentée par la volonté ardente de conduire à bon port le pays dans le cadre du projet de société pour lequel il a été plébiscité et auquel il croit profondément.

Sa vision se focalise sur l'investissement dans l'avenir, c'est-à-dire l'investissement massif dans la jeunesse et le capital humain du pays. C'est pourquoi il a dédié ce mandat aux jeunes. Ses priorités sont l'éducation, la santé, les infrastructures, l'agriculture et plusieurs autres secteurs qui ont connu de gigantesques chantiers au cours de la première année du mandat.

En une seule année, combien de jeunes ont été formés? Combien de personnes ont été insérées? Combien de structures de santé ont été construites, d'écoles et de grands établissements d'enseignement supérieur spécialisé vu le jour? Combien de ponts ont été inaugurés, de barrages érigés? Combien de périmètres ont été aménagés, combien de villes et de villages électrifiés et alimentés en eau?... Combien, combien, combien? Les chantiers sont nombreux et la cascade continue!

Sa philosophie est d'agir plus que de discourir; ce que certains ne manquent d'ailleurs pas de lui reprocher quand ils font observer que les réalisations du premier mandat, comme celles de la première année de celui en cours, sont mal payées en termes de communication. En fait, pour lui, seul compte le résultat. Et ce résultat est là: concret sur le terrain, palpable physiquement, tangible par son impact et chiffrable par ses indicateurs.

Des indicateurs qui parlent d'eux-mêmes en pointant une meilleure gouvernance, des services publics plus compétents, plus efficaces, plus inclusifs et transparents, une plus grande proximité de l'administration grâce à sa digitalisation, plus d'espace politique et de liberté de presse, plus de possibilités pour les jeunes et pour les femmes, une nette tendance de nivellement social vers le haut, une amélioration de l'environnement des affaires, un terreau plus fertile pour le privé et, globalement, plus d'espérance et de perspectives pour tous les Mauritaniens.

Au plan international, la Mauritanie bénéficie de plus de crédibilité grâce à une diplomatie décomplexée, fidèle aux choix de la souveraineté de décision et de la liberté de positionnement sur les grandes questions régionales et internationales, mue par l'attachement constant aux valeurs de paix et de justice; une diplomatie qui s'exprime immuablement sur le répertoire des idéaux nobles et des causes justes.

Cette année encore, la Mauritanie a été présente dans les grands fora mondiaux, invitée aux rencontres aux sommets, consultée sur les principales questions régionales et internationales, associée aux prises de décisions et reçue avec honneur et considération.

L'image du pays ne s'en est que très bien portée.

Fondamentalement, les avancées enregistrées par le pays sont spectaculaires, mais « silencieuses ». Car il n'est quasiment pas un secteur où des réformes audacieuses n'ont pas été initiées, insufflant une nouvelle dynamique de progrès et donnant de sérieuses raisons d'espérer.

La Rédaction

Programme « Mon ambition pour la Patrie » :

Sur le chemin d'une Mauritanie nouvelle



Par Yahfthou Ould Zein

Août 2024 - août 2025, une année laborieuse à bien d'égards pour la mise en œuvre du Programme du Président de la République (« Mon ambition pour la Patrie ») avec des mesures phares comme la souveraineté alimentaire, l'implication de la jeunesse dans le devenir de la Nation, la décrispation du climat politique, l'école républicaine, la consécration du rôle prépondérant de la Mauritanie sur l'échiquier international, l'émergence des territoires viables (villes productives) et surtout l'édification d'une société fière de sa diversité et réconciliée avec elle-même.

En lançant l'ambitieux programme prioritaire de développement de la capitale pour un montant de cinquante milliards MRO décidé par un Conseil des ministres en novembre 2024, visant en toute priorité la construction et la réhabilitation d'infrastructures pour l'amélioration de la qualité de la vie, contribuant à créer un centre urbain à la hauteur du statut de Nouakchott mais aussi assurant son attractivité en tant que destination privilégiée pour l'investissement, un pas a été franchi avec la mise en service des auto ponts améliorent la circulation

automobile, les routes bitumées ainsi que la plantation d'arbres le long des voies de circulation de la ville.

Mieux que cela, une nouvelle vision s'est dessinée dès août 2024 à travers une approche inscrivant désormais la priorité donnée à la mise en œuvre des dispositions en vue de corriger les dysfonctionnements au niveau du foncier à Nouakchott en premier lieu et par la suite cette expérience sera étendue à toutes les autres wilayas de l'intérieur où il sera procédé à des plans directeurs et des plans de lotissement dans les principales villes du pays. Ces mesures se fondent en même temps sur le respect du domaine public dont l'Etat détient l'exclusivité en matière de planification et d'attribution mais aussi la prise en compte des intérêts des citoyens, par un souci social, lors de la régularisation des situations anachroniques observées depuis plusieurs décennies dans le domaine de la gestion urbaine.

Autosuffisance alimentaire, garant de notre souveraineté

Au niveau de la souveraineté alimentaire, le Programme « Mon ambition pour la patrie » met l'accent sur l'agriculture en vue d'atteindre notre ob-

jectif en matière d'indépendance pour les produits essentiels que nous consommons d'autant plus que ce secteur représente l'un des piliers de l'économie, devant offrir une source de vie pour la population. Il constitue la première source de revenus pour de nombreux mauritaniens, tirés principalement par la culture du riz, des céréales traditionnelles, le développement des oasis et le maraîchage ainsi que de produits dérivés, etc.

« La dure réalité qu'a connue le monde avec la pandémie du Covid 19 a renforcé la conscience de tous quant au fait qu'on ne peut prétendre à une souveraineté réelle que si on assure l'autosuffisance alimentaire », a souligné le Président de la République dans une lettre adressée aux mauritaniens à la veille de la Présidentielle de Juin 2024, tout en indiquant, qu'au cours des deux dernières années, le pays a réussi à lancer « une dynamique remarquable qui a permis de couvrir pleinement nos besoins en riz et d'augmenter considérablement notre production de légumes » mais aussi réaliser une expérience prometteuse de culture du blé, appelée à être renforcée et développée dans les prochaines années.

D'ailleurs, les résultats de la dernière campagne agricole, la programmation de celle de 2025-2026 et les mesures prises en vue de conforter la réalisation de ses objectifs s'inscrivent dans la volonté des pouvoirs publics de poursuivre les efforts en vue de parvenir, dans le court et moyen terme, à l'autosuffisance en denrées alimentaires les plus consommées et de porter cette ambition au niveau de la souveraineté du pays dans ce domaine vital. La campagne agricole 2024-2025 a enregistré de bons résultats :

- 135.417 Tonnes de céréales traditionnelles pour 277.424 ha ;
- 481.854 tonnes de riz pour 97.444 ha
- 134.025 tonnes de légumes pour 8.035 ha.

La programmation de la campagne agricole pluviale, irriguée et maraîchère 2025-2026 a été établie sur une période de douze mois étalés de juin 2025 à juin 2026.

Les objectifs d'emblavures en pluvial ont été revus à la hausse en raison des prévisions de bonne pluviométrie annoncées pour l'hivernage 2025, l'introduction de la mécanisation et de l'augmentation des intrants agricoles qui seront distribués (semences et produits de lutte contre les ennemis des cultures). Dans cette perspective, le Programme du Président de la République donne la priorité à un train de mesures dont notamment l'appui financier aux agriculteurs, l'aménagement et la mise en exploitation de nouveaux périmètres irrigués collectifs, le lancement de programmes et d'extension de la culture du blé et des cultures fourragères, la construction de nouveaux barrages, d'ouvrages mixtes et de diguettes en appui à la culture pluviale et permettant une augmentation de la culture derrière barrage, l'aménagement des zones propices à la culture maraîchère, la distribution d'intrants agricoles et de semences couvrant toutes les zones agricoles, la réalisation de programmes d'appui aux oasis, l'amélioration de l'accès du secteur privé aux sources du financement conduisant à l'émergence d'un tissu de PME, l'entrepreneuriat et l'innovation au niveau du secteur agricole, etc.

En matière de développement des ressources nationales, le Programme du Président de la République privilégie d'abord la valorisation du capital humain comme pièce maîtresse des politiques devant permettre, dans les meilleurs délais, la réalisation des actions pratiques et susceptibles de contribuer à la réduction de la pauvreté et l'émancipation de toutes les couches sociales de notre peuple.

C'est pourquoi, a-t-il souligné, la voie la plus efficace pour atteindre notre noble objectif de lutte contre la pauvreté et toutes les formes de fragilité est celle de l'investissement dans le capital humain, et plus particulièrement à travers l'éducation ».

L'école républicaine

Ce choix s'est porté sur l'émergence de l'école républicaine, une grande ambition nationale dont la récente réforme du système éducatif constitue une étape fondatrice à bien des égards. C'est la quintessence de profondes réformes du système éducatif qui sont déjà à l'œuvre depuis l'investiture du



1er août 2010 et qui ont articulé une œuvre grandiose durant les cinq dernières années, œuvre pour laquelle le Président a convié toutes les forces de la Nation au premier rang se trouvent les enseignants, les parents d'élèves, la société civile et le Patronat à conjuguer leurs efforts pour améliorer le système éducatif. D'ici quatre ans, l'école républicaine sera généralisée à l'ensemble de l'enseignement primaire.

Dans son Programme, le Président de la République reitère son engagement à poursuivre sans faille ce projet stratégique en s'assurant qu'il avance sur la bonne voie jusqu'à ce qu'il atteigne son objectif avec succès quel qu'en soit le coût, car « il représente une véritable assurance pour l'avenir auquel nous aspirons tous, a-t-il réaffirmé en indiquant que « son engagement envers l'éducation est dans son essence, un engagement pour envers les jeunes et envers leur rôle crucial et indispensable pour développer la société et y susciter, des changements positifs ».

Mandat pour la Jeunesse

En consacrant son deuxième mandat à la jeunesse, cette mesure phare du Programme du Président de la République donne un signal fort pour le gouvernement, à la classe politique et aux jeunes eux-mêmes, afin de traduire dans les faits cette grande ambition à laquelle aucun patriote soucieux de l'avenir du pays ne peut désormais se soustraire. D'autant plus que la population mauritanienne est majoritairement jeune, dans la tranche d'âge comprise entre 18 à 30 ans, situation qui place la jeunesse à l'avant-garde de l'effort de construction nationale en tant que citoyens responsables, capables d'initiatives et de dynamisme, moteur du progrès, force vive de la Nation, garant de sa stabilité et de son avenir.

L'avenir de la Mauritanie dépendra largement de la capacité de sa jeunesse à se hisser à un rôle d'avant-garde, constat qui inspire fortement les efforts du Gouvernement en vue de donner une plus consistance aux mesures de promotion de ce secteur,

pour associer les jeunes aux projets qui rythment déjà les activités des différents acteurs publics impliqués dans la politique en faveur de la jeunesse, fabriquent de nouveaux métiers, appuient les initiatives de nature à encourager les jeunes à s'investir dans la création d'entreprises génératrices d'emploi et de revenus, favorisent l'orientation vers la maîtrise et l'exploitation des Nouvelles Techniques de l'Information et de la Communication afin de promouvoir l'esprit créatif et l'émergence de nouveaux talents.

Assainissement du climat politique

La décrispation du climat politique dont le déclic a engagé le pays, dès Août 2010, sur la voie du renouveau et ressuscité bien d'espoirs continue aujourd'hui d'être au centre des préoccupations du Président de la République et guide constamment l'action des plus hautes de l'Etat dans cette courte période en vue rapprocher, sur les questions d'intérêt national, les positions des acteurs politiques, marquant ainsi la preuve d'une volonté indéniable de donner à l'ouverture envers l'opposition tout son sens.

Ce choix s'est consolidé 2025, car il fonde le principe fondateur de la nécessité de conduire un Etat fort et moderne au service du citoyen qui se consolide grâce au renforcement des institutions. Il se fonde également sur le fait que la Mauritanie a besoin de toutes ses forces vives et que chacun, quel que soit son opinion et sa position dans la société, peut et doit obligatoirement apporter sa contribution à la construction nationale, d'autant plus que la concertation n'exclut en aucun cas l'existence d'opinions et de programmes non identiques, parfois contradictoires ; il en est même la raison et le seul moyen de surmonter ces différences pour s'inscrire dans la voie d'un minimum de consensus et dans le bon sens au service de l'intérêt général de la patrie, surtout quand il s'agit des moments déterminants de la vie d'une Nation.



Ce choix constitue également un moment historique dont nous savourons aujourd'hui les bienfaits et représente une raison supplémentaire devant pousser aujourd'hui les mauritaniens d'aller de l'avant, avec rigueur, constance et détermination pour changer les destinées individuelles collectives.

Rôle prépondérant de la Mauritanie sur l'échiquier International

Cette première année du second mandat du Président de la République a été couronnée, au plan diplomatique, par des efforts fructueux qui ont marqué le rôle prépondérant de la Mauritanie sur l'échiquier international.

L'un de ces résultats majeurs a été le mandat hors pair du Président Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani à la tête de l'Union Africaine en tant que Président en exercice de l'organisation panafricaine dans un contexte régional et international particulièrement difficile et porteur de tous les dangers.

Il a réussi, par des efforts tenaces, à faire entendre partout la voix de l'Afrique, notamment au niveau des grandes rencontres internationales, à présenter le continent comme partenaire stratégique, à faire valoir une vision qui a nourri son ambition en mettant l'accent, dans ses différents discours durant son mandat, sur le fait que « l'Afrique que nous voulons est celle qui se prend en charge et qui s'efforce de résoudre ses propres conflits, sans attendre que des solutions toutes faites arrivent ; mais par le dialogue, la coordination et la créativité, elle parvient à des solutions adaptées aux défis auxquels elle est confrontée ».

Prenant son bâton de pèlerin, le Président mauri-

tanien s'est engagé patiemment mais résolument à faire entendre la voix de l'Afrique à travers le monde. Que ce soit devant l'Assemblée Générale des Nations unies, à Tripoli à la tête d'une délégation de haut niveau de l'Union Africaine pour soutenir une charte de réconciliations nationale visant le rassemblement des parties en conflit autour d'un socle commun en vue d'organiser des élections crédibles et transparentes, garantes de la réunification de la Lybie, ou lors de ses visites dans différents pays pour plaider la cause du continent africain.

Que ce soit au niveau des forums stratégiques, l'Union Africaine sous le mandat mauritanien était davantage présente dans les grands rendez-vous internationaux, au sommet du G7, au Forum sur la coopération sino-africaine, au lancement de la Stratégie Espagne - Afrique (2025 - 2028), au Sommet Corée-Afrique, au Sommet du G20, au Sommet Arabe - Afrique, au Sommet BRICS, à la Conférence sur le Climat, au sommet Afrique - Banque Mondiale (Reconstitution des ressources IDA 21), à la 6ème réunion de coordination semestrielle de l'Union Africaine, les communautés économiques régionales et mécanismes régionaux, à la Conférence de Hambourg sur le développement durable (Panel sur le thème "Mettre l'Afrique sur la voie de la prospérité en partenariat avec l'IDA"), ce que le Président en exercice de l'Union Africaine demande partout, dans les différentes étapes de son mandat, c'est à la fois peu et beaucoup de choses.

C'est quelques axes majeurs du Programme du Président de la République articulent déjà de grands chantiers d'ordre stratégiques pour le pays dont le souci majeur est de continuer à servir le pays, « à travers la consolidation des importants acquis déjà

capitalisés, le lancement de nouvelles réformes et projets structurants, « à la dimension de nos aspirations communes, pour soutenir la dynamique de l'effort de développement national, afin qu'il soit, dans son rythme, plus rapide, et, dans ses effets, plus profond, plus inclusif et plus durable ».

Sur ce chemin du renouveau et fort des acquis du pays obtenus au cours des six dernières années, notamment l'assainissement du climat le climat ambiant de dialogue et de concertations qui marquent désormais les rapports de confiance au sein de la classe politique, la promotion sociale par le biais de la prise en compte de la situation des groupes les plus vulnérables de notre société ainsi que leur intégration économique, l'amélioration de leurs conditions de vie et le renforcement de leur accès aux services de base, la restauration de la confiance des partenaires au développement, le nouveau Programme auquel nous convie le Président de la République est à la hauteur de son ambitions pour le pays.

Il traduit une approche dont la finalité est de conduire la Mauritanie vers, un avenir prometteur, pour l'ouverture d'une nouvelle page d'espoirs, d'ambition et davantage de travail laborieux où se conjuguent dans la fraternité, la motivation et l'effort tenace, les bras de tous ses fils afin de construire « un pays aux institutions solides, un pays où personne ne se sent étranger ou stigmatisé, un pays qui préserve la dignité de ses citoyens, protège leurs libertés publiques, leur identité islamique et civilisationnelle, leur riche diversité culturelle, tout en offrant, dans la justice, la sécurité et l'équité, les moyens de la vie décente du progrès et de la prospérité ».

Mon ambition pour la patrie :

Accompagnement par l'action gouvernementale

Par Bakari Gueye

Le programme du candidat Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani pour son second mandat à la tête de la Mauritanie, mandat qui a commencé le 1^{er} août 2024, s'inscrit en droite ligne dans la foulée de celui du précédent mandat entamé en 2019. Et comme il le souligne lui-même dans le prologue du document de 95 pages qui lui est consacré. Le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani insiste sur l'identité nationale de la Mauritanie qui « est un État multiculturel, fier de sa diversité féconde, qui a enfanté un pays musulman, à la fois arabe et africain. Et chaque Mauritanien est en droit de se réclamer de cet héritage commun. »

Et souligner que : « Les aspirations à la différence ou à la singularité ne doivent pas nous empêcher de consolider notre pacte national et de chercher à bâtir une société égalitaire, respectueuse de sa diversité et capable de maintenir son harmonie et sa cohésion. »

Par ses mots très forts et sans équivoque, le Président s'inscrit dans une dynamique d'unité et de cohésion qui, à ses yeux, est le seul gage de la pérennité de la nation et la seule voie du salut, du développement et du bien-être commun.

A travers un programme qui embrasse tous les domaines de la vie nationale, le Président de la République promet de contribuer à « l'édification d'une Nation mauritanienne juste, égalitaire, forte et moderne. »

Accompagnement des grands axes du programme

La jeunesse est le volet le plus important du programme du Président de la République : « Notre premier défi est de répondre à ses attentes, et à ses aspirations à plus d'épanouissement et d'accomplissement » souligne-t-il. Il affirme avoir engagé le Gouvernement à mettre en œuvre les politiques publiques aptes à améliorer les conditions de vie de « notre valeureuse Jeunesse ».

Emploi et Education, priorité des priorités

Déjà au cours du précédent mandat, de nombreux programmes et actions ont été mis en œuvre dans différents domaines même si ces programmes n'ont pas eu l'effet escompté.

Ainsi, pour inverser la tendance du chômage dont le taux tourne autour de 12% et qui touche plus les jeunes, des efforts sont entrepris pour engager dans les années qui viennent la bataille du plein emploi. En effet, conformément à sa vision, le Président entend entreprendre des réformes fortes pour créer les conditions d'une contribution optimale de la Jeunesse à la croissance économique et au développe-



ment de la Mauritanie.

Des perspectives d'insertion réelle, et des opportunités commencent à être créées en faveur de toutes les catégories et dans toutes les wilayas et particulièrement dans les milieux défavorisés.

C'est ainsi que l'Agence Nationale pour l'Emploi (Agence TECHGHIL) a été restructurée et redynamisée et des programmes importants ont été lancés dès le début de ce mandat.

C'est dans ce cadre que le Projet d'Appui au Développement de l'Entrepreneuriat en Mauritanie (PADEM), qui était logé au ministère de tutelle avant d'être transféré à la fin de l'année 2024 à l'Agence TECHGHIL).

Le programme a pour objet de créer 400 entreprises au Gorgol, au Guidimaka et à Dar Naim à Nouakchott.

Une nouvelle stratégie axée sur l'auto-emploi a été mise en place dans le but de stimuler la création de nouvelles opportunités d'emploi en particulier dans les secteurs à haut potentiel et au sein des chaînes de valeur soigneusement identifiées et intégrées.

L'objectif de cette approche est non seulement de financer des projets porteurs mais aussi d'offrir un accompagnement complet et personnalisé, tant en amont-pour optimiser les coûts de gestion et la viabilité des projets -qu'en aval, afin d'assurer des conditions favorables à leur réussite durable.

D'un autre côté, l'objectif principal du Programme Emploi-Mobilité Urbaine est d'offrir des opportunités d'emploi aux jeunes dans leurs lieux d'habitation tout en mettant à la disposition des habitants de

la ville un service de transport urbain décent.

L'objectif du programme est de créer des opportunités d'emploi durables pour les jeunes ; Améliorer le transport urbain dans les villes, en particulier dans les zones où les transports en commun sont limités ; Réduire la congestion routière en proposant des alternatives de transport plus légères et flexibles et enfin de renforcer la formalisation du secteur.

Dans le domaine de l'éducation, le budget alloué a été revu à la hausse en 2024 représentant une majoration substantielle 4,5% du PIB et 20,2% des ressources budgétisées.

En effet, Monsieur Mohamd Ould Cheikh El Ghazouani s'était engagé à porter la part des dépenses allouées à l'éducation à 5,5% du PIB avant 2030, en mettant l'accent sur la motivation et la qualité de la formation des ressources humaines.

La capacité d'accueil a atteint environ 15 000 en 2024, avec une projection de 19 000 places pour 2025, soit une augmentation de près de 40 %.

Amélioration de l'accès aux services sociaux de base

L'accès aux services sociaux de base, un des axes les plus importants de programme a connu certains progrès significatifs aussi bien à Nouakchott qu'à l'intérieur du pays.

S'agissant de la disponibilité des services de base, particulièrement dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de l'électricité, du transport ur-

bain et du désenclavement, un premier chantier a été consacré à la réforme complète et profonde de la Sonelec et de la SNDE pour les rendre capables, de façon permanente, d'assurer les services d'eau et d'électricité à tous les citoyens.

Le Gouvernement s'est attelé, dans ce cadre, à l'élargissement et à la réhabilitation du réseau électrique, à l'augmentation de la production en doublant le mix énergétique et à la modernisation de la gestion administrative, financière et commerciale de la société, ainsi qu'à la lutte contre la fraude dans les raccordements au réseau et dans la facturation. Par ailleurs, le projet de construction de la centrale électrique à Ndiago alimentée à partir du champ GTA avance.

Les travaux des projets en cours d'exécution ont été accélérés, notamment ceux de la connexion de plusieurs dizaines de villes et de villages au réseau électrique.

Le nouveau code de l'électricité a été finalisé.

Concernant l'approvisionnement de la Mauritanie en électricité, la stratégie adoptée par le Gouvernement est orientée vers l'introduction des énergies renouvelables, la construction d'un système électrique national interconnecté au lieu des petites unités isolées coûteuses et peu fiables et l'accès universel aux services d'électricité à l'horizon 2030.

Des centaines de localités dans les différentes wilayas mauritaniennes ont bénéficié d'actions concrètes dans le cadre d'un vaste programme d'électrification et d'extension de réseaux et de centrales.

En matière d'hydraulique, la priorité est donnée à la sécurisation de l'alimentation de Nouakchott à partir de sources différentes (Aftout Sahili, Idini), ainsi que l'approvisionnement de la ville de Nouadhibou.

Le Gouvernement s'attèle aussi au lancement d'un large programme dans toutes les localités de plus de 500 habitants, en donnant la priorité aux capitales régionales et aux grandes villes souffrant actuellement de déficit en eau potable.

Aussi, la mise en œuvre du projet d'approvisionnement en eau potable de Kiffa a franchi des étapes importantes. En effet, la Banque islamique de Développement (BID) a validé un financement de 37,87 millions dollars en faveur de la mise en œuvre du projet.

Ce financement intervient après le prêt de plus de 100 millions de dollars confirmé par le Fonds saoudien de Développement (FSD). Le coût total du projet est évalué à 317 millions de dollars par le gouvernement mauritanien.

Le projet permettra d'assurer l'approvisionnement en eau potable pour 550 000 personnes jusqu'en 2035.

Le projet d'eau potable de Kiffa sera mis en œuvre en plusieurs phases. De nouvelles installations capteront l'eau brute du fleuve Sénégal pour l'approvisionnement de Kiffa.

Le projet comprend également un réseau d'eau de 250 km qui connectera 90 villages et desservira plus de 20 % de la population de la Mauritanie, soit plus de 550 000 personnes jusqu'en 2035.



En septembre dernier, la Mauritanie et la France ont signé une convention pour le financement du projet d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les deux Hodhs, au Tagant et en Adrar.

Le projet, d'un financement de 14 000 000 (quatorze millions d'euros), équivalent à : 520 000 000 (cinq cent vingt millions d'ouguiyas nouvelles), accordé par l'Agence Française de Développement (AFD), a pour objet d'améliorer les conditions de vie de la population dans ces quatre wilayas de Mauritanie.

Des progrès sont aussi à signaler dans le cadre de l'accès à l'assurance-maladie universelle. Ainsi, la Caisse Nationale de Solidarité en Santé (CNASS) a enregistré un bilan encourageant.

Ce système s'appuie sur un cadre juridique et une structure informatique sophistiquée et a engagé un processus d'accréditation des structures sanitaires pour leur mise à niveau.

Avec plus de 100.000 assurés et plus de 72 structures conventionnées, la CNASS poursuit une extension générale sur toute l'étendue du territoire national.

Œuvrer pour une meilleure sécurité alimentaire

Dans le but de garantir une sécurité alimentaire totale, le Gouvernement a entrepris la mise en œuvre d'une stratégie nationale multidimensionnelle.

S'agissant du bilan pour l'année 2025, le commissariat à la Sécurité alimentaire (CSA) a déjà envoyé plus de 32.000 T de produits (blé, riz, sucre, huiles, pâtes alimentaires et autres farines enrichies pour les cantines scolaires).

Les capacités dans le domaine des transports ont aussi considérablement augmenté. Elles sont aujourd'hui de 200.000 T.

Le CSA dispose d'un parc de plus de 22 camions opérationnels.

Les directions régionales sont aussi dotées de véhicules 4X4 double cabine. On en compte une vingtaine.

Par ailleurs, le renforcement des capacités dans ce domaine est en cours, selon les responsables du CSA.

Conformément aux recommandations du Cadre

Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP), la Mauritanie a élaboré la stratégie nationale de sécurité alimentaire aux environs de 2015 et vision 2030, à travers une approche inclusive et participative. Il s'agit d'une stratégie sectorielle d'une portée nationale qui affiche une vision de réduction de la faim et la malnutrition sur le territoire national.

L'objectif global de la SNSA est de «permettre aux populations, en particulier aux plus vulnérables, d'avoir à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et équilibrée».

Spécifiquement, la SNSA vise à promouvoir une économie rurale et périurbaine socio-économiquement rentable, diversifiée, adaptée aux changements climatiques, à améliorer les circuits commerciaux et les échanges intra-nationaux, transfrontaliers et régionaux, à améliorer durablement l'accès des groupes vulnérables des zones rurales et urbaines à l'alimentation saine et équilibrée, à renforcer les dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires au niveau central et décentralisé, et à promouvoir une bonne gouvernance de la sécurité alimentaire dans un processus de décentralisation et de développement local.

Développement des Infrastructures

Sous la supervision de la direction des Bâtiments et des Équipements publics, l'une des chevilles ouvrières au niveau du ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, beaucoup d'infrastructures ont été réalisées.

Par ailleurs, des études et des travaux ont été entamés. Il y a entre autres le nouveau siège du Conseil suprême de la Fatwa, l'ambassade de la Mauritanie à Riyad en Arabie saoudite, le nouveau siège de l'institution de l'Opposition démocratique, l'Ecole supérieure des Sciences de la Communication de Nouadhibou, l'agrandissement du Palais de Justice de Nouakchott, le siège des Archives Nationales, plus de 2000 salles de classes...

La plupart des chantiers tous secteurs confondus avancent de façon régulière selon les responsables concernés.



Renouveau du secteur des transports

Dans le domaine des transports, le Gouvernement a poursuivi les programmes de développement du département notamment à travers l'Autorité de Régulation et d'Organisation des Transports Routiers. En matière de transport urbain, l'exécution du programme de mobilité de Nouakchott a été accélérée et il réserve depuis quelques semaines des axes au déplacement de bus modernes.

Des mesures dissuasives ont été prises pour garantir le respect de la réglementation routière.

Parmi ces mesures il y a le nouveau redéploiement de la police dont l'objectif est que chaque carrefour soit garni, pour reprendre le terme exact dans le jargon de la police.

Il y a aussi une surveillance continue par des moyens techniques -Caméras de Surveillance, Radars-on en compte 6 pour Nouakchott, ainsi qu'un système de communication.

Toujours dans le cadre des mesures prises dernièrement pour assurer la fluidité du trafic, on note la création d'une direction centrale chargée de la circulation routière ainsi qu'un Groupement Spécial chargé de la sécurité routière, doté de 4 compagnies. Toutes ces structures ont été dotées de moyens matériels et techniques de communication et de surveillance.

Aujourd'hui avec le centre de police pour le Commandement et la surveillance, installé à la DGSN, la police nationale dispose d'un outil solide lui permettant de surveiller et d'agir sur la circulation routière en temps réel.

Ce moyen technologique de surveillance est déployé au niveau de toutes les directions régionales et des commissariats. Il s'agit d'un réseau autonome qui permet la communication en temps réel entre toutes les unités en place et ce, indépendamment des opérateurs téléphoniques traditionnels.

Sécurité, Diplomatie, Unité nationale...

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République, le Gouvernement a aussi marqué des points concernant l'axe relatif à la sécurité, à la stabilité et à la présence au niveau international et régional.

Par ailleurs étant donné que la migration induit des défis importants sur les plans sécuritaire, économique et humain, le Gouvernement lui a accordé une importance particulière.

D'autre part, le Gouvernement a poursuivi sa politique extérieure dynamique fondée sur les principes du respect mutuel et de bon voisinage, de relations de fraternité et d'amitié et de coopération constructive, et de contribution à l'instauration de la paix et de la stabilité dans la sous-région et dans le monde, ainsi que la défense des causes justes, avec à leur tête la cause palestinienne.

Quant à l'axe relatif à l'unité nationale et la cohésion sociale, le Gouvernement a travaillé sur deux fronts principaux : au niveau du premier front, il s'attèle à l'élimination des résidus des mentalités rétrogrades, des faux stéréotypes entretenus à travers l'enracinement des valeurs et principes du discours de Ouadane et de la déclaration de Djeol et leur traduction en plans d'actions concrets.

L'accent sera également mis sur l'autonomisation des femmes afin qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle de leadership économique, social et politique.

Dans ce cadre, les programmes de la délégation générale à la Solidarité nationale et à la Lutte contre l'Exclusion (Taazour) et des autres entités gouvernementales intervenant dans ce domaine ont été évalués et réorientés pour maximiser leur impact positif sur les citoyens cibles.

D'autres réalisations importantes sont à signaler. Entre autres la remise en service de la Société mauritanienne de Produits laitiers de Néma ; la finalisation, l'équipement et la mise en service de la ferme laitière pilote de Timbédra ; la réception du village

artisanal de Nouakchott ; la finalisation des travaux du pont du carrefour madrid et sa mise en service ; la finalisation du pont Haye Saken et sa mise en service ; le lancement du programme de transport urbain Mobilité de Nouakchott, au niveau de deux axes principaux ; Réception de l'usine de traitement de déchets et assainissement du marché de poisson et sa mise en service ; la réception de l'extension du centre hospitalier national ; la réception de l'extension du centre national des spécialités et sa mise en service ; l'équipement et mise en service de la nouvelle prison de Nouakchott Sud en vue de régler le problème du surpeuplement carcéral.

D'autres projets importants sont en cours comme la première composante du projet d'assainissement de la ville de Nouakchott ; le projet de renforcement et de sécurisation de l'alimentation de Nouakchott en eau potable à partir d'Idini (60.000 m³/jour) ; le projet de désenclavement des périmètres agricoles de l'Aftout Sahili par la construction d'une nouvelle route reliant le canal à la route Nouakchott-Rosso ; Le projet de construction des réservoirs de stockage d'hydrocarbures à Nouakchott d'une capacité de 100.000 m³ ; Le lancement de la deuxième phase du programme de couverture des zones frontalières par les réseaux de communication, sur la bande entre Ould Yenge et Vassala.

Parmi les études les plus importantes qui ont été lancées en début de mandat, figurent : Une étude sur les réformes du système des retraites ; Une étude préparatoire des concertations tripartites en vue de proposer une révision du SMIG ; Une étude pour la révision du code des marchés publics ; Une étude pour la révision de la loi sur les PPP ; Une étude pour la révision de la loi sur les investissements ; Une étude pour la création d'une agence nationale d'études et d'exécution des projets stratégiques ; L'audit administratif et financier du groupe Sometec ; L'audit administratif et financier de la SNDB ; La révision des textes régissant les migrations pour les compléter...



SONADER:

50ans de leadership dans le domaine de l'agriculture irriguée

Principales interventions de la SONADER dans les zones de production au niveau de la vallée

La société nationale de développement rural (SONADER) a été créée en 1975 et depuis lors a accentué ses efforts sur le développement de la culture irriguée dans la vallée du fleuve Sénégal.

Elle apporte le soutien au développement de la culture durable par l'encouragement de l'investissement privé et l'introduction des techniques modernes. A cet effet, elle assure la gestion des ressources hydriques et la construction des infrastructures agricoles nécessaires.

Les efforts de la société ont contribué à l'aménagement de plus de 30.000 hectares des terres irriguées, ce qui a renforcé largement la production agricole dans la zone de la vallée.

Dans ce contexte, et conformément aux missions qui lui sont dévolues, la SONADER a procédé à la restructuration des coopérations et fédérations agricoles suivant une approche nouvelle devant permettre l'émergence de groupements de coopératives en mesure de préserver les infrastructures, de gérer les ressources hydriques et d'appliquer les conseils techniques agricoles modernes, conformément à la fiche technique spécifique à la culture du riz et des légumes avec l'usage des semences améliorées et des engrais, tout en respectant les doses indiquées dans la fiche technique.

Ces efforts ont permis l'amélioration et l'accroissement de la production aux plans qualitatif et quantitatif. Les dernières statistiques montrent que le nombre des coopératives encadrées par la SONADER a atteint 1600 coopératives dirigées par des bureaux élus.

La société soutient, également, les petits agriculteurs et les coopératives agricoles en leur fournissant certains intrants agricoles, tels que des semences améliorées et des services de vulgarisation agricole dans tous les domaines d'intervention de la SONADER, afin d'accroître la productivité des agriculteurs.

Au plan de la formation, la SONADER organise des sessions de formation des agriculteurs sur les méthodes techniques agricoles modernes (échanges d'expériences entre les paysans et visite des périmètres pilotes).

La société s'engage, également dans le désenclavement des zones de production et le nettoyage des axes et affluents d'eau pour faciliter aux paysans l'accès à l'eau.



Missions principales de la SONADER :

- Réaliser des études et assurer le contrôle des travaux (aménagement et réhabilitation) des infrastructures hydriques et agricoles en tant que maître d'œuvre délégué.
- Contrôle et entretien des infrastructures agricoles (canalisation d'eau, les digues, les affluents, passerelles et les ponts...).
- Réalisation d'un plan directeur pour l'assainissement hydraulique dans la zone de la vallée ;
- Soutenir, encourager et orienter les investisseurs nationaux et internationaux en faveur du développement des projets structurants dans l'agriculture irriguée ;
- Exploiter les fermes irriguées, aider les petits agriculteurs à accéder aux intrants agricoles, promouvoir la mécanisation agricole, transformer et commercialiser les produits de toutes les filières agricoles ;
- Garantir l'offre de conseils agricoles aux petits exploitants et aux acteurs privés, ainsi que le suivi et l'évaluation des systèmes de production et des chaînes de valeur agricoles.

Zones d'intervention de la SONADER :

La SONADER est considéré comme étant l'un des piliers essentiels du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté agricole en charge de la mise en œuvre des politiques du gouvernement dans le domaine de la culture irriguée, et ce à travers une direction générale installée à Nouakchott et quatre directions régionales dans les quatre wilayas de la vallée, à savoir le Trarza, le Brakna, le Gorgol et le Guidimakha.

Priorités stratégiques de la SONADER :

La SONADER s'engage à soutenir le renforcement du secteur agricole en Mauritanie. Sa vision dans le domaine s'articule sur le développement d'une agriculture durable capable de satisfaire les besoins alimentaires essentiels du pays et permettre une flexibilité de l'économie nationale par le biais d'un plan triennal basé sur les objectifs nationaux du développement durable.

La société a l'ambition de réaliser une culture moderne et concurrentielle concernée par la durabilité environnementale et économique.



Axes stratégiques de la SONADER :

1/ Gouvernance et ressources humaines :

La société vise à moderniser son administration et à développer ses compétences humaines grâce à des programmes de formation continue et à la gestion numérique de ses opérations, ce qui garantit la performance du rendement et permet d'attirer et de retenir les expertises innovantes.

2/ Plan d'orientation de la vallée :

Il s'agit de la préparation d'un plan directeur pour organiser et protéger les terres cultivables avec un enregistrement complet des zones agricoles afin de garantir la sécurité immobilière et de soutenir les investisseurs.

3/ Infrastructures et désenclavement :

La SONADER travaille au développement et à la réhabilitation des infrastructures hydroagricole et appuie la transition des zones agricoles vers l'énergie propre tout en promouvant la connectivité des zones rurales avec des routes accessibles.

4/ Valorisation des produits agricoles :

La société cherche à améliorer la productivité agricole en développant la chaîne de valeurs, notamment la conservation, le stockage et la commercialisation, et en élargissant l'accès aux marchés d'exportation pour y inclure des produits agricoles, tels que le riz et les légumes.

5/ Protection de l'environnement et de la durabilité :

Dans cet axe l'accent sera mis sur des stratégies telles que l'agroforesterie, la réduction de l'utilisation de pesticides chimiques et la promotion de l'agriculture biologique, ce qui réduit l'empreinte carbone et contribue à la préservation des ressources naturelles.

A l'horizon 2027, la SONADER entend parvenir à l'autonomisation en matière de production du riz et des légumes, à la diversification des cultures et l'introduction de nouveaux produits comme les fruits.

Mesures pratiques pour stimuler les exportations agricoles et valoriser les investissements

La SONADER ouvre des perspectives prometteuses aux investisseurs dans le secteur de la culture irriguée. La direction de l'investissement privé et l'exportation agricole, nouvellement créée se charge de la mission d'appuyer, d'orienter et d'encadrer les investisseurs en vue de promouvoir leurs projets agricoles.

Au regard du rôle du secteur privé agricole en tant que levier essentiel pour l'amorce d'une révolution très vaste sur le plan de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Pour la troisième année consécutive, les producteurs nationaux renforcent leur présence sur la scène internationale, en exportant leurs produits frais vers les marchés de gros européens, avec des volumes d'exportation en 2025 atteignant environ 100 mille tonnes de pastèques et de melons, dans une tendance à la hausse qui reflète la maturité d'un secteur réglementé et compétitif.

Au plan intérieur, l'engagement des producteurs nationaux a été concrétisé par leur participation active à l'opération Ramadan.

Cette opération a vu la mise en œuvre d'une initiative conjointe des ministères de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, du commerce et du tourisme pour assurer l'approvisionnement régulier en produits horticoles locaux é tout au long de ce mois sacré. Dans ce contexte, sept points de vente ont été installés dans la capitale, permettant aux citoyens d'obtenir des produits frais et de haute qualité à des prix raisonnables.

La saison 2025 a également été marquée par la stabilisation de la production d'oignons et de pommes de terre au niveau national.

En raison de l'important excédent de production, les frontières ont été temporairement fermées aux importations étrangères, à la suite d'une entente entre les producteurs et les distributeurs visant à harmoniser les carnets de commande avec les quantités disponibles dans les entrepôts, à garantir la protection des intérêts de toutes les parties et à prévenir les pertes potentielles.



La SONADER déploie des efforts gigantesques pour garantir l'eau d'irrigation aux agriculteurs de la vallée

Soucieuse d'accroître la production et la productivité des exploitations agricoles de la vallée, la société nationale pour le développement rural (SONADER) a mis en œuvre un solide programme de gestion et d'entretien des différents affluents du fleuve dans le but d'assurer le déversement de l'eau sur les zones de production dont la superficie totale dépasse les 52 000 hectares.

Au titre de l'année actuelle, la longueur des cours et affluents ayant fait l'objet de nettoyage et de l'élimination des mauvaises herbes aquatiques a dépassé les 100 kilomètres.

Les programmes mis en œuvre par la SONADER ont contribué à la sécurisation de l'eau d'irrigation pour les investisseurs agricoles, ce qui a conduit à l'extension des superficies exploitées, d'une campagne, à l'autre.

Ces succès ont fait que le rêve de parvenir à l'autosuffisance alimentaire que Son Excellence le Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh Ghazouani appeler de ses vœux, notamment pour certaines cultures, est devenu aujourd'hui une réalité dans notre pays, Qu'Allah soit loué.

Visite du Président de la République aux USA :

Une victoire diplomatique largement saluée

Par Bakari Gueye

La participation du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani au mini sommet organisé à la maison blanche par le président américain Donald Trump, a été un événement marquant. L'événement qui a réuni 5 chefs d'états africains autour du Président américain a été largement relayé par la presse internationale.

En Mauritanie, la visite du Président de la République aux Etats-Unis a été qualifiée par certains observateurs de grande victoire diplomatique. C'est en tout cas ce qui ressort des avis recueillis pour le compte du magazine mensuel HORIZONS.

Ainsi, pour M. Sidi Mohamed Limam, directeur des Droits de l'Homme au commissariat aux Droits de l'Homme à l'Action humanitaire et aux Relations avec la Société civile : « Cette visite du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani à Washington est un bond stratégique pour la Mauritanie sur la scène mondiale.



Le sommet de haut niveau, qui ne comprenait que cinq pays africains soigneusement sélectionnés, est centré sur les opportunités de commerce et d'investissement - mais ses conséquences vont bien au-delà de l'économie. C'est un puissant témoignage de la stature montante de la Mauritanie comme partenaire de confiance en Afrique, un phare de stabilité dans le Sahel troublé et un acteur économique émergent avec un poids stratégique important.

Être invité par la plus grande puissance militaire et économique du monde à un sommet fermé revêt une importance stratégique indéniable.

L'inclusion de la Mauritanie n'est pas une coïncidence ; c'est le reflet du rôle croissant du pays dans la stabilité régionale et les considérations stratégiques mondiales.

En effet, la position géographique de la Mauritanie est un atout majeur. Nichée à la croisée des chemins de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne, bordant le vaste océan Atlantique et une partie des mondes arabe et islamique, la Mauritanie se dresse comme un trait d'union géopolitique - un pont naturel entre les continents et les civilisations. Ce positionnement unique n'est pas perdu de vue par les planificateurs stratégiques à Washington, qui considèrent de plus en plus la Mauritanie non seulement comme un partenaire en Afrique, mais aussi comme un voisin maritime de l'autre côté de l'Atlantique.

Ainsi, l'invitation à Washington reflète l'ascen-



sion de la Mauritanie au sein des cercles diplomatiques africains et mondiaux. Sous la direction du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, la Mauritanie a non seulement consolidé sa stabilité interne mais s'est activement engagée dans la résolution des conflits régionaux, du Sahel à la région des Grands Lacs.

En tant qu'ancien président de l'Union africaine, le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a joué un rôle clé dans l'élaboration de la politique continentale et la représentation de l'Afrique dans les forums mondiaux. Sa présence récente au G20 - non pas comme observateur mais en tant que participant à part entière - a marqué une première historique pour l'Union africaine et un grand succès diplomatique. »

Cette réputation est d'un intérêt primordial pour Washington, en particulier dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité transnationale.

Au-delà de la politique et de la sécurité, les indicateurs économiques sous-tendent l'importance de cette visite. La Mauritanie émerge comme une économie riche en ressources, avec de vastes réserves inexploitées de gaz naturel, d'uranium et de minéraux précieux. »

Ainsi, ce sommet devrait consolider l'engagement des entreprises américaines, ouvrir de nouvelles voies pour les partenariats commerciaux et positionner la Mauritanie comme un maillon vital dans la sécurité énergétique transatlantique et le développement durable. »

Pour sa part M. Menni Yahya Aliyine, Journaliste et analyste, observateur de la scène politique natio-

nale, il estime que : « C'est une visite positive. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui prétendent le contraire. La Mauritanie est un pays en développement. Elle a beaucoup à tirer de cette ouverture diplomatique qui selon moi est un succès.



L'Amérique est une super puissance qui s'intéresse à l'Afrique et elle est en course avec la Chine et la Russie. Et aujourd'hui, on sent que l'Amérique veut donner une autre image de l'Occident au monde, une image différente de celle qui a existé jusque-là. Elle veut contribuer au développement du continent. Ce sommet est très important et les pays présents peuvent en tirer profit. Il y a des investissements à gagner.

Et pour la Mauritanie, elle se situe au Sahel, une zone particulière très instable. Et nous sommes un pays en développement qui a beaucoup de problèmes. Il y a aussi la question de la sécurité de nos frontières. Et à ce sujet, la Mauritanie pourrait bien profiter de sa relation avec les Etats Unis en renforçant sa coopération militaire. Ainsi la Mauritanie a besoin d'un renforcement de ses capacités militaires notamment dans le domaine balistique, de l'artillerie, de l'aviation, de la formation des officiers, des commandos. Elle a besoin d'avoir une armée forte et les Etats Unis peuvent l'y aider.

On a vu qu'à l'occasion de cette visite, le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani s'est montré à la hauteur et il a donné une bonne image de la Mauritanie qui a beaucoup de ressources qui peuvent attirer les investisseurs. Donc c'est une visite qui a bien porté ses fruits. »

Pour M. Ibou Badiane, journaliste à la TTV : «

Le mini-sommet convoqué par Donald Trump à Washington avec l'invitation de 5 pays d'Afrique de l'Ouest dont la Mauritanie, marque un tournant stratégique dans les relations avec ces pays. La Mauritanie profitera de cette nouvelle coopération en termes de renforcement sécuritaire et de gestion de la migration. Il s'y ajoute des opportunités de formation, de transformation de ses ressources naturelles en attirant des investissements dans ces secteurs clés. Tout cela sur fond de diversification de ses partenaires économiques au développement. Je pense que la Mauritanie passera de l'aide au développement à la coopération commerciale et cela nécessite également une bonne stratégie et d'avoir de solides outils pour faire face. »



De son côté, M. Houssein Dieng, conseiller technique au commissariat aux Droits de l'Homme, a l'Action humanitaire et aux Relations avec la Société civile : «L'invitation et l'intervention du Président de la République à la Maison Blanche a suscité plusieurs réactions en Mauritanie et dans le monde.



En effet, le Chef de l'Etat, Son Excellence, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a su à sa manière trouver les mots justes pour présenter le pays, ses ressources et sa position stratégique entre le Maghreb arabe et le sud Sahara.

Au-delà de cette intervention, le chef de l'Etat qui est le second président mauritanien à se rendre à la Maison Blanche après Moctar Daddah en 1993 a



porté le nom du pays très loin pour la clarté de ses propos et son engagement à servir le pays.

Enfin, le chef de l'Etat a pu saisir l'opportunité pour inviter le Président américain Donald Trump à accompagner le développement en Mauritanie.

C'est le lieu et l'occasion de saluer cette prouesse diplomatique orchestrée par Son Excellence Monsieur Mohamed Salem Ould Merzoug, ministre des Affaires étrangères. »

Selon M. Mohamed Ould Chighali, journaliste et chroniqueur indépendant, « Le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a fait bonne impression à l'occasion de cette visite. Malheureusement, les opposants, les internautes des réseaux sociaux malveillants et des activistes politiques en mal de critiques ont travesti les propos tenus par le Président mauritanien.



Pour ceux qui ne le savent pas, il est peut-être bien de rappeler que le Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani n'a pas besoin du président américain Donald Trump pour rehausser son image, et la Mauritanie n'a pas besoin des Etats-Unis pour vendre ses richesses minières de plus en plus convoitées.

Donald Trump l'actuel président des Etats-Unis, connaît très bien le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani

mais aussi la Mauritanie.

D'autre part, le retour de la Mauritanie dans l'AGOA en novembre 2023 après 4 ans de suspension par les Etats-Unis a valeur de Green Card pour la Mauritanie dans l'établissement de relations commerciales avec les Etats Unis. »

En réaction à la visite, M.

Moussa Sidne Gawi, président de l'Association Mauritanienne pour la Promotion des Droits de l'Homme (AMPDH) pense que: « le choix du Président de la République parmi les 5 chefs d'états invités à la Maison Blanche n'est pas le fait du hasard.



Comme vous le savez, l'Afrique compte plus de 50 nations. Le choix de la Mauritanie parmi les pays du mini sommet avec les Etats Unies peut s'expliquer par sa position stratégique comme l'a bien expliqué le Président de la République au cours des différentes rencontres, tant avec le président Trump qu'avec le secrétaire d'Etat et la présidente de la Chambre de Commerce.

Des résultats palpables ont été déjà été annoncés dans le cadre des relations commerciales et dans le domaine de la sécurité.

Le Président de la République n'a pas raté l'occasion pour faire connaître les atouts de la Mauritanie dans tous les domaines : économique, sécuritaire...

Enfin, nous restons convaincus que les résultats de la visite permettront à la Mauritanie de faire avancer son économie et sa sécurité. »

Rencontre du Président de la République avec la diaspora aux USA :

«Nous avons trouvé un président d'une grande capacité d'écoute et sensible aux préoccupations de la diaspora » dicit Amadou Bocar Ba, MBA (CPA)

Le président de la République Mohamed Ould Ghazwani a rencontré la diaspora mauritanienne des Etats-Unis d'Amérique. Cette rencontre est intervenue au lendemain du déjeuner de travail que son hôte, le président Trump avait organisé à l'intention de cinq chefs d'Etat africains dont celui de la Mauritanie.

« Au cours de cette rencontre, nous avons trouvé un homme d'une grande capacité d'écoute mais aussi un chef d'Etat sensible aux préoccupations de ses concitoyens vivant à l'étranger », rapporte M. Ba Amadou, natif de Bagodine, département de M'Bagne (Brakna). Ce haut cadre des finances (MBA,

CPA), résidant aux USA depuis des années, a eu le privilège de compter parmi la délégation très restreinte désignée pour rencontrer le président Ghazwani. Pour M. Bâ, président de la CENI aux USA lors de la dernière présidentielle, « la rencontre avec le président témoigne de la marque d'attention qu'il accorde aux mauritaniens d'où qu'ils viennent. »



Durant la rencontre de plus de 3 heures d'horloge, « le président a pris tout son temps pour nous écouter exposer nos différentes préoccupations dans un contexte particulier; il n'a esquivé aucun sujet », rapporte M. Ba avant d'ajouter: « cette rencontre a été l'occasion pour les membres de la délégation de la diaspora d'évoquer la situation des mauritaniens nouvellement arrivés aux USA mais aussi la volonté de certains hauts cadres mauritaniens de retourner chez pour participer à la construction de leur pays ». M. Bâ croit savoir que le président de la République a pris bonne note des différentes préoccupations de ses compatriotes.

L'ancien président de la CENI US s'est enfin félicité de la « posture républicaine et patriotique du président de la République » lors de sa rencontre avec le président américain. « Il nous a fait l'honneur de défendre les intérêts de notre pays en mettant en avant ses opportunités d'investissement pour les privés américains », a-t-il conclu.

Des Réformes au pas de charge à la Banque Centrale de Mauritanie



Stabilité monétaire :

La Banque Centrale de Mauritanie a modernisé la politique monétaire en l'ancrant sur un corridor de taux d'intérêt resserré en ligne avec l'objectif d'inflation. L'efficacité de cette politique est garantie par une quasi-disparition de l'excédent de liquidité obtenu grâce à une diversification des instruments financiers (conventionnels et islamiques) pour les opérations d'Open-market. A ce titre la BCM a lancé au cours des deux dernières années une panoplie d'instruments de reprise et *d'injection* de liquidité : **Instruments conventionnels** (Bon BCM, Facilité de dépôt et Facilité de prêt), **Instruments Islamiques** (SENAD, Facilité de dépôt islamique et Facilité de prêt islamique).

La BCM a veillé à une meilleure coordination entre la politique monétaire et la politique budgétaire, assurant ainsi la conduite d'une politique monétaire efficace tout en évitant un effet d'éviction sur l'attractivité des valeurs du Trésor Public. Cette coordination s'est traduite par l'augmentation des stocks de valeurs de Trésor détenus par les banques commerciales et un allongement de la courbe des taux pour atteindre pour la première fois des maturités de 5 ans.

En vue d'approfondir le marché des titres publics et assurer une meilleure transmission de la politique monétaire, la BCM compte lancer le marché secondaire des valeurs du Trésor via une plateforme de trading où les acteurs du marché monétaire échangeront directement les titres obligataires souverains.

En fin 2023 la BCM a adopté une nouvelle réforme de change, axée sur trois piliers : **Un Régime de change** basé sur une cotation du cours central de l'ouguiya par rapport à un panier de devises (80% USD et 20% EUR) reflétant la structure de la balance de paiement. Ce cours central définit la bande de fluctuation (+/-5%) des opérations de change ;



Son Excellence le Gouverneur avec l'équipe en charge du projet du marché interbancaire des changes.

le lancement du marché interbancaire de change où les banques échangeront directement des devises, limitant ainsi le

rôle de la BCM à la régulation et la surveillance du marché. Ce marché est porté par une plateforme de trading (Refinitiv LSEG) répondant aux meilleures pratiques internationales ; et *l'Adaptation de la réglementation de change* via la libéralisation des recettes d'exportation des secteurs halieutique et minier, ce qui a permis une augmentation de l'offre sur le marché interbancaire de change.

Stabilité financière :

Soucieuse de renforcer la résilience, la transparence et la soutenabilité du système financier national, la BCM a œuvré pour la modernisation de sa fonction de superviseur à travers l'adoption de plusieurs actions stratégiques, tel que : **l'augmentation du capital minimum des banques** (se traduisant par une évolution de 43% des fonds propres nets des banques sur les deux dernières années) ; **la transposition du dispositif réglementaire international du comité de Bâle dans la réglementation locale** (normes Bâle III) ; **la modernisation et l'automatisation des processus de contrôle sur pièces et sur place** (avec l'opérationnalisation de la plateforme Bank Supervision Application BSA) et l'instauration d'une obligation aux banques locales imposant la transcription des **trois derniers états financiers selon les normes IFRS**, ainsi que la publication d'un rapport annuel d'audit élaboré par un cabinet international. Ces actions stratégiques se sont traduites par une meilleure rentabilité du système bancaire avec une évolution annuelle de 22.9%. Une profitabilité tirée principalement par une optimisation de la marge d'intermédiation et une gestion proactive des placements de trésorerie (marché monétaire).

En matière de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et de Financement du Terrorisme (LBC/FT), la BCM a réalisé des progrès remarquables via le **déploiement d'une plateforme technique pour le suivi des transactions sensibles** ; l'activation de l'unité d'analyse des données (RNC) et l'application des règles et exigences



Lors de l'ouverture de l'atelier sur la gestion des réserves.

d'identification de la clientèle « Knwo your Costumer KYC » (Connaître son client).

Gestion des réserves de change :

La Banque Centrale de Mauritanie a adopté une stratégie d'investissement des avoirs extérieurs en adéquation avec sa politique conservatrice (Sécurité, Liquidité et Rendement). Cette stratégie s'est traduite par une meilleure diversification des réserves de change permettant ainsi : Une meilleure maîtrise du risque de contrepartie (plus de 66% des actifs avec une note comprise entre AA- et AAA Fitch) ; Une meilleure liquidité des avoirs extérieurs (avec l'augmentation de la part des titres obligataires souverains) ; Une meilleure diversification (24% EUR et 76% USD) ; et une meilleure rentabilité (avec plus de 86 millions USD en 2024 et plus de 194 millions USD sur les trois derniers exercices).

Modernisation des infrastructures financières :

Afin de renforcer la sécurité, l'efficacité et la stabilité du Système national de Paiement, la BCM a lancé en fin 2023 un système ATS-CSD (plateforme intégrant à la fois une chambre de compensation automatisée ACH, un système de règlement brut en temps réel RTGS et un dépositaire central de titres dématérialisés CSD) marquant ainsi une transformation majeure dans le traitement des paiements interbancaires en Mauritanie.



Inclusion financière :

Dans une optique de renforcer l'accès aux services financiers, la BCM a œuvré pour la mise en place de trois stratégies majeures : la **stratégie d'inclusion financière** (axée sur la digitalisation et l'expansion des services financiers, la promotion de la finance verte et le renforcement des capacités) ; la **stratégie des paiements numériques** (visant à réduire l'utilisation du cash, à travers la promotion des solutions des technologies financières FINTECH) ; et la **stratégie de l'éducation financière** (à



ورش عمل تحضيرية لإطلاق
الاستراتيجيات الوطنية للشمول المالي والدفع الرقمي

travers le lancement de campagnes de sensibilisation visant à promouvoir la culture financière au niveau des différentes catégories de la société).

Réformes juridiques :

2024 a été marquée par l'adoption de plusieurs textes de loi majeurs : L'adoption de la **loi n°2024-042-PR portant statut de la BCM** (garantissant l'indépendance de la BCM et la clarification de son mandat) ; la **loi portant la réforme des mécanismes de résolution des banques en difficulté** et la **loi portant modernisation du cadre juridique des marchés financiers**.

Bourse de valeur de Nouakchott :

La BCM a entamé depuis deux ans un projet de création de marché boursier mauritanien, chose concrétisée en fin 2024 avec l'adoption de la loi portant modernisation du marché financier (permettant ainsi la création de l'autorité



des marchés financiers et dans les mois à venir la création de la bourse de valeur de Nouakchott). Cette étape marque un tournant dans l'histoire des marchés financiers mauritaniens, permettant ainsi l'accès des acteurs économiques aux sources de financements à long terme. En vue de garantir le succès de ce marché boursier la BCM a conclu des partenariats stratégiques avec le London Stock Exchange (LSEG) et la Bourse de Casa, pour l'installation des infrastructures financières répondants aux meilleures normes internationales et le renforcement de capacités.



Mandat présidentiel ou fondement stratégique



■ Mohamed Effou

L'arrivée au pouvoir du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani est un tournant dans l'histoire politique mauritanienne, en raison de la nature de l'approche avec laquelle il a géré l'État au cours de son premier mandat. Son expérience a été caractérisée par une autre logique dans la perception du pouvoir, une autre façon de gérer les dossiers et une vision plus sereine et plus cohérente de construire le changement de l'intérieur de l'État plutôt que de l'extérieur.

Dès le début, le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a adopté un discours qui tend à calmer et à contrôler le rythme public en respectant les équilibres, en étant neutres par rapport aux conflits politiques et en faisant la différence entre l'action publique et les intérêts privés. Cette approche s'est reflétée dans le climat général du pays, puisque le niveau de tension a baissé et qu'une nouvelle approche de la gestion des grandes questions a émergé, basée sur le gradualisme, la rigueur sereine et le travail en profondeur plutôt que sur l'expansion rhétorique.

La première étape qui a caractérisé cette phase a été la redéfinition de la fonction de l'État. Au lieu de rester un régulateur bureaucratique ou un centre de production de privilèges, l'État est devenu un outil d'intervention sociale grâce à des politiques

de ciblage clair des groupes vulnérables, au lancement de projets spécifiques liés aux infrastructures et aux services de base, et à l'élargissement de la portée de la protection sociale. Cette transformation n'était pas un slogan, mais elle reposait sur un système exécutif indépendant et des outils fiscaux et législatifs qui réorientaient les ressources vers des priorités stratégiques.

Dans le même temps, l'approche du Président de la République ne s'est pas limitée à la dimension sociale, mais a également englobé la dimension politique, où un climat d'ouverture a été maintenu, sans conclure d'alliances hybrides ni imposer une tutelle sur le champ partisan. Cela a permis d'atteindre un équilibre délicat qui a permis à l'autorité d'être neutralisée par les tensions et a donné au pouvoir une grande marge pour construire sa légitimité par des réalisations plutôt que par la polarisation. Contrairement aux expériences précédentes, le Président de la République ne s'est pas appuyé sur une rhétorique populiste ou des slogans creux. Il s'est plutôt présenté comme l'administrateur d'un État ayant besoin de réformes, et non comme un leader politique confronté à des opposants.

Un aspect notable de cette expérience est que l'action économique n'a pas été utilisée comme un outil de mobilisation, mais plutôt comme un outil de régulation du déséquilibre de développement dans le pays. Au lieu de concentrer les ressources dans les cercles centraux, l'investissement public a été

orienté vers les wilayas intérieures, avec leurs défis géographiques et humains, ce qui a permis d'obtenir une carte des réalisations largement équilibrées et de renforcer la présence de l'État dans les zones périphériques, sans discrimination régionale ni exploitation politique.

La Mauritanie a su maintenir des relations équilibrées avec ses partenaires sans s'engager dans des axes contradictoires et sans compromettre l'indépendance de la décision nationale sur les questions vitales. Cette expérience ne se mesure pas au nombre d'initiatives, ni à la vitesse de transformation, mais au niveau de la discipline institutionnelle et à la capacité du pouvoir à redéfinir la relation entre le citoyen et l'État, non pas comme une relation de loyauté et de réciprocité, mais comme une relation de droits et d'obligations.

Cette expérience ne se mesure pas au nombre d'initiatives ou à la rapidité de la transformation, mais au niveau de discipline institutionnelle et à la capacité du pouvoir à redéfinir la relation entre le citoyen et l'État, non pas comme une relation de loyauté et de réciprocité, mais comme une relation de droits et d'obligations. Il s'agit d'une transformation qui se mesure non seulement à son impact immédiat, mais aussi à sa capacité à durer et à fournir un environnement politique et institutionnel plus mûr et plus apaisé.



L'expérience du président Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani s'est déroulée dans un contexte délicat, tant sur le plan interne que régional, mais elle a permis de maintenir la stabilité du pays, de réorganiser ses priorités et d'ouvrir la voie à des réformes discrètes et cumulatives. Il ne s'agit pas d'un mandat présidentiel ordinaire, mais d'un modèle sur lequel on peut s'appuyer pour restaurer le concept de l'État, le neutraliser des conflits et l'orienter vers le service de la société sur une base rationnelle, transparente et d'intérêt public.

L'une des leçons les plus importantes tirées de cette expérience est que le changement ne nécessite pas d'effronterie et ne se mesure pas non plus à l'intensité de la rhétorique, mais plutôt à la capacité des dirigeants à définir la direction, à fixer le rythme et à utiliser les outils de l'État sans les politiser ni les vider de leur contenu. Telle est, en substance, la philosophie de la gouvernance telle qu'elle se reflète dans l'expérience du président Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani au cours de cinq années de gestion des affaires de l'État.

Le résultat se résume en ce qui suit :

Premièrement : Sécuriser le moment de la transition et restaurer le sens de l'État

Il n'a pas utilisé l'arme de l'éloignement, ni invoqué le discours de la légitimité révolutionnaire : Rétablir la confiance entre les citoyens et les institutions de l'État, et restructurer l'action publique de manière à ce qu'elle produise de la stabilité plutôt que d'accumuler de la polarisation.

Deuxièmement : Activer les outils de l'État plutôt que d'amplifier sa présence symbolique

Contrairement au paradigme dominant qui considère l'État comme un simple cadre organisationnel descendant, le président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a lancé un processus visant à activer les outils exécutifs de l'État dans des secteurs clés : l'éducation, la santé, la protection sociale, l'infrastructure et la jeunesse : L'éducation, la santé,

la protection sociale, les infrastructures et la jeunesse. Ce processus s'est déroulé sans bruit, sans fanfare et sans revendiquer les résultats avant qu'ils ne soient atteints.

Cette approche s'est concrétisée par plusieurs indicateurs tangibles, notamment :

- La révision des priorités des dépenses publiques en faveur des groupes vulnérables ;
- La création d'institutions sociales exécutives indépendantes (comme l'expérience de la Délégation Taazour) ;
- Le rétablissement des services publics en tant que centre d'action pour le développement plutôt qu'en tant qu'annexe administrative.

Troisièmement : La neutralité de l'État vis-à-vis des équilibres politiques

L'un des traits marquants de la philosophie du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani est son souci de veiller à ce que l'État ne soit pas partie prenante dans les équilibres politiques internes. Il n'a pas interféré de manière flagrante dans la vie des partis, ni orienté la sphère publique en faveur de son projet politique, mais a plutôt maintenu une distance organisationnelle entre l'institution présidentielle et la scène partisane, qu'elle soit de la majorité ou de l'opposition.

Cette relative neutralité a permis :

- de redéfinir la fonction de l'État comme un cadre commun à tous ;
- de réduire le niveau de tension politique pendant les années de gouvernance ;
- d'élargir la base de soutien en dehors des alliances officielles, y compris des partis qui étaient traditionnellement dans l'opposition.

Quatrièmement : L'approche de la sécurité par le biais du développement

Dans un pays qui souffre d'une fragilité géographique et sociétale évidente, le Président Ghazouani a réorganisé la relation entre la sécurité et le développement. La sécurité n'est plus considérée

comme une question uniquement militaire, mais comme un élément d'une équation plus large, dans laquelle l'éducation, l'emploi, l'eau, l'électricité et la justice sociale sont des outils stratégiques pour anticiper les déséquilibres.

Cette approche a fait passer l'action gouvernementale de l'improvisation à la planification à moyen et long terme, et a poussé l'administration à construire des projets structurés plutôt que de se contenter d'interventions ponctuelles.

Cinquièmement : Rationaliser le discours officiel

Le discours politique du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani se caractérise par la cohérence du ton, la modération du vocabulaire et l'absence de populisme. Il n'utilise pas le langage de l'émotion, n'inclut pas ses adversaires dans les équations de la désinformation et ne relève pas le plafond des promesses sans connaître les limites de ce qui est possible.

Cette rhétorique a contribué à :

- Promouvoir l'image de l'État comme source de stabilité plutôt que comme outil de conflit ;
- Éviter que le pays ne glisse dans le labyrinthe des discours infects ;
- Restaurer les concepts de crédibilité et de sobriété dans la communication politique.

Sixièmement : Ajuster la relation avec l'extérieur sur la base de la souveraineté

Sur le plan extérieur, la Mauritanie a adopté sous le Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani une politique équilibrée qui n'entre pas dans les axes et ne coupe pas les ponts, mais recherche une position indépendante qui fait de l'intérêt national la première référence. Cette approche a permis à la Mauritanie de construire des partenariats multiples sans compromettre les marges de décision souveraines, en particulier sur les questions économiques et sécuritaires sensibles.

En conclusion

L'expérience du Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani à la tête de l'État est une expérience qui se présente sur la base de la discipline institutionnelle, de la modération politique, de la réforme graduelle basée sur des règles stratégiques, et de la conviction que la consolidation de l'État est plus bénéfique que l'investissement du moment du pouvoir dans des guerres symboliques ou des victoires médiatiques éphémères.

C'est une philosophie qui considère la stabilité comme un prélude à tout développement, la justice comme une condition de toute légitimité et l'action tranquille comme un chemin plus long mais mieux établi.

Traduit de l'arabe par Mbareck Sabbar



L'office national de l'Assainissement (ONAS) Démarches pionnières et réalisations tangibles

Composante (A) du projet d'assainissement de la ville de Nouakchott : Un rêve se concrétise

L'Office national de l'assainissement (ONAS) a été créé par le décret n° 122-2009 en date du 14 avril 2009 en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial, opérant sur l'ensemble du territoire national dans les zones urbaines et semi-urbaines avec pour objectif de :

- Création, administration et exploitation des réseaux d'assainissement et des eaux de pluie ;
- Création, administration et exploitation de stations de traitement des eaux usées.



Principales missions de l'ONAS :

- Développer toutes les activités liées à l'assainissement ;
- Exploiter et entretenir les infrastructures des eaux d'assainissement et celles des pluies ;
- Assurer le contrôle, l'inspection et la vérification des installations d'assainissement ;

Administration des projets d'assainissement en tant que maître d'œuvre ou maître d'œuvre délégué ainsi que la réalisation d'études, la supervision et le fonctionnement des installations d'assainissement.

L'ONAS continue de jouer un rôle essentiel dans la promotion du développement économique et social en créant un environnement sûr et sain pour les citoyens et en protégeant les villes contre les risques d'inondation.

Il représente aujourd'hui un modèle réussi de travail institutionnel volontariste, qui place le service au citoyen et la réalisation du développement durable au premier rang de ses priorités et dans le cadre des efforts importants déployés par le gouvernement pour relever les défis dans le domaine de l'assainissement en application des directives de Son Excellence le Président de la République, qui a veillé personnellement à l'inauguration de la première composante du grand projet d'assainissement du Pôle A de Nouakchott, d'un coût total de

177 millions de dollars US, soit 7 milliards MRU, financé par le budget de l'Etat mauritanien.

Cette démarche qui traduit la forte volonté politique et le désir sérieux de trouver une solution radicale à la question de l'assainissement.

La première composante du projet de drainage de la ville de Nouakchott (pôle A) couvrira la province occidentale, où se trouvent des centres vitaux, tels que la présidence, les bâtiments gouvernementaux, les ambassades, les marchés, les écoles, etc. Elle englobe, également, certaines parties des moughataas de Mina et Tiaret, où le projet permettra d'évacuer les eaux de pluie et les eaux usées, ainsi que d'aspirer une partie des eaux souterraines de surface, ce qui contribuera à améliorer l'absorption du sol dans les zones basses et saturées.

Le projet est exécuté par une entreprise chinoise sur une durée estimée à 45 mois.

Dans le cadre des efforts de renforcement de capacités de l'Office national de l'assainissement, Son Excellence le Président de la République a supervisé la cérémonie de réception d'un ensemble de machines et d'équipements fournis par la Banque mondiale, d'une valeur totale de 12 millions de dollars US.

Ce soutien logistique majeur, qui comprend des citernes de vidange, de nettoyage avec forte pression, des pompes hydriques, des groupes électrogènes des GPS et des véhicule 4x4 a permis d'accroître la capacité l'office à intervenir rapidement et efficacement face aux inondations, en particulier à Nouakchott,



qui connaît des défis répétés à chaque saison des pluies.

Ces efforts illustrent l'engagement des hautes autorités du pays à rechercher des solutions radicales et durables à la question de l'assainissement dans la capitale et les autres grandes villes. A cela s'ajoute le nettoyage régulier et la réhabilitation des réseaux d'assainissement et des stations de pompage dans la ville de Rosso, ainsi que des réseaux de drainage des eaux pluviales dans les villes de Kaédi, Aleg et Akjoujt, ainsi que l'avancement des travaux sur les réseaux de drainage des eaux pluviales dans les villes d'Atar et Sélibabi. Ces interventions confirment l'orientation de l'Office vers la généralisation de ses services aux différentes régions du pays.



Les efforts entrepris pour faire aux défis de la saison des pluies :



La saison des pluies a toujours été caractérisée par des défis importants et des problèmes multiples liés à la gestion de l'évacuation des eaux de pluie, qui est cruciale pour atténuer les dommages souvent causés par les inondations ainsi que pour prévenir les dommages aux infrastructures et aux habitations. Pour relever ces défis, l'ONAS met en œuvre chaque année diverses mesures pour gérer l'évacuation et l'aspiration des eaux de pluie, notamment :

- Développer et installer des systèmes de pompage, d'aspiration et d'évacuation des eaux de pluie là où elles sont collectées.

- La construction de barrages de sable pour protéger les zones de faible altitude des inondations.

- L'équipement et la mobilisation d'équipes techniques mobiles d'intervention au niveau régional, dotées des moyens humains et matériels nécessaires pour leur permettre d'intervenir efficacement dans les villes de l'intérieur les plus exposées aux inondations telles que Trarza, Brakna, Assaba, les deux Hodhs, Inchiri, Adrar, Tiris Zamour, Gorgol et Guidimakha.

L'Office national de l'assainissement cherche à consolider les principes de bonne gouvernance dans la gestion des ressources en adoptant un suivi efficace des projets. Il accorde également une grande importance au développement des compétences humaines en organisant des cours de formation spécialisés et en participant à des ateliers visant à élever le niveau de performance et à assurer la préparation technique. Dans le cadre de sa vision future, l'Office prévoit d'étendre ses partenariats avec le secteur privé national et international, en particulier dans les domaines de la technologie de l'assainissement et de l'innovation dans la gestion des eaux usées, et d'introduire des systèmes de surveillance intelligente et de télédétection pour suivre la performance du réseau et localiser les pannes de manière rapide et efficace.



الوطنية للتأمين وإعادة التأمين (نصر)
NATIONALE D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE
NASR s.a.



أهل لثقتكم

L'ASSURANCE D'ÊTRE
EN CONFIANCE

Le Directeur Général de la NASR, ainsi que l'ensemble de son personnel, ont l'honneur de présenter leurs plus chaleureuses félicitations à Son Excellence Monsieur Le Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, à l'occasion de l'anniversaire de son investiture.

Siège social et Direction Générale

12, Avenue G. A. Nasser, BP - 163
Nouakchott, Mauritanie
RC 19510 - NIF 31000232

المقر والإدارة العامة

12 شارع جمال عبد الناصر
ص.ب. 163، نواكشوط، موريتانيا
س.ت. 19510 - ر.ض. 31000232

+222 45 25 26 50 / +222 45 25 27 66
+222 45 25 18 18 / +222 45 25 69 58

www.nasr.mr



Agences

Nouadhibou +222 45 74 51 12
Rosso +222 45 56 91 71
Kiffa +222 45 63 22 07
Atar +222 45 46 44 23

الفروع

نواذيبو
روصو
كيفة
أطار



Félicitation

A l'occasion de l'anniversaire de investiture du Président de la République, Le Président de la **Commission Nationale des Hydraucarbures** et l'ensemble de son personnel présentent leurs chaleureuses félicitations à son Excellence **Mr Mohamed Ould Cheikh EL Ghazouani**.

La Mauritanie et la transition énergétique

Par M. Ahmed Val Mohamedine

Présentation préliminaire :

La Mauritanie occupe aujourd'hui une position stratégique au cœur des transformations que connaît le monde dans les domaines de l'énergie et de l'exploitation minière. Dans le contexte d'une transition énergétique internationale accélérée, la Mauritanie mise sur ses importantes ressources naturelles en gaz, en minerais et en énergies propres (solaire et éolienne) pour devenir un acteur central sur la scène énergétique mondiale.

Cet article vise à retracer les grandes lignes d'une expérience exceptionnelle en matière de leadership, qui a permis de définir des visions ambitieuses pour le pays et de les transformer en réalisations concrètes, sous la direction du président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, président de l'Union africaine pour l'année 2024. Nous commencerons par passer en revue les principaux éléments de cette expérience de leadership dans le domaine de l'énergie, ainsi que les défis et les transformations structurelles qu'elle a entraînés, tant au niveau national que continental. C'est une invitation à réfléchir au parcours d'un leader qui croit en son pays et en ses citoyens, et qui a montré que la réforme structurelle ne nécessite pas de tapage, mais plutôt une vision et un plan mis en œuvre avec sagesse, clairvoyance et constance.

Comment la Mauritanie a-t-elle développé sa vision énergétique et s'est-elle placée au cœur des radars Internationaux en matière d'Investissement ?

En peu de temps, la Mauritanie est passée d'un pays marginal dans les équations énergétiques à un acteur émergent qui attire l'attention des centres de décision et des grandes sociétés d'investissement. L'invitation des États-Unis à la Mauritanie au sommet de Washington sur les métaux stratégiques a clairement montré le rôle central de la Mauritanie dans le domaine énergétique.

La vision énergétique de la Mauritanie lancée début 2022, est fondée sur la conviction profonde qu'il est nécessaire de passer d'une économie rentière limitée à une économie diversifiée et durable, basée sur l'exploitation intelligente des ressources gazières et des énergies renouvelables, et orientée vers le développement de la filière hydrogène vert. Le gouvernement a mis en place un cadre stratégique transparent qui combine l'incitations à l'investissement, la bonne gouvernance et la rentabilité sociale et économique, faisant de la Mauritanie un partenaire fiable aux yeux des acteurs internationaux. Cette démarche a été couronnée par une présence remarquée dans les forums internationaux sur l'énergie, les minéraux et le climat, où les projets de la Mauritanie ont été présentés parmi les réussites les plus prometteuses. Les grands organismes



de recherche et les institutions énergétiques, tels que l'Agence internationale de l'Énergie et le cabinet d'expertise McKinsey, ont salué son classement parmi les pays les plus compétitifs en termes de ressources, ainsi que sa stabilité politique et institutionnelle. Ainsi, la Mauritanie n'est plus en marge, mais est devenue un « nouveau pôle » dans le paysage mondial de la transition énergétique.

Pour donner un aperçu technique de ce qui a été accompli au cours des dernières années, je me concentrerai en particulier sur les domaines de l'énergie, du gaz, de l'hydrogène vert et de la transition énergétique, et je présenterai des exemples marquants de collaborations internationales.

Dans le domaine de la transition énergétique et des énergies renouvelables, une vision stratégique de transition énergétique globale a été adoptée. Le secteur de l'énergie a lancé une politique nationale ambitieuse visant à augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national. En 2024, nous avons atteint l'objectif de 50 % d'énergie propre, qui était initialement fixé pour 2030. Un nouveau cadre juridique et réglementaire a également été adopté pour encourager les investissements dans les énergies propres (solaire, éolienne, hydrogène vert). La Mauritanie a réussi à mettre en service la centrale éolienne de Boulnouar d'une capacité de 100 mégawatts avec le soutien de partenaires internationaux, après avoir rencontré d'importants obstacles financiers et techniques. En ce qui concerne l'électricité et son accès, la Mauritanie a réussi à faire passer le taux d'accès de 42 % en 2010 à 50 % en 2024, et le nombre d'abonnés de 282 000 en 2010 à 410 000 en 2024. Dans le même ordre d'idées, nous avons réussi à électrifier 322 villages au cours des dernières années.

En ce qui concerne la production, la capacité de production a été renforcée grâce à l'achèvement de la construction et à la mise en service de la centrale de Boulnouar, ainsi qu'à l'extension des centrales de plusieurs villes de l'intérieur, notamment dans le cadre du projet « 50 villes », ce qui a permis de renforcer la capacité de production totale, qui est

passée de 330 mégawatts en 2010 à 525 mégawatts en 2024.

Dans le domaine du transport électrique, trois lignes électriques à haute tension ont été construites et mises en service entre Nouakchott et Nouadhibou, entre Nouakchott et Keur Macène et à l'intérieur de la ville de Nouakchott. L'année prochaine sera marquée par un événement majeur avec la mise en service de la ligne électrique à haute tension reliant Nouakchott aux pôles miniers du nord, en passant par Akjoujt et Atar, jusqu'à la ville de Zouerate.

Afin d'améliorer les performances des institutions, la SOMLEEC a été restructurée après qu'il ait été décidé de la scinder en une société mère et trois filiales spécialisées afin d'améliorer les performances du secteur, tandis qu'un nouveau code électrique incitatif a été approuvé, ouvrant largement la porte au secteur privé pour investir dans l'énergie. Au total, nos capacités de production d'électricité vont doubler grâce à l'ajout de :

- 60 mégawatts actuellement en construction sur la route de Nouadhibou
- 60 mégawatts d'énergie renouvelable en cours de signature
- 230 mégawatts près de Ndiago
- et 300 mégawatts qui seront fournis par l'exploitation du champ de Panda, dont la décision d'investissement sera prise l'année prochaine.

Au niveau de la capitale Nouakchott, le gouvernement a lancé le volet électricité du plan d'urgence pour le développement de la ville, doté d'une enveloppe de 5 milliards 201 millions d'anciens ouguiyas, qui a permis jusqu'à présent de renforcer les réseaux de distribution dans la capitale et de déployer l'éclairage public, et qui conduira à la généralisation du service, à l'amélioration de sa qualité et à la réduction des perturbations.

En ce qui concerne le gaz naturel, notre pays a réussi à rejoindre le club très fermé des pays producteurs de gaz grâce à l'exportation de gaz provenant du grand gisement de Tortue Ahmeyem. Des travaux sont en cours pour promouvoir le gisement de Birallah, l'un des plus grands gisements encore inexploités en Afrique. Ce secteur prometteur aura de nombreuses répercussions économiques, telles qu'une augmentation significative du produit intérieur brut à partir de cette année, ainsi que la création de centaines d'emplois directs et indirects dans le secteur de l'énergie.

L'hydrogène vert représente l'ambition future qui commence à se dessiner à travers la conclusion de partenariats majeurs pour sa production et celle d'ammoniac verts. Dans ce contexte, la Mauritanie a réussi à signer des partenariats avec de grandes entreprises mondiales telles que CWP Global et Chariot Energy dans le but de développer des projets prometteurs pour approvisionner les marchés mondiaux en énergie propre. Le premier cadre juridique et réglementaire encadrant l'exploitation de l'hydrogène vert en Mauritanie a également été créé avec l'adoption du code de l'hydrogène.



Ces efforts ont coïncidé avec une présence marquée et une participation internationale active dans la plupart des forums mondiaux. La Mauritanie a également mis à profit sa présidence de l'Union africaine en 2024 pour soutenir les questions liées à l'énergie et à la justice climatique avec plusieurs événements marquants, parmi lesquels : le Sommet

des Nations unies sur le climat COP28 à Dubaï en 2023 et le Forum de Paris pour une planète juste, où la Mauritanie a défendu un financement équitable de la transition énergétique en Afrique, le Sommet africain sur l'énergie à Dar es Salam en Tanzanie, le Forum Hydrogène vert en Afrique et le Sommet de Nairobi sur le climat.

Cette présence internationale et cette représentation de haut niveau ont permis de nouer des partenariats internationaux stratégiques qui ont attiré l'attention de grandes entreprises européennes et du Golfe pour investir dans les infrastructures énergétiques. Elles ont également renforcé la coopération avec les Émirats arabes unis, l'Allemagne, la France, la Chine, la Grande-Bretagne et les pays voisins dans les domaines de l'énergie, de l'électricité et de la formation professionnelle.

Conclusion :

Les années de présidence de Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani ont marqué un tournant dans la transition énergétique et économique de la Mauritanie, en combinant une exploitation responsable des ressources gazières, une ouverture audacieuse aux énergies renouvelables et à l'hydrogène, et une participation influente à l'élaboration d'une vision africaine et mondiale de l'avenir énergétique. Grâce à ces facteurs combinés, la Mauritanie apparaît aujourd'hui comme un pays stable et économiquement diversifié, qui aspire résolument à jouer un rôle énergétique croissant à l'avenir.

Traduit de l'arabe
par Mbareck Ould Sabbar



CMDA S.A

الشركة الموريتانية لتوزيع السيارات
Compagnie Mauritanienne de Distribution Automobile
Distributeur officiel de Toyota en Mauritanie

Monsieur le Président de la république,

nous avons l'honneur de vous adresser nos plus sincères félicitations pour l'œuvre remarquable que vous accomplissez au service de la nation.

Votre engagement indéfectible, votre vision éclairée ainsi que vos actions concrètes constituent une source d'inspiration et de fierté pour l'ensemble de vos concitoyens.

Au nom de tout le personnel de cmda.sa, nous tenons à saluer vos efforts constants et à vous témoigner notre profond respect.

Nous vous réitérons nos vœux de plein succès dans la poursuite de vos hautes et nobles missions.

La Direction Générale de CMDA.SA



Dialogue national :

L'inclusivité au service de la convergence



Initié par le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, le dialogue national, ardemment attendu par les Mauritaniens, se veut un cadre ouvert, inclusif et constructif pour engager une réflexion collégiale entre différentes parties prenantes mues par le désir commun de fonder une dynamique de convergences aux fins de revitaliser et de renouveler le contact et les échanges pour tisser une compréhension et une vision d'ensemble sur les grandes questions structurantes pour l'avenir du pays.

D'ailleurs, le dialogue a toujours été, et demeure, le label de la gouvernance actuelle qui fait de l'ouverture et de l'échange un choix délibéré, gravé dans le marbre de la conduite des affaires publiques. C'est ainsi que le Président de la République n'a jamais cessé de rencontrer les différents acteurs politiques du pays quelles que soit leurs sphères et leurs sensibilités, de discuter et de partager avec eux des questions d'intérêt.

Le dialogue actuel, qui n'en diffère que par le format, préparé et balisé en amont avec une grande sagesse, intervient fort heureusement dans un climat politique apaisé, comme le fait observer son coordinateur, M. Moussa Fall qui précise que cette grande concertation ne se déroule pas dans un contexte de crise ou de conjoncture électorale, mais relève plutôt d'une conviction profonde du Président de la République de l'intérêt de favoriser un échange apaisé sur les enjeux majeurs de la nation. Une démarche, selon lui, axée sur la recherche de consensus concernant l'organisation pratique, les thématiques à aborder, la liste des participants et les mécanismes de suivi des conclusions futures.

L'une des principales marques de fabrique de ce dialogue est son caractère inclusif et qu'il ne comporte pas de tabous. A ce sujet, le coordinateur fait savoir que les vingt partis politiques légalement

reconnus, ainsi que les candidats à la dernière élection présidentielle, les segments intermédiaires de la société, personnalités indépendantes et les représentants des communautés mauritaniennes établies à l'étranger, ont été sollicités pour se prononcer sur cinq points essentiels : les objectifs du dialogue, les thèmes à discuter, la composition des participants, les modalités d'organisation et les outils de suivi des résolutions.

Toutefois, fait remarquer M. Moussa Fall, la porte reste ouverte à toutes les forces vives de la nation, notamment aux acteurs politiques porteurs de projets de création de partis, insistant sur la volonté de ratisser large pour fédérer le maximum de leaders d'opinion de manière à élargir le champ des sensibilités et de s'inscrire au plus profond des faisceaux d'intérêt et de préoccupations des Mauritaniens.

L'un des acquis majeurs du mandat du dialogue national actuel, et qui en fait un atout de succès potentiel, est que ses objectifs et son articulation ont été définis de manière claire et formelle.

Une phase préliminaire de consultations tous azimuts qui a permis de dégager une feuille de route consensuelle, servant de cadre référentiel aux prochaines étapes. Cette feuille de route, retenue après une large concertation avec les acteurs, propose de discuter de nombreuses thématiques, notamment celles liées aux droits de l'homme, à la diversité culturelle, à la réforme du système électoral, à l'autonomisation des groupes vulnérables, à la lutte contre la corruption, à la réforme de l'éducation, de la justice, du foncier et de la santé. Des ateliers thématiques seront organisés sous la supervision d'une commission inclusive représentant toutes les parties, avec l'engagement de valider les recommandations par consensus ; engagement assorti de l'assurance que constitue la garantie du Président de la République et du gouvernement d'appliquer

les résultats du dialogue qui fera l'objet d'un mécanisme de suivi.

Avec cette garantie qui n'est pas des moindres, le dialogue servira efficacement de tribune nationale inclusive pour impulser des réformes structurelles et politiques légitimes, durables et fondamentales de renforcement de l'Etat et de transformation de la société.

Sa tenue sera immanquablement un tournant décisif pour le pays, en ce sens que les appartenances politiques et les adversités stériles, les rivalités inutiles, les clivages irréfléchis et les différenciations irraisonnées devront céder le pas à une plus grande passion dans la recherche sincère d'une jonction féconde et fédératrice autour du partage des valeurs communes et de l'intérêt suprême.

Il permettra de consolider l'apaisement du climat politique, de rendre la classe politique plus mature et de faire germer les ingrédients naturels d'une stabilité politique et institutionnelle renforcée par la cohésion sociale et l'unité nationale, pour bâtir le socle indéracinable et inviolable du consensus politique et social préalable à l'édification d'une société viable.

Les acteurs politiques nationaux ont fait, jusqu'ici, montre d'une grande maturité en dépassant le jusqu'au-boutisme, l'extrémisme et les postures individuelles qui ont été, par le passé, autant d'obstacles dressés sur le chemin de l'entente et de la concorde.

Aux partenaires du dialogue de continuer sur cette voie, de forger consensus avantageux et d'un faire un rendez-vous fructueux pour nous donner aujourd'hui les raisons d'espérer des lendemains meilleurs !

HMS

Réforme foncière :

Un tournant décisif contre le désordre et les abus

Par Mamadou THIAM

Considéré depuis des décennies comme l'un des domaines les plus opaques et les plus sensibles en Mauritanie, le secteur foncier est aujourd'hui au cœur d'une réforme ambitieuse. Face à l'anarchie dans l'attribution des terrains, aux conflits récurrents et à l'enrichissement illicite qui gangrène ce secteur stratégique, l'État mauritanien entend reprendre le contrôle. Le Gouvernement a décidé ainsi d'aller à l'assaut d'un secteur miné par l'anarchie et les abus.

Un an après son investiture, le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a fait de la réforme foncière l'un des piliers de son programme de gouvernance. Sa volonté de rompre avec les pratiques du passé s'est traduite par la création d'un ministère dédié aux Domaines, au Patrimoine de l'État et à la Réforme foncière, une première dans l'histoire du pays. Ce choix symbolique traduit une détermination politique forte : celle d'assainir les mécanismes d'attribution des terres et d'imposer une gestion plus transparente et équitable.

La mission de ce nouveau département est claire : remettre de l'ordre dans un secteur historiquement désorganisé, où l'absence de régulation efficace a favorisé les abus et les conflits. Le but de cette restructuration est également de mettre fin à l'acaparement illégal des terres et de promouvoir une répartition équitable du foncier, essentielle pour le développement économique et la cohésion sociale. Mais le chantier reste vaste et complexe. Entre résistances internes, poids des intérêts établis et nécessité de moderniser l'appareil administratif, la réforme foncière s'annonce comme l'un des défis les plus structurants du quinquennat. Elle est aussi, à bien des égards, un test de crédibilité pour la nouvelle vision de gouvernance prônée par le chef de l'État.

Chantier présidentiel majeur, la réforme foncière s'impose comme une priorité du mandat du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. En réponse à des décennies d'anarchie et d'inégalités dans l'attribution des terres, le gouvernement entend assainir ce secteur longtemps marqué par l'opacité, les conflits d'intérêts et l'enrichissement illicite.

Un système déséquilibré et opaque

La gestion du foncier en Mauritanie est restée durant des années un système désorganisé et politisé, caractérisé par la superposition des textes, la fai-



blesse des contrôles administratifs, la prolifération de documents contradictoires et l'absence de transparence. Cette situation a permis l'émergence d'un marché parallèle du foncier, souvent monopolisé par des cercles influents.

Les premières victimes de ce désordre sont les citoyens ordinaires et les petits promoteurs, confrontés à des procédures lentes, des expropriations injustifiées, des litiges interminables et une insécurité juridique chronique.

Une crise de confiance prolongée

Pendant des décennies, l'attribution des terrains a été largement influencée par des intérêts politiques ou personnels. Faute de mécanismes de contrôle rigoureux, des individus ou groupes se sont illégalement appropriés des parcelles, parfois au détriment de projets d'intérêt public. Résultat : multiplication des conflits, urbanisation anarchique, perte de confiance dans l'administration et frein au développement.

Une réponse politique structurante

Face à cette situation critique, le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a pris une mesure sans précédent en créant en 2024, le ministère des Domaines, du Patrimoine de l'État et de la Réforme Foncière. Placé sous la direction de M. Moctar Ahmed Bousseif, ce nouveau département a pour mission de centraliser, harmoniser et sécuriser les procédures liées à

l'attribution et à la gestion des terres, aussi bien en milieu urbain que rural.

Des mesures concrètes engagées

Depuis sa mise en place, le ministère s'est attelé à corriger les dérives structurelles du secteur à travers plusieurs actions fortes :

- Audit des titres fonciers délivrés au cours des dernières années ;
- Lancement d'un cadastre national numérique pour une meilleure traçabilité ;
- Gel temporaire des attributions suspectes, dans l'attente d'une régularisation ;
- Révision des mécanismes d'octroi du foncier public selon des critères objectifs ;
- Renforcement de la coordination avec les collectivités locales pour encadrer la gestion foncière régionale ;
- Lutte contre les réseaux de spéculation et de corruption.

Un enjeu stratégique pour le développement

Le but de la réforme est de restaurer la confiance des citoyens et des investisseurs, tout en garantissant une gestion équitable, transparente et durable du patrimoine foncier. Elle est un levier essentiel pour la stabilité sociale, la planification urbaine maîtrisée et la promotion d'un développement équilibré sur l'ensemble du territoire.



Dans un pays confronté à une pression croissante sur le foncier, ce renforcement apparaît comme un passage obligé pour répondre aux attentes d'une population en quête de justice, de clarté et de sécurité dans l'accès à la terre.

Une volonté présidentielle assumée

Le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani ne cache pas sa détermination. À plusieurs reprises, il a publiquement dénoncé les dérives foncières, qualifiant le système existant de « source d'injustice et de blocage du développement ». Il a affirmé avec fermeté que l'État ne saurait tolérer des pratiques où des individus s'enrichissent illégalement au détriment de l'intérêt collectif.

La création d'un ministère dédié s'inscrit dans une stratégie globale de modernisation de l'administration, mais aussi de promotion de l'équité territoriale. Elle a pour but de garantir un accès plus équitable au sol, tant pour les citoyens que pour les investisseurs et les projets d'utilité publique.

Transparence et Justice sociale au cœur de la réforme

Au-delà des aspects techniques, la réforme foncière répond à un objectif fondamental : restaurer l'équité dans l'accès à la terre. Trop longtemps, le foncier a servi de levier d'enrichissement pour une élite restreinte, au détriment du bien commun. En rendant les procédures plus lisibles, plus accessibles et mieux contrôlées, le gouvernement cherche aussi à désamorcer les tensions sociales et à rétablir la confiance des citoyens dans l'État.

Une réforme de long terme... mais vitale

Si les premiers signaux sont positifs, la réussite de la réforme repose sur plusieurs conditions : coordination entre les institutions, application rigoureuse des nouvelles procédures, sanctions contre les abus, et implication active des autorités locales.

Le chantier est colossal, mais il est désormais incontournable. Pour un pays qui aspire à plus de justice sociale, de stabilité institutionnelle et de développement durable, l'assainissement du foncier n'est plus un choix, mais une exigence nationale*.

Des défis à relever

Malgré les avancées amorcées, la route vers une réforme foncière effective reste semée d'embûches. L'ampleur du désordre hérité de décennies de gestion opaque, les résistances internes, les intérêts personnels enracinés et la fragilité des mécanismes de contrôle sont autant d'obstacles à surmonter.

Il faudra du temps, de la rigueur et une volonté politique constante pour mener

à bien cette transformation structurelle. Mais une chose est certaine : la réforme foncière s'impose désormais comme un emblème de la nouvelle gouvernance voulue par le président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Le ministère des Domaines et de la Réforme foncière, fer de lance de cette ambition, affiche sa détermination à aller jusqu'au bout. L'objectif est clair : faire du foncier un levier de développement durable, d'équité territoriale et de justice sociale, à la hauteur des aspirations d'un État moderne et responsable.



A l'occasion de l'anniversaire de l'investiture du Président de la République, le Directeur de l'Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la pêche et de l'aquaculture et l'ensemble de son personnel présentent leurs meilleurs vœux de bonheur et de succès à son Excellence, Monsieur Mohamed Cheikh El Ghazouani ainsi qu'au peuple mauritanien.

La décentralisation et le développement local :

Pour une gouvernance participative

Sous l'impulsion du Président de la République, la Mauritanie connaît une transformation significative de son modèle de gouvernance, articulée autour de la Stratégie nationale de Décentralisation et de Développement local (SNDDL). Adoptée en 2020, la stratégie a pour but de rapprocher l'administration des citoyens, de renforcer l'autonomie des collectivités territoriales et d'impulser un développement économique, social et environnemental équilibré et durable.

« Dans cette optique, la création d'un ministère délégué auprès du ministre de l'Intérieur et chargé de la Décentralisation et du Développement local illustre la volonté politique de donner une forte impulsion au processus de décentralisation et de le relier étroitement au développement local ». Sa création est une étape importante dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Décentralisation et de Développement local, adoptée par le gouvernement en septembre 2020.

Le département, note M. Yacoub Ould Salem Vall, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur chargé de la Décentralisation et du Développement local, travaille pour la mise en œuvre d'une stratégie clairement définie, pour renforcer les capacités des collectivités et activer leur rôle en tant que moteurs principaux du développement, en coordination constante et en parfaite synergie institutionnelle avec les différents partenaires. Cette démarche a pour objectif de renforcer un développement local inclusif et de rapprocher les services des citoyens. Cette volonté s'illustre aussi dans la mise en place du Conseil National de la Décentralisation et du Développement Local (CNDDL), et plusieurs réformes législatives et opérationnelles.

Face aux multiples défis de développement auxquels sont confrontés les États et les collectivités territoriales, la décentralisation, explique le ministre délégué, s'impose comme un choix stratégique et un levier essentiel pour réaliser un développement équilibré et inclusif. La décentralisation consiste à transférer une partie des compétences et des ressources de l'autorité centrale vers les entités locales, telles que les conseils régionaux et les municipalités, permettant à ces derniers de gérer leurs affaires avec efficacité et flexibilité, en tenant compte des spécificités de chaque région.

L'importance de la décentralisation, ajoute-t-il réside dans sa capacité à rapprocher la prise de décision du citoyen et à rendre les politiques de développement davantage en phase avec les besoins réels des populations, plutôt que de les imposer de manière verticale sans considération pour la diversité des réalités locales. Cette proximité rend le développement plus efficace, équitable et durable. De plus, la décentralisation contribue à renforcer la participation communautaire en offrant aux ci-



toyens et aux acteurs locaux la possibilité de participer à la définition des priorités, à l'élaboration des solutions et au suivi de leur mise en œuvre. Cela favorise la transparence, consacre le principe de démocratie participative et renforce la confiance mutuelle entre l'État et le citoyen.

L'autonomisation des collectivités locales par des compétences effectives et des ressources financières et humaines adéquates leur permet de mieux planifier les projets, d'investir dans l'amélioration des infrastructures et de fournir des services essentiels comme l'éducation, la santé, l'eau, l'électricité et le désenclavement.

La décentralisation stimule également une compétition positive entre les wilayas, encourageant l'innovation et l'auto-développement. Elle permet par ailleurs de réaliser la justice territoriale en redirigeant les efforts de développement vers les zones marginalisées ou défavorisées, et en réduisant les disparités entre les wilayas pour garantir l'égalité des chances à tous les citoyens.

La décentralisation est un système administratif et politique dans lequel une partie des pouvoirs de l'autorité centrale est transférée à des entités locales, comme les municipalités ou les conseils régionaux. Elle a pour but de leur permettre de gérer leurs affaires de manière autonome dans un cadre légal garantissant l'unité et l'intégrité de l'État.

Cinq axes structurants de la stratégie nationale

La SNDDL repose sur une feuille de route articulée autour de cinq piliers fondamentaux :

1. Développement territorial inclusif et durable
2. Centralité du citoyen et redevabilité des collectivités
3. Renforcement institutionnel et financier des collectivités
4. Activation des leviers de développement économique local
5. Synergie entre urbanisation et développement économique.

Cette stratégie s'appuie sur une gouvernance ascendante, favorisant la planification locale, la participation citoyenne, et la lutte contre les inégalités régionales. Pour assurer la mise en œuvre de cette stratégie, le Conseil National de la Décentralisation et du Développement Local a été créé par le décret n°031-2021 du 11 mars 2021, modifié par le décret n°007-2021 du 6 mai 2021. Ce conseil, placé sous la supervision du Président de la République, est composé du Premier ministre, de 9 ministres, de 5 personnalités de ressources, de 3 présidents de région et de 14 maires.

La vision gouvernementale repose sur la conception d'une Mauritanie unie et prospère, fondée sur des collectivités territoriales autonomes et efficaces, en cohérence avec les engagements du Président de la République. La décentralisation n'est pas seulement un moyen d'organisation administrative : elle constitue un véritable fondement pour le développement national. Elle permet aux collectivités territoriales de déterminer leurs priorités, renforce la participation citoyenne à la prise de décision et oriente les ressources vers les besoins réels de chaque région.

Avancées concrètes et Initiatives Inspirées

De nombreuses réalisations témoignent de la mise en œuvre effective de cette politique :

- Création du CNDDL par décret présidentiel en 2021.
- Augmentation du Fonds Régional de Développement (FRD) de 22,5 %.
- Octroi de subventions et avantages aux maires, dont des passeports de service et une couverture CNAM.
- Lancement du programme "Tameer – Villes Taazour", axé sur la lutte contre la pauvreté urbaine.
- Projet pilote de guichets numériques municipaux, initié à Nouakchott, pour rapprocher l'administration des citoyens.

Par ailleurs, plusieurs textes sont en cours de validation, notamment le Code des Collectivités Territoriales et le statut des fonctionnaires territoriaux.

Des orientations précises pour les collectivités locales

Lors de ses visites en Adrar, à Dakhlet Nouadhibou et en Inchiri, le ministre Délégué a insisté sur la gouvernance locale efficace, la rigueur dans la gestion des ressources, l'importance de la planification territoriale à travers les Plans de Développe-



ment Communaux et Régionaux (PDC et PDR), et l'implication directe des citoyens dans les décisions publiques.

Il est également mis l'accent sur :

- La régularité des réunions municipales ;
- La présence effective des maires dans leurs localités ;
- L'entretien des infrastructures publiques ;
- L'amélioration des services de base (eau, santé, éducation, hygiène urbaine).

Modernisation et numérisation de l'administration

Dans le cadre de la modernisation de l'administration publique, le lancement des guichets numériques est une étape majeure. En partenariat avec le PNUD, le ministère œuvre à transformer les mairies en centres de services digitaux, simples d'accès et efficaces. Ce projet renforce l'inclusion numérique et la transparence administrative.

Diplomatie de la décentralisation : ouverture sur le monde

La stratégie nationale s'appuie également sur une diplomatie active. Des rencontres bilatérales avec l'AFD, l'UNICEF, le PNUD, l'Union européenne, ainsi que les gouvernements du Maroc, du Qatar, de l'Allemagne et d'autres partenaires, ont permis de partager les meilleures pratiques en matière de gouvernance territoriale.

Une mission officielle au Maroc en mai 2025 a permis notamment d'explorer le modèle marocain de régionalisation avancée et ses dispositifs de financement innovants. Cette visite s'est soldée par des perspectives de coopération technique et de formation.

Une vision intégrée pour un développement équitable

La décentralisation en Mauritanie ne se résume pas à une réforme administrative ; elle est au cœur d'un projet de société inclusif, centré sur la justice sociale, la lutte contre la pauvreté, l'implication citoyenne, et le développement endogène des territoires.

Le ministère poursuit une vision ambitieuse, fondée sur :

- L'élargissement des compétences des collectivités locales ;
- Le renforcement des mécanismes de financement durable ;
- La numérisation de l'administration ;
- La consolidation des partenariats public-privé.

La décentralisation est aujourd'hui perçue comme un vecteur de transformation de l'État et une réponse structurante aux défis du développement territorial. Grâce à une stratégie claire, un leadership politique fort et un engagement multisectoriel, la Mauritanie avance résolument vers un modèle de gouvernance plus participatif, plus équitable et résolument tourné vers l'avenir.

Khalilou Diagana



Nouveau visage de la capitale :

Nouakchott au rang des métropoles modernes



****Par Baba Dianfa Traoré**

Le premier anniversaire de l'investiture du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, représente l'émergence d'une ère nouvelle pour les mauritaniens et la mise en œuvre de son programme Taahoudaty apporte des solutions pertinentes aux problèmes du citoyen. De même, il ouvre de larges horizons pour des réformes radicales et des transformations majeures. Cette période a été également marquée par la restauration d'un climat politique apaisé donnant lieu à l'entente et à la coordination entre l'opposition et la majorité présidentielle.

Suite aux engagements pris, le Président de la République a tenu à mettre en place un Plan de modernisation de la ville de Nouakchott dont le volet infrastructure routière, le plus coûteux, a mobilisé 1,08 milliard MRU pour construire 08 km de routes urbaines, une rocade périphérique de 50 km et renforcer l'axe vers l'aéroport, afin de désenclaver les quartiers et fluidifier le trafic. Pour garantir le succès de ce programme, le ministère des Transports a instauré une supervision stricte : chantiers suivis en continu, recours prioritaire aux entreprises locales, et application de sanctions contractuelles en cas de retards ou de non-conformité. En plus, plusieurs visites ont été effectuées sur les sites concernés. C'est clair, la ville de Nouakchott, fait face à d'énormes défis, ce qui exige l'implication de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce plan, qui va définir le développement de la ville à l'horizon 2040 après son adoption, en 2020, par le gouvernement.

Nouakchott : une métropole moderne

Ce vaste programme s'emploie à développer les infrastructures de transport et à améliorer la qualité et le service des transports urbains en commun, qui donneront un visage moderne à la capitale et l'élèveront au rang des grandes métropoles. En ce moment de la modernisation de la capitale, une autre issue louable a visé une solution durable au problème de la mobilité, en mettant l'accent sur le développement de la Société de Transport Public (STP), l'élargissement de son champ d'action et l'amélioration de la qualité de son service rendu à nos citoyens, comme l'indiquent les engagements du Président de la République envers le peuple mauritanien. S'y ajoutent l'extension et la réhabilitation du réseau routier urbain, la construction de ponts au niveau des principaux carrefours et l'élargissement récent des principaux accès de la capitale dans le but d'attribuer des voies réservées aux bus au niveau de Nouakchott dans le cadre du projet « Nouakchott – Mobilité Horizon 2026 ».

Construction d'un siège social pour la STP

Il y a lieu de noter les installations couvrant la construction et l'équipement d'un siège social de trois étages, d'une superficie de 796 m², avec toutes ses annexes de 25 500 m². Leur coût total s'élève à 550 millions MRO, entièrement financées par le budget de l'État. Ce siège se compose d'une mosquée, une cafétéria, des installations de sécurité et un parking pour les voitures des travailleurs et des visiteurs, d'une superficie de 499 m². La construction d'un centre de bus d'une capacité de 40 bus, réhabilitation d'une superficie de 17 360 m² pour le stationnement et le parking des bus, rénovation du terminal passagers de l'ancien aéroport d'une superficie de 3 510 m² pour le transformer en une unité pour entretien et réhabilitation des bus et bureaux pour exploitation. La construction d'un centre de lavage de bus d'une superficie de 306 m² et d'un réservoir de carburant d'une capacité de 40 000 litres sous un bâtiment de protection d'une superficie

de 432 m². La réhabilitation des zones de façade du siège d'une superficie de 900 m² et la construction de divers réseaux de contrôle, d'électricité et d'eau. Il faut considérer également la construction de 35 km de voirie urbaine dotée d'une enveloppe financière de six milliards MRO, financée par le trésor public et exécutée, sous la supervision du Laboratoire National des Travaux Publics, par l'ATTM. Tout ceci concourt à la modernisation de la ville de Nouakchott et à l'amélioration de son look urbain. Ces projets ne s'arrêtent pas là, car le Président de la République, envisage de nouvelles réalisations à Nouakchott, et ailleurs, dans tous les coins et recoins de notre cher pays.

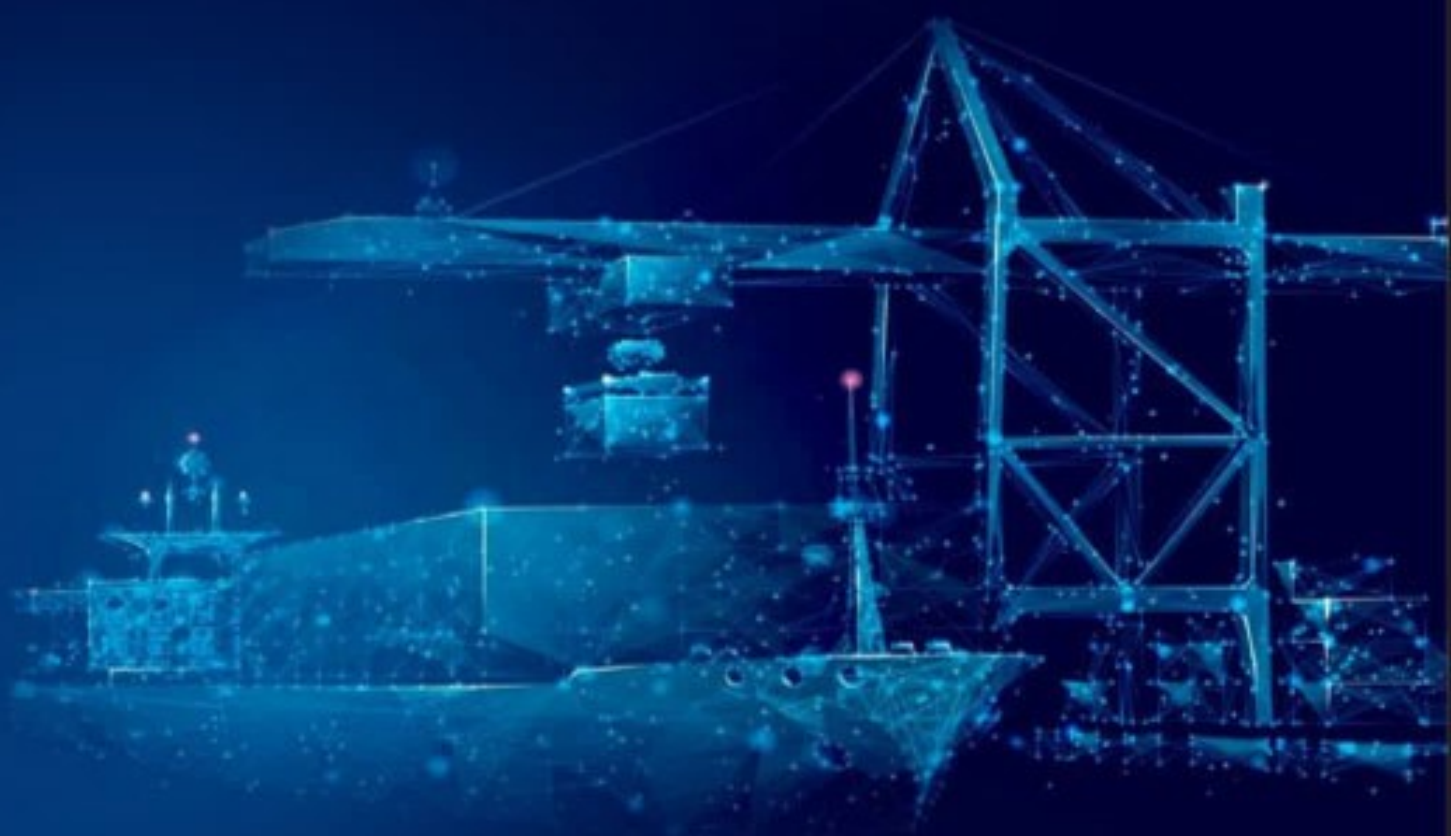
L'Aéroport International Nouakchott Oumtounsy : « perle » du désert

Dans le chapitre de la modernisation de Nouakchott, la construction de l'Aéroport international de Nouakchott Oumtounsy demeure une infrastructure urbaine d'un intérêt certain.

Véritable « perle » du désert, cet aéroport encore flamboyant neuf, a vu le jour au milieu du désert, à une trentaine de kilomètres au nord-est de la capitale, en direction de Nouadhibou. Il remplace le vieil aéroport qui se trouvait en plein centre-ville, sur la route d'Aljoujt. Il est le plus grand aéroport de Mauritanie. Un chef-d'œuvre pour rendre le voyage agréable et sûr. Il bénéficie des dernières avancées technologiques. De même, ses infrastructures présentent les garanties de sécurité et de confort les plus modernes.

L'aérogare au design futuriste s'étend sur 30.000m² et peut accueillir deux millions de passagers par an. Deux pistes, l'une de 2400m et l'autre de 3400m, permettent l'atterrissage et de décollage des plus gros appareils comme l'Airbus A380.

Outre Mauritania Airlines, les compagnies Air France, Air Algérie, Tunisair, Turkish Airlines, Royal Air Maroc, Air Côte d'Ivoire, entre autres desservent l'Aéroport international Oumtounsy.



Un pionnier dans **les opérations portuaires, services logistiques, et la commission en douane depuis 1972**



FIRST QUANTUM
MINERALS

MAURITANIAN
COPPER
MINES SA

Félicitation

A l'occasion du premier anniversaire de l'investissement de Son Excellence Monsieur **Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani** pour son second mandat et tant que Président de la République Islamique de Mauritanie, le Directeur Général de la **société des Mines de Cuivre de Mauritanie (MCM)**, ainsi que l'ensemble de son personnel, tiennent à lui adresser leurs chaleureuses félicitations et à lui renouveler leurs vœux de succès dans la poursuite de ses hautes missions au service du pays.

2024, l'année africaine de la Mauritanie



L'année 2024, celle de la présidence mauritanienne de l'Union africaine (UA), a été marquée par une forte diplomatie et un engagement accru sur la scène internationale, défendant les intérêts africains. Le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, porté à la tête de l'organisation continentale par l'ensemble de ses pairs, a activement participé à divers sommets et réunions onusiennes et internationales, plaidant pour une plus grande justice et un renforcement du rôle de l'Afrique dans la gouvernance mondiale. Cette période a vu l'UA gagner en visibilité et en influence, notamment lors de la 38^{ème} session ordinaire de la Conférence de l'UA où le nouveau président de la Commission de l'UA a été élu.

L'année 2024, qui a vu le président de la République, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, prendre les rênes de l'Union africaine (UA), aura été une année faste pour le continent avec l'exposition, au plan international, et l'intérêt qui en a découlé, de plusieurs dossiers liés à sa présence diplomatique, à l'économie, la sécurité et le changement climatique. De l'avis de tous les observateurs, le Président de la République aura été constamment au centre des grands enjeux du continent jusqu'aux

derniers moments de son mandat africain.

C'est lors de la tenue du 37^{ème} Sommet africain à Addis-Abeba, du 15 au 18 février 2024, que le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a pris la présidence tournante de l'Union africaine pour une durée de 12 mois, succédant au président des Comores, Monsieur Azali Assoumani. Il a été soutenu à l'unanimité dans la région Afrique du Nord à laquelle revenait, suivant le principe de présidence tournante de l'UA, le mandat que la Mauritanie a mis à profit pour servir l'Afrique en étant son porte-voix attiré dans les grandes rencontres internationales où se discutent les questions de tous ordres.

Par sa présence notoire à ces importants rendez-vous diplomatiques et économiques à l'échelle planétaire, le Président de la République aura inscrit, incontestablement, son mandat à la tête de l'Union africaine au chapitre des grandes présidences de l'organisation continentale, de sa création en tant qu'OUA (organisation de l'unité africaine) à sa mue en UA. Des déplacements qui ont montré la force d'une diplomatie mauritanienne proactive et la volonté du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani d'en imprimer la marque, au nom du pays et du continent, là où se discutent l'avenir du monde.

Le Président de la République et Président de l'Union africaine, S.E.M Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani était présent au Forum sur la coopé-

ration sino-africaine (Focac), en Chine début septembre 2024, au sommet de l'avenir de l'Organisation des Nations Unies, les 22 et 23 septembre à New York, à celui de la Francophonie, début octobre en France, avant de s'envoler pour Kazan, en Russie, pour le sommet des Brics. Il s'est rendu également en Arabie saoudite pour le sommet arabo-islamique de ferme dénonciation de l'attaque barbare, qui dure depuis près de deux ans, d'Israël contre la Palestine occupée et son élargissement au Liban, à la Syrie, au Yémen et à l'Iran. Le même souci d'être présent au nom de la Mauritanie et de l'Afrique a conduit le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani à Bakou, capitale politique de l'Azerbaïdjan, pour la COP29 où se discutaient la très sensible question sur le changement climatique et ses conséquences fâcheuses pour la planète Terre, particulièrement pour le continent africain peu impliqué dans la production des gaz à effet de serre mais en subissant de plein fouet les conséquences.

Le Président de la République a mis à profit tous ces voyages pour défendre les causes justes : la question palestinienne qu'il pose sans détours, à chaque occasion, embarrassant par son courage et sa franchise, une communauté internationale aujourd'hui au plus mal, du point de vue audience et crédibilité, à cause de sa politique de deux poids, deux mesures.



Projet Sectoriel Eau et Assainissement

1-Objectif global

L'objectif principal du Projet Sectoriel Eau et Assainissement (PSEA) consiste à **Accroître l'accès à des services améliorés d'eau et d'assainissement dans certaines zones rurales et petites villes et renforcer la performance des institutions du secteur** ».

Pour atteindre cet objectif principal, le PSEA doit renseigner les indicateurs suivants (Indicateurs de niveau ODP) :

Objectif	Description : Composantes et sous composantes
OS 1	Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le Gorgol, le Guidimakha et l'Assaba
OS 1.1	Améliorer l'accès à un approvisionnement en eau amélioré dans les trois zones du projet
OS 1.2	Améliorer l'accès à l'assainissement collectif dans les établissements et lieux publics des trois wilayas
OS 2	Améliorer l'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement pour les réfugiés et les communautés d'accueil dans le Hodh Echargui et le Hodh El Gharbi
OS 2.1	Améliorer l'accès à une eau salubre et fiable dans les 2 Hodh dans le Camp M'Bera et dans les communautés d'accueil
OS 2.2	Améliorer l'accès à l'assainissement au Camp M'Bera et dans les communautés d'accueil
OS 3	Appui institutionnel, renforcement des capacités et gestion de projet
OS 3.1	Renforcer la performance des institutions du secteur
OS 3.2	Assurer la gestion du PSEA
OS 4	Intervenir en cas d'urgence

2- Zone d'intervention

Le Projet couvre les localités ciblées de cinq wilayas, à savoir : le Gorgol, le Guidimakha, l'Assaba, le Hodh Echargui et le Hodh El Gharbi.

3- Consistance du projet

Réhabiliter et étendre 115 systèmes de distribution d'eau potable existants plusieurs lots dans les localités rurales sélectionnées au niveau de la zone du projet

Réhabiliter et étendre les réseaux AEP de 5 localités semi-urbaines (Maghama - Gorgol ; Ould Yenjë - Guidimakha ; Boumdeïd – Assaba ; Vassala Hodh El ghrabi et Twil hodh El Ghrabi)

Réhabiliter et étendre le réseau AEP de Kiffa

Réalisation des blocs de latrines publiques dans les établissements publics (Educations, sanitaires et mosquée) dans 97 localités

Réalisation de 176 nouveaux forages

Réaliser 2 400 latrines dotées de dispositifs de lavage des mains dans le Camp de M'Bera

Réaliser 805 latrines dans les écoles, les centres de santé, ect,(repartis en 3 lot)

Réhabiliter et étendre le réseau AEP desservant le Camp de M'Bera

Réaliser un dispositif d'évacuation des eaux pluviales dans le camp de M'Bera

Audit organisationnel de la SNDE

Construction du Siège, suivi et contrôle du CNRE

Equipement réseau piézométriques téléométrique des nappes de Dhar au profit du CNRE





Cette question, chère aux Justes de ce monde, s'accompagne, dans l'agenda africain du Président de la République, du problème de l'endettement qui hypothèque, pour de longues années encore, le développement de l'Afrique, la sécurité collective au nom de laquelle beaucoup de crimes et d'exactions sont commis. Il a rappelé que la stabilité du monde et ce que d'aucuns appellent la « sécurité collective » riment avec l'application de la justice et le développement des zones en crise.

Une voix africaine qui porte

Dans un monde où les intérêts sont interconnectés et complexes, il est impératif que les pays et les gouvernements affirment leurs armes diplomatiques afin de créer une politique étrangère forte pour préserver leurs intérêts avec d'autres pays, et c'est là qu'apparaît l'importance des blocs régionaux et internationaux qui poursuivent conjointement les intérêts des pays voisins, comme l'Union africaine (UA).

Depuis sa création au début des années 60 du siècle dernier sous le nom d'unité africaine, l'organisation continentale a formé un cadre unitaire dans lequel le continent a défendu ses intérêts stratégiques. En raison des conditions léguées par le colonialisme, de la faiblesse des États membres et de leur dépendance à l'égard des pays coloniaux occidentaux, ce bloc n'a pas été en mesure d'accomplir les tâches qui lui ont été confiées pendant la plupart de ses périodes d'existence. Au fil du temps et en raison des crises successives du continent, l'Organisation s'est transformée en un instrument rigide qui prend des décisions formelles que les pays membres n'ont pas le pouvoir de mettre en œuvre.

L'arrivée du Président de la République à la tête de l'UA ne pouvait certes transformer, d'un coup de baguette magique, une situation politico-économique héritée d'un demi-siècle de quête de soi, mais elle a permis, sans doute, d'aller dans le sens

des transformations et réformes souhaitées par l'Afrique des peuples et des institutions continentales.

Dans son discours au sommet où il a été élu président de l'Union africaine, le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a estimé que l'ampleur de la responsabilité de la charge et la situation du continent appelaient des solutions rapides et efficaces, imposaient de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre ce à quoi ont aspiré les pères fondateurs, et ce que vise l'Agenda 2063, à savoir une Afrique intégrée et prospère, dépourvue de conflits et représentant une force dynamique sur la scène internationale.

Le Président de la République a tracé le cadre général de la réussite des plans et stratégies. Il a aussi appelé à investir efficacement dans les ressources humaines, d'offrir une éducation inclusive, de qualité et ouverte sur la science et la technologie, car l'éducation est le point de départ du développement durable, une clé de la sécurité et de la stabilité, à travers l'acquisition et le développement de compétences qui ouvrent des perspectives d'emplois appropriés et réduisent les cycles du chômage, de la pauvreté et de la fragilité.

Dès sa prise de fonction en tant que Président de l'UA, et quoique le temps soit court pour assouvir une ambition démesurée pour le bien-être de l'Afrique, le Président de la République avait mis en branle les leviers d'une diplomatie proactive qui a déjà fait ses preuves au plan national, quand la Mauritanie s'est imposée comme acteur majeur dans la sous-région sahélo-saharienne et dans les questions continentales.

L'aura dont jouit la Mauritanie auprès d'autres pays du monde, hors continent africain, a été mise à profit pour raffermir la position de l'UA dans les forums internationaux où les intérêts divergents des uns et des autres créent, souvent, des situations conflictuelles tant au plan stratégique qu'économique et politique.

Parmi les acquis les plus importants durant le

mandat du Président de la République on peut citer, sans prétention à l'exhaustivité, la sécurité et la stabilité dans le continent, le développement, la dette, et l'appel pour l'octroi à l'Afrique d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'Onu à travers lequel le continent pourrait désormais faire passer ses différents messages pour une meilleure gouvernance mondiale.

La demande de la stabilité et de la paix sur le continent avait été l'une des priorités majeures du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, en tant que Président de l'Union africaine, cette exigence ayant été au premier plan de ses interventions lors de nombreux sommets et conférences. Lors du sommet qui a réuni les pays du continent africain avec son premier partenaire économique, la Chine, à Pékin, au début du mois de septembre dernier, la Mauritanie a présidé le panel sur la paix et la sécurité, qui a été l'un des points les plus importants de l'ordre du jour du sommet afro-chinois. Dans son discours aux participants à cet atelier, le Président de la République et Président de l'Union africaine, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, avait appelé à la solidarité effective de la communauté internationale pour faire face aux défis sécuritaires auxquels est confronté le continent africain, et avait également appelé à soutenir les efforts du continent à cet égard, représentés par l'objectif qu'il s'est fixé dans l'Agenda 2063 de faire taire les armes sur le continent.

Pour couronner ces efforts, la Mauritanie s'est employée, dans le cadre de sa présidence de l'Union africaine, à atteindre cet objectif grâce à l'architecture de paix et de sécurité de l'Union, qui repose sur le Conseil de paix et de sécurité et ses différents mécanismes de travail, notamment le système d'alerte précoce et la force africaine en attente, ainsi que sur les initiatives de coordination des efforts de lutte contre l'insécurité mises en place dans le cadre des communautés économiques régionales (CER).



Mattel félicite Son Excellence
**Monsieur le Président Mohamed
Ould Cheikh El GHAZOUANI**
à l'occasion du premier anniversaire
de son investiture pour un second
mandat.



الشركة الموريتانية لصناعة السفن
LA SOCIÉTÉ CHANTIERS NAVALS DE MAURITANIE (C.N.M)



**LE NOUVEAU VISAGE DE LA CNM DURANT LA PREMIÈRE ANNÉE
DU SECOND MANDAT : VERS UNE NOUVELLE GAMME DE BATEAUX**

Félicitation

Le Directeur Général de la **Société Chantiers Navals de Mauritanie (CNM)** Monsieur Oumar Youssouf GUEYE et l'ensemble de son Personnel adressent leurs chaleureuses félicitations au Président de la République Son Excellence Monsieur **MOHAMED OULD CHEIKH EL GHAZOUANI** à l'occasion de la célébration du premier anniversaire de son Investiture au Second mandat Présidentiel et pour les grands chantiers réalisés inscrits sur le Programme Mon Ambition Pour la Patrie "MAPP".

Cet ambitieux programme présidentiel vise dans ses différentes composantes à assurer la continuité des actions de développement socio-économique et humain du pays.

Dans cet ambitieux programme MAPP, un volet important a été consacré à l'intégration du secteur de la pêche dans l'économie nationale et ce, à travers plusieurs objectifs parmi lesquels on peut citer, entre autres, la création d'emplois, l'approvisionnement du marché en poissons pour lutter contre l'insécurité alimentaire et le développement d'une flotte nationale ciblant les espèces pélagiques.

C'est dans ce cadre que durant la première année du second mandat, le Gouvernement a procédé à la restructuration de la société Chantiers Navals de Mauritanie (CNM) dont le principal corollaire a été l'achèvement de l'étude d'une nouvelle gamme de bateaux ciblant les petits pélagiques en vue de la mise sur le marché de bateaux pélagiques de qualité, accessibles et rentables. Ce changement de gamme d'outils de pêche s'inscrit également dans la stratégie du Gouvernement visant à diminuer l'effort de pêche sur les pêcheries céphalopodières notamment la pêche du poulpe vers laquelle l'importante flotte de bateaux construits et livrés par la CNM sont orientés causant ainsi un épuisement du stock du poulpe.



Le renforcement de l'aide publique au développement

La réalisation d'un développement global est l'objectif de chaque pays, la justification de la création des communautés entre Etats (UE, UA, Commonwealth, BRICS) et des recherches de synergies entre les puissants du monde et l'Afrique par des sommets qui rivalisent d'ingéniosité et d'offres de coopération : France-Afrique, Chine-Afrique, USA-Afrique, Russie-Afrique, Afrique-Japon, Inde-Afrique. Même si l'on sait que, pour mettre fin au paradoxe africain - celui d'être un continent riche en ressources naturelles abritant une population de 1,3 milliard d'habitants dont environ 40% vivent encore en dessous du seuil de pauvreté, et qui perd entre 5 % et 15 % de son produit intérieur brut à cause du changement climatique – il faut, nécessairement, accélérer le processus d'intégration régional (Zleca) et parler d'une seule voix pour imposer des échanges gagnant-gagnant avec ses vis-à-vis, organisés en blocs ou non.

C'est, justement, cette approche que le Président de la République avait voulu mettre en pratique en harmonisant le discours qu'il tenait, à chaque rencontre, avec les principes qui fondent l'unité stratégique de l'Afrique face aux défis de la mondialisation.

Car l'objectif le plus important de l'Union africaine, depuis sa création, a été de faire progresser le processus de développement et d'intégration économique dans le cadre d'une zone de libre-échange continentale africaine (Zleca) qui a franchi, certes, d'importantes étapes sur la voie de l'accomplissement de ses objectifs, mais qui peine à parachever un processus lancé en 2012, lors de la 18^{ème} session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine. Sachant qu'il faut plus d'un mandat pour atteindre un tel objectif, le Président de la République avait cependant mis à profit sa présidence de l'UA pour accélérer la cadence et rapprocher l'Afrique de

cette échéance salutaire, tant au plan économique que politique.

Le Président de la République avait appelé, à plusieurs reprises, à une forte refonte des ressources des institutions financières internationales afin d'aider les pays africains à transformer leur énorme potentiel en un développement économique et social durable fondé sur une croissance forte, une valeur ajoutée élevée et la création d'emplois, affirmant qu'il est urgent de promouvoir l'investissement dans la transformation économique et de répondre aux priorités identifiées. Il a noté que l'investissement dans le capital humain et le soutien au secteur privé pour créer des emplois multiples et de qualité auront des effets positifs sur le développement durable de l'Afrique.

L'endettement, talon d'Achille du continent

En raison d'une corruption endémique et des politiques des institutions financières internationales non appropriées au contexte africain, la plupart des pays du continent continuent de souffrir de l'accumulation de dettes qui ont épuisé les budgets et fatigué les populations avec les politiques d'austérité qui en découlent. Depuis des années, les pays du continent représentés par l'Union africaine cherchent à trouver une solution efficace à cette question d'ordre existentiel.

La présidence mauritanienne de l'UA a sans doute été celle qui a consacré le plus d'intérêt, non pas à un moratoire sur la dette, mais à son annulation pure et simple. La position du Président de la République à ce sujet a marqué les esprits par la force de ses arguments et son intransigeance refusant des soins économiques palliatifs au lieu d'une solution radicale à ce problème de la dette considérée comme le Mal de l'Afrique. La fragilité de la situation interne de certains pays et l'intransigeance des créanciers exacerbent le problème, mais le Président de la République a tenté, de peser, à chaque fois, par le poids diplomatique retrouvé de la Mau-

ritanie auprès des pays détenteurs des créances, des institutions internationales et des regroupements continentaux pour trouver une solution à la crise de la dette.

La représentation permanente et le besoin du continent d'être entendu

L'Afrique est le continent le plus marginalisé et le plus opprimé du monde, après les années de vaches maigres de la colonisation qui lui a enlevé une grande partie de ses ressources. Elle a souffert de la dépendance et des vestiges du colonialisme, si bien qu'elle est restée à la traîne dans la prise de décision et n'a pas été entendue, même sur les questions qui la concernent ! Récemment, certains pays du continent ont commencé à s'indigner de cette situation et à vouloir sortir du creuset de l'oubli, et le mouvement s'est cristallisé sous la forme d'une demande de siège permanent pour le continent dans les organes de l'ONU, en particulier le Conseil de Sécurité. Une position qui s'est cristallisée, durant le mandat du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de l'Union africaine, pour aboutir, en fin de compte, à une forte poussée vers sa validation sous forme de l'acceptation du principe d'un siège pour l'Afrique. L'histoire retiendra que c'est sous le mandat de la Mauritanie qu'une telle décision a été prise.

L'histoire retiendra, également, que l'aura diplomatique de la Mauritanie, renforcée par la présidence de l'UA du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a continué bien après la fin de la mandature africaine, par la présence de la Mauritanie au mini-sommet USA-Afrique organisé à la Maison Blanche par le président Donald Trump, rencontre au cours de laquelle Son Excellence, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a réaffirmé son leadership africain et arabe plus que jamais incontestable.

Sneiba Mohamed

La diplomatie mauritanienne :

Une puissance d'influence régionale et continentale à l'épreuve du second mandat du Président de la République



Le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, entame la deuxième année de son second mandat à la tête de la République islamique de Mauritanie. Élu en 2019 pour un premier mandat, il a dû, durant cinq ans, affronter de multiples défis.

La crise sanitaire de la COVID-19 fut l'un des premiers tests majeurs de son leadership. Dans un pays aux infrastructures fragiles, sa gestion efficace de la pandémie et de ses répercussions sanitaires, économiques et sociales a donné des résultats globalement encourageants, traduisant une maîtrise relative de la situation dans une période particulièrement instable.

Sur le plan interne, la Mauritanie demeure traversée par des tensions sociales et des inégalités structurelles. Face à une demande croissante d'équité, notamment sur les questions des droits civiques, de l'esclavage moderne et de la justice sociale, le Président a initié des programmes ambitieux de réduction de la pauvreté et d'inclusion sociale, comme Taazour et la CNASS, ciblant les couches les plus vulnérables. Il a également lancé des projets de croissance économique et d'emploi, en parallèle d'efforts de réforme administrative, judiciaire et sécuritaire, avec une volonté affichée de rupture avec certaines pratiques du passé.

En matière de gouvernance, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani continue de faire face à des attentes

fortes : plus de transparence, une lutte accrue contre la corruption et une modernisation des institutions. Politiquement, ses cinq premières années ont été marquées par la recherche d'un climat apaisé. Sous sa présidence, l'opposition traditionnelle – incarnée par des partis comme l'UFP, le RPD ou l'APP – s'est montrée moins virulente et parfois même coopérative. Certaines crises, notamment liées à des bavures policières ou à des mouvements sociaux, ont été rapidement désamorcées.

Sur le plan régional, la Mauritanie se situe dans un environnement instable, marqué par le terrorisme, les conflits armés et des coups d'État successifs. Malgré ce contexte, le pays a conservé un calme relatif, fruit d'une approche combinant dialogue préventif et sécurisation des zones sensibles.

Un leadership diplomatique africain affirmé

Durant son premier mandat, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani s'est imposé sur la scène diplomatique africaine grâce à une stratégie alliant discrétion et engagement multilatéral. La Mauritanie est aujourd'hui perçue comme un acteur stabilisateur dans un environnement régional fragilisé, tout en renforçant sa présence dans les instances continentales.

Une présidence marquante de l'Union africaine

Depuis sa prise de fonction à la tête de l'Union africaine (UA) en février 2024, le président mauritanien a donné une orientation claire à son mandat : médiation, sécurité collective et intégration économique. Il a œuvré à repositionner l'UA comme un acteur crédible dans la résolution des conflits et une voix influente dans les débats mondiaux.

Médiation, Sécurité au Sahel et prévention des conflits

En avril 2024, il supervise l'envoi d'une mission de bons offices à Port-Soudan en collaboration avec l'IGAD, pour faciliter un cessez-le-feu. En juin, il convoque un sommet restreint à Addis-Abeba sur la Corne de l'Afrique, réunissant chefs d'État et partenaires internationaux afin d'apaiser les tensions entre l'Éthiopie, la Somalie et l'Érythrée.

Le président mauritanien, fort d'un back-ground d'ancien chef d'état-major Général des Armées et d'ex Ministre de la Défense de son pays, de s'est également mobilisé pour une stratégie régionale durable face aux menaces terroristes. En mars 2024, lors d'une conférence régionale à Nouakchott, il lance l'Appel pour une stratégie sécuritaire intégrée au Sahel, plaidant pour une force multinationale africaine disposant d'un financement pérenne. Cette initiative a été entérinée en octobre par le Conseil Paix et Sécurité de l'UA.



L'approche mauritanienne face à l'extrémisme : un modèle de référence

La Mauritanie a développé une approche unique combinant dialogue religieux, dé-radicalisation et riposte sécuritaire. Entre 2005 et 2009, le pays a été confronté à des attaques terroristes, dont l'assassinat de touristes français en 2007. En réponse, un programme de dialogue religieux avec des prisonniers salafistes a été initié avec l'appui d'oulémas influents. Cette démarche a permis à une quarantaine de détenus de renoncer à la violence et de s'engager à ne pas récidiver, certains étant réinsérés socialement.

Cette stratégie, combinée à une professionnalisation des forces armées et à une surveillance renforcée des zones sensibles, a contribué à faire de la Mauritanie l'un des pays les plus stables du Sahel face à la menace djihadiste.

L'expérience mauritanienne inspire aujourd'hui plusieurs pays de la région – Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad – qui tentent d'adopter des approches de dialogue communautaire et religieux, bien que leur mise en œuvre dépende des contextes locaux.

Diplomatie économique et positionnement mondial

Conscient que sécurité et développement sont indissociables, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a mis en avant une diplomatie économique proactive.

En mai 2024, lors du Forum panafricain de Kigali, il défend l'harmonisation douanière dans le cadre de la ZLECAf. En décembre, il soutient la création

du Fonds africain pour l'innovation numérique, visant à stimuler l'entrepreneuriat technologique des jeunes.

Sur la scène internationale, il représente l'Afrique au Sommet du G20 à Rome en juillet 2024, plaidant pour une restructuration équitable de la dette africaine. À l'ONU, il réclame un siège permanent pour l'Afrique au Conseil de sécurité, dénonçant une « injustice historique ».

Une diplomatie du consensus et de la neutralité constructive

Face aux tensions en Afrique de l'Ouest, notamment entre la CEDEAO et les régimes militaires du Sahel, le président mauritanien privilégie un dialogue discret mais efficace.

La neutralité constructive adoptée sur les dossiers sensibles – Mali et Sahara occidental – permet à la Mauritanie de préserver des relations équilibrées avec ses voisins.

Il a rappelé dès 2020 : « La position de notre gouvernement sur la question du Sahara n'a pas changé et ne changera pas, car c'est l'un des principes de la politique étrangère du pays. »

Diplomatie migratoire : entre pressions et coopération

La question migratoire constitue un défi majeur. En mars 2025, la Mauritanie et l'Union européenne signent une Déclaration conjointe structurée autour de cinq axes : formation professionnelle des jeunes, soutien aux réfugiés et communautés hôtes, migration légale et circulaire, lutte contre le trafic d'êtres

humains, renforcement des capacités de sauvetage en mer.

Un accord de 210 millions d'euros accompagne ce partenariat, combinant actions sécuritaires et investissements en développement local, énergie propre et emploi des jeunes.

Une diplomatie en mutation : défis et perspectives

La Mauritanie connaît une montée en puissance diplomatique, illustrée par l'élection de Sidi Ould Tah à la présidence de la Banque africaine de développement (BAD). Ce succès reflète la crédibilité acquise par le pays dans les sphères panafricaines. Pour maintenir son influence le pays doit relever un certain nombre de défis : construire une diplomatie économique plus offensive, notamment avec les pays émergents ; anticiper les crises régionales via une veille stratégique renforcée ; repenser les alliances au Sahel au-delà du G5, dans un cadre de coopération plus inclusif ; gérer la migration de manière concertée, en privilégiant le développement local et la coopération régionale.

Il faut retenir que SBM. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, en entamant la deuxième année de son second mandat, peut se targuer d'avoir hissé la diplomatie mauritanienne à un niveau d'influence inédit. L'enjeu désormais est de transformer cette dynamique en un levier durable de développement, d'intégration africaine et de rayonnement international, en alliant pragmatisme, anticipation et humanisme dans un contexte géopolitique en constante évolution.

Kissima-Tocka



Félicitation

A l'occasion de l'anniversaire de l'investiture du Président de la République, le Directeur Général de l'Institut Mauritanien de Recherche Océanographique et des Pêches et l'ensemble de son personnel, présentent leurs meilleurs vœux de bonheur et de succès à son excellence, Monsieur Mohamed Cheikh El Ghazouani



Institut Mauritanien de
Recherches Océanographiques
et des Pêches

L'institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches est un établissement public à caractère administratif, ses missions sont les suivantes :

- contribue au développement et à la croissance du secteur de la pêche
- contribue à la durabilité des ressources halieutiques .
- contribue à la Préservation des écosystèmes côtiers

Au cours de la première année du second mandat du Président de la République, plusieurs réalisations ont été accomplies, notamment :

- * Construction et opérationnalisation d'un centre complet et avancé de l'institut à Nouakchott.
- * Réalisation de nombreuses campagnes scientifiques
- * Reconstruction du navire de recherche Al awam
- * Lancement de la construction d'un navire de recherche avancée
- * validation du plan scientifique de l'institut pour la période 2024-2029 .
- * Lancement de la construction du siège de l'institut à Nouadhibou.



هيئة المركب الاولمبي 2019-2025
تطوير وتنويع المنشآت الرياضية
خدمة للرياضة والصحة العمومية
OCO 2019 – 2025

Promotion et Diversification des installations
Olympiques au service des sports et de la santé
publique

Titularisation de 1865 collaborateurs des organes de presse publics :

Concrétisation d'un rêve de quelques décennies



Mohamed Abderrahmane
Ould Mohamed Yehdih

La journée du 24 juin 2025 restera un souvenir longtemps gravé dans la mémoire de la société mauritanienne, particulièrement pour plusieurs centaines de collaborateurs des organes de presse publics.

Des centaines de jeunes découragés, désespérés et lassés par des décennies de travail dans les reportages, les interviews, les émissions et les débats dans les différents médias publics du pays (AMI, RM, TVM et TDM) sans rémunération juste et régulière et des droits à la couverture d'assurance maladie.

Les collaborateurs venus en masse pour célébrer cette aubaine, ont envahi le palais international des conférences Moktar Ould Daddah, pour écouter la déclaration du ministre de la Culture, des Arts, de la Communication et des Relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, M. El Housseine Ould Medou. Il était venu annoncer la titularisation de 1865 collaborateurs des organes de presse publics, dont la situation a trainé pendant des décennies.

Il s'agit d'une décision courageuse du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui traduit sa politique sociale et de réforme du secteur des médias, dans

l'équité et la transparence.

Ce jour-là, l'émotion était grande pour ces collaborateurs qui voient enfin leurs efforts couronnés de succès avec leur titularisation. Une joie intense nait de la réalisation d'un rêve longtemps caressé. Les collaborateurs des médias publics, longtemps marginalisés étaient enfin reconnus et titularisés. Le moment fort de l'événement fut l'arrivée du ministre au podium pour annoncer solennellement la bonne nouvelle tant attendue. Il a été accueilli par des applaudissements, des cris de joie, des larmes, des rires, des chants et des danses, dans une liesse indescriptible.

C'est une nouvelle ère qui se commençait ce jour pour des milliers de jeunes, des femmes et des hommes qui avaient travaillé nuit et jour dans les salles de rédaction, de montages, dans des reportages sur le terrain sans aucune reconnaissance. Ils n'étaient motivés que par la passion pour le métier et l'espoir d'une reconnaissance de leur mérite.

Au delà de la décision administrative cette reconnaissance est un rétablissement de la justice qui met fin à plusieurs années de souffrance pour des centaines de jeunes qui ont travaillé sans relâche pour les médias publics.

L'une des conséquences de cette décision est l'accès pour les anciens collaborateurs des médias publics à l'assurance maladie pour eux et pour leur famille.

C'est une nouvelle tranquillité ou un confort qui s'ajoute à leur vie : le père peut se sentir à l'aise pour soigner son fils sans s'inquiéter de la facture élevée de l'hôpital, et la mère peut se sentir en sécurité lorsqu'elle se rend dans les centres de santé pour des examens médicaux...

De cette manière, la régularisation dépasse le stade d'une simple reconnaissance professionnelle à un véritable parapluie de protection sociale qui englobe toute une famille et rétablit son droit au traitement, à la prévention et à l'assurance.

Avec cette décision historique de légaliser les collaborateurs, le sentiment général que nous vivons une ère de justice et de rétablissement des droits s'est renforcé ; une ère dans laquelle les décideurs prêtent attention à ceux qui ont été oubliés pendant des années.

C'est comme si le Président de la République disait à chaque travailleur ou employé qui a été marginalisé pendant des années que le calvaire était fini et qu'il était temps que la Nation reconnaisse les efforts fournis depuis tant d'années.

Une décision à première vue purement administrative se est devenue un signal pour une nouvelle ère pour plusieurs centaines de collaborateurs. C'est un message d'espoir qui annonce une nouvelle ère dans les médias publics, caractérisée par plus de justice sociale et davantage d'inclusion.

Le ministre a passé en revue, dans son mot pour l'occasion, les étapes de mise en œuvre de cette régularisation de la situation des collaborateurs; il a rappelé les acquis dans le domaine des médias, tels que la revalorisation des salaires des fonctionnaires dans les institutions médiatiques, l'augmentation des allocations du fonds d'appui à la presse, l'amélioration du cadre juridique régulant la profession de journaliste, ainsi que le classement de la Mauritanie en tête des pays arabes et africains en matière de liberté de presse.

De son côté, M. Ahmed Cherif Mohamedou, porte-parole des collaborateurs des institutions médiatiques publiques, a déclaré que les collaborateurs ont longtemps été les intermédiaires entre le gouvernement et les citoyens, en transmettant les problèmes de ces derniers, le message du gouvernement et le contenu des projets de développement aux populations cibles dans diverses wilayas du pays.

Il a ajouté que cette manifestation représente une reconnaissance de la concrétisation d'une promesse de Son Excellence le Président de la République, qui a donné à des centaines de familles l'espoir d'avoir un avenir radieux, en octroyant aux collaborateurs une carrière dans des institutions étatiques parmi les plus importantes et les plus symboliques. En guise de reconnaissance et de remerciement pour ce geste inédit, les collaborateurs des organes de presse publics ont remis au ministre de la Culture, des Arts, de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement un bouclier en l'honneur de Son Excellence le Président de la République, exprimant leur gratitude et leur joie de cette décision courageuse qui a mis fin au calvaire dans ils vivent depuis plus



de trois décennies.

Dans ce contexte, les collaborateurs des médias publics ont salué cette régularisation et ont très apprécié la décision du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, de mettre fin à des décennies de souffrance. Ils ont également salué le Premier ministre, M. El Moutar Ould Djay et le ministre de la Culture, des Arts et de la Communication, et les directeurs des institutions concernées et tous ceux qui ont contribué à la régularisation de ce dossier qui a rendu justice à des centaines de jeunes diplômés de ces institutions.

Dans ce cadre, le rédacteur en chef des médias sociaux à l'Agence Mauritanienne d'Information, Mohamed Lemine Sidi Boubacar, a salué la décision de régulariser la situation de 1805 collaborateurs dans les institutions des médias publics, af-

firmant que cette décision représente un tournant majeur dans le processus d'équité lancé par Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, depuis son accession au pouvoir en 2019.

Il a ajouté que cette titularisation est "une expression forte de la volonté sincère de Son Excellence le Président de la République de professionnaliser le domaine des médias et de donner les moyens aux travailleurs après des décennies de négligence et de mauvaise exploitation", soulignant que l'importance de cette décision n'est pas moindre que la décision d'adopter les statuts des institutions des médias publics en 2022, qui a contribué à doubler les salaires des travailleurs à l'époque.

De son côté, le collaborateur de l'Agence Mauritanienne d'Information, M. Boubacar Touré, a apprécié tous les efforts déployés pour régulariser le dossier des collaborateurs des institutions des médias publics.

Il a remercié le Président de la République pour avoir rendu justice à des centaines de collaborateurs travaillant dans les institutions des médias publics qui ont consacré leur jeunesse au service de ces institutions.

Les collaborateurs de Radio Mauritanie ont également salué, lors d'une rencontre avec l'Agence Mauritanienne d'Information, la décision de titulariser les travailleurs des médias publics, soulignant la nécessité de la régularisation et le droit des travailleurs à la justice, ce qui a été traduit par la décision de Son Excellence le Président de la République.

El Dah Adda, (collaborateur de Radio Mauritanie) a déclaré que tous les collaborateurs apprécient hautement ce geste généreux du Président de la République, expliquant que cette décision a résolu un problème structurel pour une catégorie qui constitue la pierre angulaire du travail des institutions des médias publics, précisant que la plupart des travailleurs dans le domaine des médias sont des collaborateurs, et que la résolution de ce problème représente une étape importante vers la justice.



Emplois des jeunes :

Entre promesses tenues, réalisations et perspectives prometteuses



Par Sidi Moustapha Ould Bellali

Parmi les priorités du programme du Président de la République réside en bonne place la jeunesse. Ainsi de nombreuses réalisations ont été faites en faveur de la jeunesse dans des domaines vitaux comme l'emploi, la formation ; la responsabilisation de cette frange à travers beaucoup de projets structurants. D'ailleurs le mandat en cours du Président de la République est dédié à la jeunesse. Le bilan de l'action du Gouvernement pour les années 2024 et 2025 et les efforts pour concrétiser la vision du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani en termes de création d'emploi sur la base de son programme « Taahoudaty » qui fonde, aujourd'hui, son programme dans ce domaine a été largement positif. Le Président de la République a décliné plusieurs programmes: Mon Ambition pour la Patrie, Vadaat et Mon projet Mon avenir. Dans le secteur de l'entrepreneuriat en particulier des jeunes, le programme national intégré d'Appui à la micro et Petites Entreprises (PNIME)

d'un capital de 5.600.000 MRU se concentre sur l'évaluation et le suivi des activités génératrices de revenus. Quant au programme MEHNETI, il vise à assurer la soutenabilité des emplois en améliorant les compétences et les conditions de travail des professionnels dans les secteurs formel et informel.

Une nouvelle stratégie axée sur l'auto-emploi a été mise en place pour stimuler la création d'emplois dans le secteur à fort potentiel. Depuis 2024, 2008 emplois ont été créés. La CPB (Coordination des Projets Emploi) a assuré la formation de 60.000 jeunes en vue de leur insertion dans le marché du travail.

Un programme pilote dans le domaine de l'agriculture a permis de créer 200 emplois et 350 autres emplois ont été créés dans 20 mini-fermes intégrées. 400 projets de micro et petit projet ont été financés à Dar Naim et dans les wilayas du Guidimakha et du Gorgol en partenariat avec l'Agence Française de Développement. 100 tricycles ont été distribués à des jeunes à Nouakchott. En parallèle la formation en compétence fondamentale d'employabilité

a touché plus 13200 jeunes. Plus de 5500 jeunes ont bénéficié de formations en gestion des petites entreprise et 5300 autres ont été soutenus dans la création de leurs projets.

De plus, le gouvernement a instauré une nouvelle dynamique dans l'utilisation des installations sportives, en organisant diverses activités comme la Semaine nationale de la jeunesse et du sport et des étapes régionales du championnat scolaire. Cette dynamique inclut le soutien financier et l'équipement des fédérations, clubs sportifs, académies et centres de formation sportive.

Programme pilote pour le service civique au profit de 500 jeunes

Ce nombre a déjà été sélectionné et les contrats encadrant leur service ont été signés. Ils ont effectué, avec des efforts louables, le nettoyage des écoles de Nouakchott en préparation de la dernière rentrée des écoles, ils ont sensibilisé au respect du code de la route et sur la nécessité pour les citoyens de surveiller les prix, pour lesquels un accord a été signé entre le Gouvernement et la fédération du commerce.

Pour renforcer l'autonomisation des jeunes, le Gouvernement a introduit le service civique en établissant des cadres réglementaires adaptés aux spécificités du pays et de sa jeunesse. À cet égard, un document cadre de régulation du service civique en Mauritanie a été élaboré, ainsi qu'un projet de décret le réglementant et ses textes d'application. La plateforme nationale du service civique a également été lancée. Dans ce cadre, 500 jeunes volontaires ont été mobilisés pour une durée de trois mois dans des domaines importants comme la préparation des écoles de Nouakchott pour la rentrée scolaire passée, la sensibilisation sur les prix des produits de consommation de base fixés par l'accord entre le gouvernement et les commerçants, et aussi sur la nécessité de respecter le code de la route, entre autres.

L'objectif de ces grands et ambitieux projets dans les domaines de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle est de permettre à notre jeunesse et aux générations futures de contribuer au développement et à la prospérité du pays, et de faire du second mandat du Président de la République un véritablement mandat pour les jeunes et par les jeunes. Cependant, cela ne sera possible qu'avec le soutien et l'accompagnement qui sera octroyé à nos jeunes diplômés, ainsi qu'à ceux qui n'ont pas eu accès à des opportunités d'éducation et de formation, afin de les aider à s'intégrer dans la vie active. Pour ce faire, le gouvernement travaillera sur tous les fronts pour autonomiser et intégrer les jeunes en leur offrant des opportunités de formation, d'emploi et de loisirs.

Lancement d'un ensemble de programmes agricoles et miniers pourvoyeurs d'emplois

Dans ce cadre, cette année verra le lancement d'un ensemble de programmes de formation dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, des mines et des services, afin de créer le plus grand nombre possible d'opportunités d'emplois. Ainsi, 3.000 prêts seront accordés dans le cadre de la cinquième phase du programme Mon Projet mon Avenir pour financer des micro et petites entreprises. Une nouvelle phase du programme de promotion des emplois écologiques en milieu urbain sera également organisée, créant 500 emplois; 850 jeunes recevront une formation qualifiante, dont 40 % au profit de jeunes filles. De plus, 700 jeunes ont été formés à l'apprentissage de la culture financière, dont la moitié étaient des filles. 27.000 jeunes auront accès aux compétences de base liées à l'employabilité et 5.000 autres auront accès à des métiers compatibles avec les besoins du marché du travail. Le financement de 700 programmes gouvernementaux en faveur de la jeunesse sera assuré, dont 50% seront alloués aux filles.

Dans le cadre du projet de résilience par la création d'emplois verts, le partenariat signé par le gouvernement avec le secteur privé va offrir une formation professionnelle à plus de 3.000 jeunes.

La plateforme Youth connect permet une expres-



sion libre du génie créatif de chaque jeune, et permet à la jeunesse d'être un acteur engagé dans la vie sociale et économique du pays et du continent. Elle capitalise les idées, les innovations et les initiatives des jeunes et les connectent avec les innovations et les initiatives d'autres jeunes.

Youth connect est enfin une fabuleuse offre de services et de connaissances multiples allant de l'informatique, à la santé juvénile, l'économie, la politique, les mathématiques, l'entrepreneuriat, l'art, l'artisanat, entre autres domaines. La mise en place de données numériques va permettre à la jeunesse de participer et de collaborer comme volontaires avec le gouvernement et les autorités à travers le pays. " C'est aussi Youth connect, l'engagement volontaire qui ouvrira des perspectives énormes aux jeunes en termes de compétences et de carrières".

Le Haut Conseil de la Jeunesse passe en revue les réalisations du Président de la République

Les ministères de l'Agriculture et de l'Emploi et de la Formation professionnelle, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), ont organisé le Salon de l'Agriculture des Jeunes, sous le thème « L'agriculture est un facteur d'innovation, de valorisation et participation des jeunes. Cet événement s'inscrit dans le cadre des activités du projet « Innovation

numérique en agriculture pour l'insertion économique et l'emploi rural des jeunes en Mauritanie ». Il vise à créer une opportunité pour les jeunes créatifs et les détenteurs d'idées innovantes d'échanger des expériences et de changer les mentalités qui entravent l'orientation vers les activités agricoles. Il permettra aussi d'étudier modèles réussis d'entités de jeunes qui se sont appuyés sur l'exploitation de nouvelles technologies afin de créer des opportunités d'emploi innovantes dans l'agriculture et les industries alimentaires. Le ministre de l'Agriculture, a déclaré à l'ouverture du salon que l'organisation de cette rencontre intervient dans un contexte marqué par les répercussions de la Covid-19, situation qui nécessite un regain de responsabilité et de résilience chez les jeunes pour surmonter les effets négatifs de la crise en créant des opportunités d'emplois adaptés dans le secteur de l'agriculture qui est une source majeure d'emplois.

Agés de 15 à 34 ans, les jeunes en Mauritanie constituent environ 34% de la population totale (près 1.700.000 jeunes selon les projections démographiques de 2022). On estime que d'ici jusqu'à 2050, la population active augmentera de 25 000 jeunes en moyenne, chaque année. Cela pourrait constituer une fenêtre démographique au profit de la croissance et au développement en Mauritanie, si toutefois des investissements sont orientés pour promouvoir les jeunes et assurer leur bonne transition de l'enfance vers l'autonomisation et la maturité.

Anniversaire de l'investiture du Président de la République :

Témoignages : A Nouakchott comme à l'intérieur, les réalisations accomplies hautement appréciées

Les élus et les citoyens de ont salué les acquis et réalisations accomplies au cours des dernières années, dans différentes wilayas du pays. les

Dans des déclarations à l'Agence mauritanienne d'information dans plusieurs wilayas, à l'occasion de l'anniversaire de l'investiture du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, ils ont souligné que le mandat actuel, comme le précédent, a été marqué par une nouvelle approche des affaires publiques, caractérisée par la transparence et la crédibilité auprès des citoyens, l'ouverture sur tous les horizons politiques et le soutien aux groupes vulnérables, faibles et défavorisés dont les personnes atteintes de maladies chroniques, les familles nécessiteuses et les habitants des bidonvilles et des zones rurales.

Les citoyens ont notamment souligné que le programme du Président de la République était axé sur l'aspect social, avec la délégation générale à la Solidarité nationale, Taazour et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) qui ont entrepris un travail importante.

Les personnes interrogées ont souligné les réalisations en matière d'infrastructures, comme l'approvisionnement en eau de plusieurs villes à partir de la nappe du Dhar, le Pont de Rosso entre la Mauritanie et le Sénégal, des centaines de kilomètres de routes, les auto ponts de Madrid, Hay Saken et carrefour Bamako à Nouakchott, qui ont contribué à améliorer le trafic urbain et à donner à la capitale une meilleure image.

■ Md Lemine O Md Mahmoud, Athié Alassane et Hmeimida M/ Md Lemine Vall



Le 1er août 2024, le président de la République M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, élu, au 1er tour, pour un 2e mandat, avec plus de 50,12 % des suffrages prêtait serment au palais des congrès El Mourabitoune en présence de nombreux invités dont certains de ses homologues africains et du monde arabe, les militants des partis de la majorité et de l'opposition. L'événement était très attendu et a été fêté à sa dimension.

Dans le Discours qu'il a prononcé à cette occasion, le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani après avoir remercié le peuple mauritanien pour lui avoir renouvelé sa confiance, a réitéré ses engagements électoraux dont entre autres, le renforcement et la consolidation de l'unité nationale, l'édification d'un « Etat de justice et d'équité », l'autonomisation des jeunes et la lutte contre la corruption dans le pays. Le Président de la République s'est engagé à maintenir et

consolider les acquis de son premier mandat dans les domaines précités mais également à ouvrir de nouveaux programmes et projets structurants et à accélérer la mise en œuvre des chantiers en cours. L'ambition étant de parvenir à un développement durable, dans un état stable et des citoyens en sécurité. Et depuis le 1er août 2024, des programmes d'urgence et de grands chantiers sont lancés partout dans le pays. Les chantiers pour la modernisation de la capitale (Nouakchott) ont commencé. Le pays est en chantier depuis le début du second quinquennat, dédié, il faut le signaler à la jeunesse. Et pour joindre l'acte à la parole, des jeunes sont entrés au nouveau gouvernement. A commencer par le premier ministre Mokhtar Diay. Une année après l'investiture du président de la République, certains mauritaniens se prononcent sur l'événement et ses implications.

Dleynaba Ibrahim Talla

Conseillère de la Présidente de la commission nationale des femmes et chargée de mission auprès de la Commission Nationale des Jeunes du parti El Insaf

-Le 1er août, date anniversaire de l'investiture du Président M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, représente bien plus qu'une simple commémoration pour moi. C'est le rappel du choix lucide de la nation : celui de la stabilité, de



la cohésion sociale et du développement inclusif. Dès le départ, le Président a placé la jeunesse au cœur de son programme "Taahoudaty", conscient que l'avenir du pays repose sur cette nouvelle génération. En tant qu'actrice de terrain, je considère cette date comme un appel à poursuivre l'engagement : accompagner les jeunes, transformer les opportunités en réalités et faire de cette jeunesse une véritable force motrice du développement national.

Depuis son investiture, le Président n'a cessé de rappeler que l'État joue son rôle : soutenir, encadrer, créer des opportunités. Mais il insiste aussi sur une vérité souvent oubliée : aucun État ne peut réussir à la place de ses citoyens. La réussite repose d'abord sur l'effort individuel. Les jeunes doivent comprendre que l'État facilite, mais que chacun doit être acteur de son propre parcours. Les dispositifs existent : formations professionnelles, fonds pour l'entrepreneuriat, programmes sociaux. Mais le succès demande du temps, du travail, de la discipline. Rien ne sera donné sans mérite.

Dans le cadre de son programme, le Président a mis l'accent sur la responsabilité citoyenne et la formation des jeunes, essentiels pour consolider la cohésion nationale.

C'est pourquoi je tiens à souligner l'importance de la réinstauration du service militaire obligatoire, dispositif qui n'est plus en vigueur en Mauritanie, mais qui, à mon avis, pourrait être un levier puissant. Ce service permettrait de recadrer la jeunesse, d'éveiller le sens du devoir et de former des citoyens engagés, tout en renforçant nos capacités de défense nationale. Dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires croissants, préparer une jeunesse disciplinée et consciente de ses responsabilités est un enjeu stratégique majeur.

Je veux également m'adresser aux jeunes qui, grâce à cette politique volontariste, occupent aujourd'hui des postes de responsabilité politique, administrative et économique. Jamais la jeunesse n'avait été autant mise en avant dans les sphères décisionnelles. Mais être nommé ne suffit pas : il faut être à la hauteur. J'appelle ces jeunes à l'humilité, à la conscience du devoir. Ils sont devenus des modèles pour d'autres. Ils ne doivent jamais oublier qu'ils ne sont pas là pour eux-mêmes, mais pour servir la Nation, avec rigueur et exemplarité.

Je tiens aussi à souligner la place accordée aux femmes, conformément aux engagements du Président de la République. La participation des femmes est désormais transversale : dans les nominations, dans l'accès au financement, dans les formations. Mais il ne s'agit pas uniquement de visibilité : le programme présidentiel parle d'autonomisation. Il faut des femmes formées, actrices économiques, impliquées dans la prise de décision. Chaque femme renforcée devient un levier puissant pour son entourage et pour le pays tout entier.

En tant que native de Ould Yengé, ville dans la wilaya du Guidimakha, je suis personnellement touchée par la question du développement rural, autre axe prioritaire du programme présidentiel. Nos campagnes se vident : nos jeunes partent, nos terres restent en friche. Pourquoi ? Parce que la terre, cultivée à la main, ne suffit plus. Les moyens manquent, les équipements modernes sont absents, et même ceux qui reviennent diplômés n'arrivent pas à s'en sortir : la culture de subsistance ne construit pas un avenir. Le Président a inscrit dans son programme la modernisation de l'agriculture et de l'élevage : il faut accélérer. Former, équiper, irriguer, accompagner... Pourquoi ne pas imaginer que l'État mette certaines terres en valeur lui-même, en employant et formant les jeunes directement sur le terrain ? Ce serait une réponse concrète, une source d'emplois et une relance des campagnes.

Enfin, je veux revenir sur les propos du Président de la République à Washington. Quand il a dit que la Mauritanie est un "petit pays", il n'a fait que rappeler une réalité objective : nous sommes peu nombreux et économiquement modestes. Mais il a affirmé, dans le même temps, que notre pays est respecté et écouté sur la scène internationale. Pourquoi ? Parce que nous avons choisi la stabilité, la clarté des engagements et la cohérence des actions. Le programme présidentiel a toujours insisté sur le renforcement de notre diplomatie et de notre souveraineté. Le message est clair : ce n'est pas



la taille qui fait la force d'un pays, mais sa vision, son sérieux et sa capacité à construire. Le Président nous a montré le chemin. À nous, jeunesse mauritanienne, d'assumer notre rôle et de transformer cette vision en réalité.

M. Mohamed Mactar Sall

Le 1er août marque une date hautement symbolique dans l'histoire politique récente de la Mauritanie : l'investiture du président de la République, Son Excellence M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui incarne depuis 2019 une transition pacifique du pouvoir, un fait rare et salué dans la région. Pour beaucoup, cette date représente un espoir renouvelé, un engagement pour la stabilité, et une promesse de réformes sociales et économiques. Cette date représente aussi :

- Un tournant démocratique dans la continuité de l'État.
 - Un moment de confiance nationale, où les aspirations du peuple ont été mises en avant.
 - Le début d'un mandat axé sur l'apaisement, la cohésion sociale, l'unité nationale et réforme du système éducatif.
- Dans le discours de prestation de serment de son Excellence le président de la République M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, on retient principalement :
- Un discours rassembleur : le président a appelé à l'unité nationale, à dépasser les clivages ethniques, sociaux et politiques.
 - Des priorités claires à savoir :
 - Lutte contre la pauvreté et les inégalités ;
 - Amélioration de l'éducation et de la santé ;
 - Réformes pour une meilleure gouvernance et la lutte contre la corruption.
 - L'engagement en faveur des jeunes et des femmes,

considérés comme des piliers essentiels du développement.

• Le respect des libertés et de l'État de droit, avec une volonté affirmée de renforcer les institutions. En résumé, le 1er août est non seulement une date historique, mais aussi un rendez-vous annuel de réflexion sur le chemin parcouru depuis cette investiture.

Mme Aissata Nlang PCA CFESH et membre de la société civile

Le second mandat du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, entamé en août 2024, montre une volonté de consolider les acquis du premier quinquennat avec un accent inédit sur la jeunesse, la lutte contre la corruption et l'innovation énergétique. Réélu dès le premier tour avec 50,13% des voix, le climat politique est apaisé malgré la contestation de l'opposition. Le gouvernement constitué ainsi que les réformes annoncées témoignent d'un cap porté vers plus d'inclusion et de dynamisme. Le second mandat débute sur une note de continuité et de renouveau avec un accent fort sur la jeunesse.

Réalisations concrètes concernant les femmes :

1. Représentation dans le gouvernement : Le 6 août 2024, le gouvernement de Ould N'Diaye est constitué avec 20 ministres, dont 5 femmes (17%). Bien que la proportion des femmes ait légèrement diminué par rapport au précédent cabinet (20%), ces nominations confirment une présence féminine constante aux plus hautes sphères du pouvoir.
2. Prévention des violences faites aux femmes : Le 25 novembre 2024, la Mauritanie commémore la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.



Anniversaire de l'investiture du Président de la République

Organisation d'initiatives qui s'inscrivent dans un effort continu pour mettre en place des mécanismes d'appui aux victimes à l'échelle nationale.

3. Mobilisation politique et autonomisation :

Le parti INSAP organise un séminaire sur la femme mauritanienne dans le programme «Mon Ambition pour la Nation» pour réaffirmer l'engagement du parti et du gouvernement à faire de l'autonomisation des femmes un pilier du développement national dans les domaines politiques, sociaux et économiques.

4. Participation électorale et législative :

Les femmes occupent 23,3% des sièges à l'Assemblée. Le nouveau mandat confirme le maintien des quotas électoraux (minimum 20%) et aussi la présence des femmes à des niveaux décisionnels, notamment la CENI et des instances locales.

Consolidation des acquis en faveur de l'égalité du genre :

Toutefois, la véritable transformation dépendra de la mise en œuvre du protocole genre 2025-2030, l'adoption urgente de la Loi contre les violences faites aux femmes et d'un engagement réel pour l'autonomisation économique et politique substantielle des femmes mauritaniennes.

Défis :

- Chômage des jeunes encore élevé, exode de talents
- Pauvreté persistante, malgré les ressources naturelles
- Nécessité de renforcer la transparence et la cohésion sociale.

Marlem Rabah vendeuse couscous, Poteau 6 (Arafat)

L'investiture du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani est un grand événement pour nous et pour le pays. Un événement qui marque l'arrivée à la tête du pays d'un homme sensible aux préoccupations essentielles de ses concitoyens. Les mauritaniens doivent célébrer cette date d'investiture avec faste et témoigner au Président de la République toute leur reconnaissance et soutien. En effet, depuis son élection, nous avons constaté une évolution des conditions de vie de certains mauritaniens acculés par la pauvreté. Beaucoup de familles comme la mienne, grâce aux bourses familiales ou transferts cash ont réussi à se créer de petites activités génératrices de revenus. En ce qui me concerne, je suis une femme cheffe de famille, avec 3 enfants dont le père est au chômage depuis des années. Les trois enfants sont à l'école, ils font de bons résultats, Alhamdulillah : je me bats pour leur réussite incha Allah. Le Président de la République a fait beaucoup de chose car nous avons également trouvé un terrain, après une gaza de quelques années ; l'eau et l'électricité sont fournies même si il y a quelques délestages qui j'espère seront passagers. J'ose croire que durant les deux mandats du Président Ghazouani, la pauvreté va reculer dans le pays ; l'exploitation du gaz et pétrole vont y contribuer fortement et le chômage va reculer.

M. El-Hadrami Ould Hmadi, président de la Région du Tiris Zemmour

La wilaya a connu un essor dans son développement dans tous les domaines : économique, social et culturel, sous le mandat du Président de la République. Son Excellence M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Elle a bénéficié de projets de développement importants qui ont amélioré les conditions de vie des citoyens, en particulier des groupes vulnérables, et qui leur ont amélioré leur accès aux différents services de base grâce aux interventions de la délégation générale à la Solidarité nationale et à la Lutte contre l'Exclusion, Taazour, du CSA et à l'action de la Fondation de la SNIM.

Il le président de la région du Tiris Zemmour ajoute que, dans le cadre du programme d'urgence, le Tiris Zemmour a bénéficié d'un montant de 6 milliards d'ouguiyas répartis entre ses trois moughatas pour mettre en œuvre d'importants projets de développement dont la wilaya avait cruellement besoin. Il a souligné l'importance de ce programme, qui a impliqué la population locale dans les projets.

Le président du conseil régional déclare que l'État se lance dans d'importants projets, comme les projets miniers d'El Aouj et d'Atomai et le programme d'uranium.

M. Salek Ould Ely, maire adjoint de Zouerate

Les réalisations accomplies durant le mandat du Président de la République sont nombreuses, au niveau national comme au niveau de la commune de Zouerate.

Les frontières et les points de passage ont pu être maîtrisés dans toute la wilaya.

Les populations sont satisfaites pour l'état-civil, l'immigration clandestine a été contrôlée dans les points d'accès du Tiris et sur le territoire de la municipalité, 12 kilomètres de routes goudronnées ont été construits dans la ville, 12 mégawatts de puissance électrique ont été installés pour renforcer l'approvisionnement en électricité de la ville, et il est prévu de construire un hôpital régional la commune.

Le maire ajoute que la municipalité a également reçu plus de 4 milliards d'UM du programme d'urgence annoncé par Son Excellence le Président de la République pour répondre aux besoins urgents en eau potable avec la croissance démographique résultant de l'exploitation minière artisanale. Le maire évoque également le renforcement du soutien aux familles vulnérables grâce au programme Taazour et à la CNASS (Caisse nationale de solidarité en santé), élargissant ainsi la base des bénéficiaires et fournissant régulièrement une aide financière aux personnes vivant avec un handicap,



aux enfants autistes et aux personnes ayant des besoins spécifiques, aux orphelins, aux citoyens vulnérables, et des distributions gratuites en produits alimentaires aux familles nécessiteuses.

Dans le domaine de l'éducation, l'adjoint au maire de Zouerate a ajouté que plusieurs écoles, mosquées et mahadras ont été construites dans la ville et que les imams, les muezzins et les cheikh des mahadras ont reçu une aide financière.

Le maire souligne les réalisations dans les domaines sportif et culturel, notamment avec la construction de trois nouveaux stades, d'un centre de jeunesse et d'un cyber café.

M. Mohamed Cheikh Mohamed Salem Bolla, maire de F'derik

Il déclare que le Programme national de solidarité et de lutte contre l'exclusion (PNSLE) offre des cash transferts réguliers aux familles vulnérables de tous les quartiers de la commune, et distribue des régulièrement paniers alimentaires et apporte souvent une aide financière aux groupes les plus vulnérables. Il souligne par ailleurs l'approvisionnement continu en produits alimentaires avec les points de vente où les prix sont subventionnés sans compter les banques céréalières pour assurer la stabilité des prix.

La moughataa a également bénéficié de la mise en place de l'assurance maladie universelle, grâce à des cartes d'assurance maladie gratuites qui ont réduit le coût des soins médicaux pour des centaines de familles à faibles revenus.

La moughataa a en outre, bénéficié du programme « Houwiyetié », qui a rapproché les services de l'état-civil des quartiers et zones reculés.

La fondation de la SNIM a contribué à soutenir les coopératives de femmes et de jeunes en les équipant, en rénovant certains services publics et en créant une ferme modèle offrant de réelles opportunités d'emploi aux veuves et aux femmes chefs de ménage.

Le maire a déclaré que la couverture santé et l'assurance gratuite ont été étendues, notamment aux familles vulnérables et aux personnes âgées. Les centres et points de santé ont été renforcés en médicaments et équipements essentiels. Un soutien a également été apporté aux personnes handicapées et aux groupes les plus vulnérables grâce à des programmes du ministère de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille.

Une mahadra modèle a également été créée, financée par la Fondation SNIM, pour enseigner le Saint Coran et les sciences dérivées.

Il a ajouté que le projet minier F'derik 2 a été lancé et que la première pierre d'une usine de traitement du minerai de fer a été posée, ce qui favorisera la création d'emplois et stimulera l'activité économique.



Anniversaire de l'investiture du Président de la République

Une centrale solaire a également été inaugurée pour renforcer l'autonomie de la ville en matière énergétique. La moughataa bénéficiera également de nombreuses interventions de développement dans le cadre du programme d'urgence.

M. Biyeh Mbarek Beida, maire adjoint de Bir Moghreïn

Selon lui la moughataa de Bir Moghreïn a bénéficié de réalisations significatives, telles que la consécration de l'école républicaine, grâce à la présence pleine et effective de l'ensemble du personnel éducatif, l'introduction d'un uniforme scolaire unifié, la mise à disposition d'une ambulance au centre de santé et l'augmentation des effectifs médicaux pour répondre aux besoins de santé des citoyens. Concernant l'approvisionnement en eau, l'adjoint au maire a ajouté que plusieurs puits ont été creusés et équipés pour alimenter l'usine de dessalement. Un camion-citerne a été mis à disposition pour répondre aux besoins en eau des mineurs et des bergers vivant à l'extérieur de la ville, et plusieurs missions ont été dépêchées pour diagnostiquer le problème et trouver des solutions. La ville a également bénéficié d'un important générateur de 700 kilowatts et du remplacement d'environ 90 poteaux électriques.

Côté infrastructures, un siège pour la station radio, et un autre pour le tribunal ont été construits et un entrepôt pour le CSA ouvert.

Il a ajouté que la moughataa bénéficie du programme d'urgence en cours à travers la construction de quatre salles de classe, la dotation du centre de santé d'une ambulance et d'un appareil de radiographie pour répondre à ses besoins. A cela s'ajoute le renforcement du personnel soignant avec un médecin-chef, trois infirmières et deux sages-femmes. De même, un puits a été réalisé et un réseau de distribution d'eau mis en place sans compter une unité de dessalement et la réhabilitation du réseau électrique et de l'éclairage public alimentés par l'énergie solaire.

Mme Aguila Dicko, vice-présidente de la région du Gorgol

La région avait bénéficié de discrimination positive depuis l'arrivée au pouvoir de Son Excellence le Président de la République, notamment avec le lancement de grands projets de développement dans tous les secteurs vitaux, notamment l'eau, l'éducation et la santé.

Elle insiste également sur les interventions sociales qui profitent quasiment à tous les villages, « un événement dit-elle, à retenir et à apprécier ».



La vice-présidente de la région du Gorgol a déclaré que plusieurs moughataas de la wilaya souffraient de pénurie d'eau, une véritable tragédie de la soif, dépassant toutes les prévisions. Pendant des années, les habitants ont eu recours à des méthodes rudimentaires pour obtenir et collecter péniblement l'eau. Elle a souligné que durant le premier mandat de Son Excellence le Président de la République, la plupart de ces problèmes ont été surmontés, et les autres l'ont été par la suite grâce au lancement de la 2ème phase du projet Aftout Chergui.

M. El Hassan Ould Cheikh Ould Bah, député de la moughataa de M'Bout

La moughataa, à l'instar des autres circonscriptions de la wilaya, a bénéficié d'une attention particulière de la part de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. En effet, il s'agit de l'une des moughataas les plus vastes, les plus anciennes et les plus exposées à la précarité en Mauritanie. Récemment, elle a subi une importante marginalisation, ce qui a incité Son Excellence, dès son arrivée au pouvoir, à accorder une attention particulière à cette zone géographique et à y orienter tous les secteurs de l'État. Le député a salué l'importance que Son Excellence le Président de la République attache à la wilaya du Gorgol en général, indiquant que 122 villages y bénéficieront de la deuxième phase du projet Aftout Chergui, cet important projet d'approvisionnement en eau, en plus du volet électricité, qui bénéficiera également à plusieurs zones du Gorgol.

Le député a estimé que le lancement de l'école républicaine à partir de la moughataa de M'Bout revêt une grande signification pour ceux qui connaissent la région, soulignant qu'il s'agissait d'un choix judicieux à tous égards. Un premier signe d'intérêt pour cette moughataa et une preuve claire de la connaissance par le Président des problèmes majeurs auxquels elle est confrontée.

M. Dy Ould Sid Elemine, maire de de Ganki, (arrondissement de Lekseiba), a salué la volonté du Président à respecter ses engagements envers ses citoyens, notant que Son Excellence a mis ses grandes ambitions sur la voie de la réalisation, à travers les grands projets, représentés par la modernisation des wilayas, à l'instar du projet de développement de Nouakchott, capitale moderne.

Il a ajouté que la meilleure preuve de l'engagement sincère de Son Excellence envers son peuple réside dans les récents forums participatifs, qui ont permis aux élus et aux citoyens ordinaires de poser ouvertement leurs problèmes et d'identifier les besoins et les priorités de leurs villages et de leurs circonscriptions.



Mariam Mint Bilal, habitante de Kaédi

Elle exprime sa joie à l'arrivée au pouvoir de Son Excellence le Président de la République. Elle a ajouté qu'elle n'avait pas réalisé auparavant qu'il était du devoir de l'État d'aider ses citoyens, ce qui a été démontré par l'aide fournie par « Taazour », que ce soit en espèces ou en assurance maladie, qui a bénéficié à des familles qui n'auraient jamais imaginé bénéficier d'une assurance maladie. À cela s'ajoute le soutien aux personnes atteintes de maladies chroniques par le biais de soins et d'accompagnement, de distributions d'argent, d'emplois, d'approvisionnement en eau et de services d'éducation et de santé.

Au niveau du Trarza, plusieurs citoyens ont loué les réalisations significatives accomplies par le pays dans tous les domaines au cours du premier mandat et du mandat actuel, saluant le développement de projets et de services essentiels à travers le pays.

M. Ali Ould Memoud, député de la moughataa de Keur Macène,

Il salue les nombreuses et importantes réalisations du pays en général et au niveau de Keur Macène en particulier.

Il ajoute que cette moughataa a bénéficié notamment de l'électrification des exploitations agricoles, du désenclavement, de la construction d'un nouveau canal d'irrigation et du curage du premier canal ainsi que diverses formes de soutien dans les domaines agricole et social.



M. Baba Ould Magha, habitant de Rosso

Il souligne l'attention exceptionnelle que Son Excellence le Président de la République, accorde à la wilaya du Trarza en général et à la moughataa de Rosso en particulier.

Il a ajouté que la meilleure preuve en est l'essor considérable de l'agriculture au Trarza, grâce à l'augmentation des superficies cultivées, a permis d'accroître la production et d'améliorer considérablement les conditions de vie des populations.



M. Mohamed Salem Ould Mohamedou, militant politique de l'arrondissement de Tiguent, moughataa de Mederdra

Le pays a connu ces dernières années de nombreuses réalisations importantes, concrétisant le programme électoral du Président de la République. Parmi ces réalisations figurent le recrutement de dizaines de milliers de diplômés, le lancement de

Anniversaire de l'investiture du Président de la République

chantiers de développement, notamment dans les domaines des affaires sociales, et la régularisation des travailleurs dans des secteurs auparavant marginalisés. Par ailleurs, des centaines de kilomètres de routes bitumées ont été construits.



Il a déclaré que la Mauritanie avait engagé des démarches résolues pour consolider ses institutions, comme en témoignent des événements sans précédent, tels que l'envoi de missions ministérielles à l'intérieur du pays et la consécration du principe de rapprochement de l'administration avec le citoyen. Il a appelé au renforcement de l'esprit d'équité et de solidarité au service de la nation durant cette mission bénie.

M. Mohamed Yahya Ould El Houssein, habitant de Boutilimit,

Il salue les réalisations importantes accomplies, ainsi que sa réputation à l'étranger.

Il a ajouté que la vision éclairée de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a permis de créer un consensus national dont le pays a cruellement besoin.

Il a salué les diverses interventions importantes de l'État en faveur des couches vulnérables de la société, la création d'emplois grâce à des projets générateurs de revenus, la fourniture de services de base aux citoyens et l'amélioration de l'accessibilité de l'administration.

M. Youssef Ould El Cheikh El Ghadhi, maire d'Aleg

Ces dernières années ont vu la mise en œuvre de plans et de programmes de développement répondant véritablement aux aspirations des citoyens doublés d'une approche diplomatique active qui a renforcé le rayonnement régional et international du pays.

Les réalisations constatées dans la moughataa d'Aleg, a-t-il ajouté, comprennent le renforcement des infrastructures, la réhabilitation du réseau routier de la ville et son extension à plusieurs quartiers. Le volet social a également revêtu une dimension humanitaire sans précédent, avec la mise en œuvre de nombreux programmes sociaux visant à améliorer les conditions de vie des citoyens les plus vulnérables, notamment par des distributions d'argent, le financement de petits projets générateurs de reve-



nus et l'assurance maladie de centaines de citoyens parmi les plus démunis, assurance qui a été étendue aux parents pour la première fois dans l'histoire. Ces réalisations ont concerné plusieurs régions du pays, répondant aux préoccupations des citoyens. L'assurance maladie a également été étendue aux employés du secteur non public par le biais du Fonds d'assurance solidaire (CNASS).

Le maire a évoqué les projets mis en œuvre pour soutenir l'emploi des jeunes et l'agriculture, dont le montant a doublé ces dernières années, en mettant l'accent sur l'agriculture pluviale et la récupération de certaines terres pour l'agriculture irriguée.

Il a ajouté : « Nous attendons avec impatience la mise en œuvre du programme d'urgence de fourniture de services essentiels à l'intérieur du pays, pour lequel un budget d'environ 30 milliards d'ouguiyas a été alloué. »

Il a déclaré que les projets mis en œuvre ont été planifiés et exécutés de manière participative, en tenant compte des observations des autorités administratives et des élus locaux. Il s'agit d'une première en son genre, et nous espérons qu'elle sera couronnée de succès.

M. Mohamed Val Ould El Kory, homme d'affaires et activiste politique

Les dernières années du mandat de Son Excellence Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani ont été marquées par l'exécution rigoureuse de son programme électoral et par de nombreuses réalisations dans divers secteurs de développement.

Plusieurs réformes ont été mises en œuvre dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, en plus de la construction et de la réhabilitation de la plupart des réseaux routiers, de la mise en place d'une assurance maladie et de cash transferts par Taazour pour les groupes vulnérables, sans oublier les projets et financements ponctuels exécutés par le CSA/

A Maghtaa Lahjar, la route reliant la moughataa à Aleg a été réhabilitée, tout comme le tronçon situé dans le centre-ville. De nombreuses interventions sociales ont bénéficié aux habitants des différentes communes de la moughataa, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité alimentaire.

Celui qui suit les programmes gouvernementaux ne manquera pas de constater le niveau d'activité économique et de développement visant à traduire sur le terrain le programme du Président de la République, car il n'y a aucune région du pays qui n'a pas connu de réalisations tangibles au cours des dernières années. Ces réalisations étaient nombreuses et variées.

M. Mohamed Val El Kory a ajouté qu'il attend désormais avec impatience la mise en œuvre du programme d'urgence visant la généralisation de l'accès aux services de base, ce qui permettra de répondre aux demandes les plus pressantes. Il a



souligné que ces exigences avaient été formulées en présence des élus lors des journées participatives visant à définir les priorités de développement au niveau de la wilaya.

M. Limam Ould Bouhamadi, président du Festival de Male pour la culture et l'unité nationale.

Il faut saluer les réalisations accomplies au cours des dernières années par Son Excellence le Président de la République et qui ont englobé tous les aspects de la vie économique et sociale.

IM. Limam Ould Bouhamadi indique que la wilaya a bénéficié ces dernières années du développement de nombreux centres et points de santé, ainsi que de la construction de dizaines de kilomètres de routes. Il note également que la couverture d'assurance maladie a augmenté de plus de 200 % par rapport aux années précédentes, lorsque l'assurance maladie était limitée aux employés du secteur public. Il salue la décision d'inclure les parents et d'étendre l'assurance à tous les étudiants de l'enseignement supérieur.

Durant le premier mandat, l'arrondissement de Male a été érigé en moughataa et la population a profité de cash transferts régulièrement effectués par Taazour au profit des familles les plus vulnérables de la ville.

De même, plusieurs projets ont été mis en œuvre, dont un relatif au développement de l'élevage, à l'amélioration des races bovines et à la vaccination du bétail contre les maladies. Un soutien à la production agricole et à l'approvisionnement en légumes a été assuré grâce à de petits projets récemment financés par le ministère de l'Agriculture. En outre, des réformes majeures ont été menées au niveau de la mare de Male. Ces projets comprennent la pêche artisanale, qui offrira des milliers d'opportunités d'emploi aux jeunes chômeurs en plus de l'accent mis sur la création de projets touristiques qui amélioreront le tourisme intérieur. Il a expliqué que la moughataa de Male est composée de cinq communes, qui ont toutes connu la mise en œuvre de projets de développement : eau, santé et éducation, ce qui reflète le niveau de l'activité économique et de développement.

M. Ahmada Bouna Mouhamadou, militant

aSous le mandat prometteur de Son Excellence le Président de la République, le pays a enregistré des avancées concrètes dans divers secteurs vitaux, avec un impact significatif sur les communautés, en particulier les groupes vulnérables.

Les habitants de la commune de Wad Ammour relevant de Maghtaa Lahjar, dont il est originaire, ont été témoins de réalisations qui ont touché toutes les communes de la moughataa. Les conditions de vie des populations s'améliorent et elles ont plus d'accès aux services de base.



L'anniversaire de l'investiture du Président de la République vu par les citoyens

La première année du second mandat de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a reflété son engagement à répondre aux aspirations du peuple mauritanien et à honorer le programme électoral qu'il avait présenté et que les citoyens ont validé lors des élections présidentielles. Tout au long de cette année, il a œuvré à renforcer l'économie locale, à développer les infrastructures, à promouvoir les secteurs de l'éducation et de la santé, à soutenir les catégories vulnérables et pauvres, à leur venir en aide, à consacrer la justice sociale, à incarner l'unité nationale, à atteindre l'autosuffisance dans le domaine agricole sous toutes ses formes, à améliorer les services de base et à les rapprocher des citoyens mauritaniens, et à améliorer la situation de milliers de travailleurs. Il s'est également attaché à faire réussir la diplomatie nationale avec sa présidence avisée et habile de l'Union africaine.

À cette occasion, le mensuel Horizons a recueilli les avis de quelques citoyens qui ont salué les réalisations concrètes accomplies au cours de cette année.

M. Mokhtar Baba

L'année écoulée du second mandat de Son Excellence le Président de la République a été un véritable chantier dans divers domaines et à tous les niveaux. Le gouvernement a accompagné sur le terrain la vision réformatrice définie par le Président, en suivant de près les projets réalisés, conformément à ses directives transmises au gouvernement dirigé par Son Excellence le Premier ministre M. El Mokhtar Ould Djay.

Des pas importants ont été franchis dans la construction nationale. L'année écoulée a été marquée par une dynamique et une surveillance rigoureuse des projets, avec un suivi constant, ce qui s'est manifesté à plusieurs occasions. Depuis la réélection du Président de la République, le pays est devenu un vaste chantier, notamment au niveau des infrastructures, avec la modernisation de la ville de Nouakchott et la construction de ponts. Cela est clairement visible à travers l'amélioration des infrastructures selon des normes et standards internationaux, accompagnée d'un contrôle strict. Nous assistons régulièrement à l'inauguration d'infrastructures vitales au service des citoyens et répondant à leurs attentes, souvent en présence du Président lui-même, ce qui reflète sa volonté de mettre en œuvre une stratégie efficace de développement et de construction du pays.

Il a salué la diplomatie mauritanienne réussie qui a permis l'élection du candidat Sidi Ould Tah à la présidence de la Banque africaine de développement. Sans les efforts remarquables, la diplomatie efficace et l'accompagnement constant du Président de la République, cet important poste

international n'aurait pas pu être remporté. La sagesse et la finesse de la diplomatie nationale se sont également manifestées durant la présidence de Son Excellence à la tête de l'Union africaine, à laquelle il a insufflé une dynamique, une mobilité et une présence forte sur la scène internationale, avec une vision réformatrice pour le continent, comme en ont témoigné les dirigeants africains, les chefs d'organisations, les présidents de pays arabes ainsi que de nombreuses personnalités internationales qui ont salué la présidence mauritanienne de l'Union africaine, laquelle a porté ses fruits et abouti à des résultats importants.

Il a affirmé que la première année du second mandat de Son Excellence le Président de la République a été une année de travail, de réalisations et de fidélité aux engagements pris durant la dernière campagne présidentielle. Cette année a permis de répondre aux attentes des citoyens, qui commencent à sentir que le gouvernement œuvre en leur faveur, veille à satisfaire leurs demandes et travaille pour le développement et le progrès du pays.

Sur le plan politique – ajoute M. Mokhtar Baba – depuis son accession au pouvoir, le Président de la République a entrepris une ouverture vers l'ensemble du spectre politique, majorité comme opposition, ainsi que vers la société civile dans toutes ses composantes. Il est désormais acquis que nous sommes à l'aube d'un dialogue national imminent, soigneusement préparé, qui sera inclusif, abordera toutes les thématiques sans exclusion d'aucune partie, et traitera, avec sérieux, des sujets importants. Ce dialogue établira des bases, des systèmes et des normes pour faire progresser la pratique démocratique.

M. Mokhtar Baba s'est dit optimiste quant aux réalisations accomplies durant cette année, qui donnent une image claire de ce que les années à venir pourront offrir en termes de réalisations, d'ouverture à tous, de sécurité et de bien-être pour le peuple mauritanien.

Il a ajouté : « En tant que jeune militant engagé sur la scène politique nationale, et étant parmi les premiers à avoir cru au programme politique et électoral de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, depuis l'annonce de sa candidature à son premier mandat jusqu'à aujourd'hui, je pense que la première année de son second mandat diffère totalement de ce que j'appelle le mandat de fondation, de diagnostic et de réalisation sociale solide qui a caractérisé le premier mandat. Ainsi, cette deuxième mandature, dès sa première année, a connu une transformation significative dans la manière de traiter les questions de services publics, de développement et de souveraineté, à travers une série de décisions, d'approches et de projets dont le pays avait un besoin urgent dans divers domaines : économique, social, diplomatique, mais aussi dans les secteurs éducatif, sanitaire et en ce qui concerne la fluidité des projets de l'État. »

Il a affirmé que la titularisation collective des

employés de la SOMBLEC et des médias publics constitue une expression concrète de l'inclusion et de la justice envers la jeunesse. Il a également souligné que la résolution de la problématique du logement pour des milliers de citoyens, ainsi que l'initiative « Vie Nouvelle », ne sont qu'un exemple et une preuve de cette dynamique. À cela s'ajoute l'application des lois de retraite afin d'insuffler un sang neuf dans l'administration et de la renouveler. Il a salué les efforts sérieux déployés pour assurer le succès de l'École Républicaine, réformer et promouvoir l'enseignement académique, construire des hôpitaux et des postes de santé, ainsi que le lancement du programme « Composante Développement Urbain », qui constitue un modèle du démarrage effectif de la vision réformatrice globale de Son Excellence M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et de son gouvernement.

Il a conclu en déclarant : « Sur la base de ce qui précède, en tant que simples exemples, je considère que la première année du second mandat a constitué un tournant qualitatif et une transformation profonde, révélant les vraies valeurs patriotiques à travers des acquis nationaux durables pour les générations futures. »

Mme Jamila Ahmed Abib

« Ces jours-ci, nous commémorons le premier anniversaire de l'investiture de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, pour son second mandat, après sa réélection par le peuple mauritanien lors d'élections présidentielles unanimement reconnues pour leur transparence, leur réalisme et le respect de la pratique démocratique. »

Elle a ajouté que cette période a été marquée par de nombreuses grandes réalisations nationales, reflétant une vision de leadership claire en faveur du renforcement de la stabilité sociale et de la réalisation d'une renaissance globale qui a profondément touché tous les aspects de la vie : politique, économique et sociale, à travers des programmes de développement ciblés.

Elle a poursuivi : « Cela se manifeste clairement à travers le soutien et le développement du principe d'inclusion financière, visant à permettre à tous les citoyens, indépendamment de leurs origines sociales et économiques, d'accéder aux services financiers et de les utiliser de manière positive et responsable. Le gouvernement, guidé par la vision éclairée de Son Excellence, a œuvré à atteindre cet objectif en numérisant le secteur financier, en développant des produits et services financiers innovants, en renforçant l'éducation financière, en protégeant les utilisateurs, et en finançant des projets ayant un impact économique et social positif sur la vie des citoyens. »



Ce qui a permis de garantir l'égalité des chances, d'accélérer la croissance économique, de renforcer le développement durable, de promouvoir l'innovation, et de réduire la pauvreté et le chômage. »

Elle a également mentionné la création de cinq nouveaux départements, dont la transformation du centre administratif de Mal en sixième département de la wilaya de Brakna, un rêve longtemps caressé par les habitants depuis les premières années de la fondation de l'État, et ce, dans un contexte de stabilité et de confiance, malgré les périodes les plus critiques et délicates, comme la crise de la Covid-19. Elle a salué le programme d'urgence pour le développement de la capitale, Nouakchott, qui consiste à moderniser la ville à travers la création d'une infrastructure urbaine moderne, digne de la capitale de l'État et de sa vitrine.

Elle a souligné que ce programme vise — entre autres — à étendre le réseau de voiries urbaines, construire des ponts, des écoles et des hôpitaux, et améliorer les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement.

Elle a également salué le programme d'urgence pour le développement et la mise en œuvre de projets au niveau de la capitale économique, Nouadhibou, ainsi que le programme d'urgence dans les wilayas de l'intérieur, où le gouvernement, sous les instructions de Son Excellence le Président de la République, a dépêché des missions ministérielles et mis en place des commissions techniques et administratives pour identifier les priorités et les besoins essentiels de chaque wilaya. Cette démarche a été menée en collaboration avec l'administration régionale, le conseil régional, les élus et la société civile locale.

Sur le plan sécuritaire, Mme Jamila a ajouté que le pays a connu une nette amélioration dans le domaine de la sécurité, avec le renforcement des capacités sécuritaires et la mise en place d'opérations préventives contre le terrorisme et le crime organisé, ce qui a permis d'instaurer un climat de sécurité et de stabilité dans plusieurs régions. Elle a également évoqué le contrôle renforcé des frontières et l'élaboration de plans rigoureux pour maîtriser la criminalité urbaine.

Sur le plan économique et du développement, Mme Jamila a affirmé que le gouvernement a lancé des programmes de réforme économique vastes et inclusifs, axés sur l'amélioration du climat des affaires, l'encouragement des projets nationaux et le renforcement des partenariats avec les institutions financières internationales. Ces efforts ont contribué à accélérer la croissance économique et à diversifier les sources de revenus, avec des retombées positives sur les citoyens.

Elle a également souligné que le gouvernement, conformément au programme de Son Excellence le Président de la République, a œuvré à améliorer la masse salariale et le niveau de vie, en procédant à des hausses de salaires dans plusieurs secteurs, notamment l'enseignement, la santé et les forces armées, dans le but de les aligner sur les conditions de



vie actuelles et de promouvoir la dignité nationale. Les infrastructures ont, quant à elles, connu une transformation qualitative : le gouvernement, sous l'impulsion du Président de la République, a travaillé à l'élargissement du réseau d'infrastructures, en achevant des projets routiers majeurs reliant les villes et les wilayas, ainsi qu'en développant le réseau routier intérieur. À ce titre, trois ponts ont été inaugurés à Nouakchott, facilitant considérablement la fluidité du trafic, selon Mme Jamila.

Elle a précisé que le gouvernement, sur instruction du Président, a également œuvré au développement des réseaux électriques pour couvrir un plus grand nombre de zones, en plus de soutenir et améliorer la distribution de l'eau potable.

Dans les secteurs de la santé et de l'éducation, des améliorations significatives ont été enregistrées. Le secteur de la santé a bénéficié de la construction et de l'équipement de nouveaux hôpitaux et centres de santé, de la disponibilité des médicaments, de la lutte contre leur falsification, du renforcement du contrôle sur les fournisseurs et de l'amélioration des conditions des travailleurs du secteur.

Elle a poursuivi :

« Plusieurs projets ont été inaugurés, parmi les plus notables :

- L'augmentation de la capacité d'accueil de l'hôpital des spécialités, passant de 47 à 140 lits, avec de nouveaux services d'urgence, de réanimation et de cathétérisme ;
- L'hôpital de Sélaby avec une capacité de 150 lits ;
- Le projet "Inaya", qui vise à améliorer l'environnement de travail dans les établissements de santé en matière d'encadrement, de motivation et d'accompagnement. Il couvre actuellement 82 % des structures sanitaires réparties sur 9 wilayas »

D'autres projets sont en cours de réalisation, notamment :

- L'extension de l'hôpital national avec une capacité supplémentaire de 120 lits ;
- La construction de nouveaux hôpitaux à Laayoun, Aleg et Tidjikja, chacun avec une capacité de 80 lits ;
- Le nouveau siège de l'Institut national de recherche en santé publique ;
- L'hôpital universitaire Salman Ben Abdelaziz, d'une capacité de 400 lits ;
- Le siège central du Centre national de transfusion sanguine à Nouakchott.

Et Mme Jamila d'ajouter :

Conformément aux orientations de Son Excellence le Président de la République :

Entre 2019 et 2024, 2021 agents de santé ont été recrutés, soit une augmentation de 25 % du personnel.

Elle a insisté sur l'importance des réformes entreprises dans le secteur de l'éducation et la refonte du système éducatif, lequel a connu une transformation qualitative notable, tant sur le plan logistique que des ressources humaines. Cette évolution s'est traduite par le pari du Président de la République sur l'école républicaine, visant à promouvoir le secteur et à ancrer chez les jeunes générations mauritaniennes les valeurs républicaines. Parmi les réalisations majeures au cours des dernières années figurent :

- L'augmentation du nombre d'infrastructures éducatives : finalisation de 2000 salles de classe sur un total de 3000 en construction, selon le rapport du ministère pour l'année écoulée.
- Le recrutement d'environ 8000 enseignants.
- La révision des programmes et manuels scolaires.
- La distribution de 85.000 tables-bancs.
- La distribution d'environ un million de manuels scolaires.
- L'octroi de bourses financières à 10 000 élèves filles.

- Le financement de cantines scolaires au profit d'environ 80 000 élèves.
- L'augmentation des primes des enseignants.
- La limitation de la première année du primaire à l'enseignement public.
- La numérisation du secteur pour l'adapter aux exigences de l'époque, accompagnée de plans clairs et de mécanismes fondamentaux pour une gestion efficace, objective et réaliste des ressources humaines.

Dans le domaine social et la lutte contre la pauvreté:

Le gouvernement a renforcé la protection sociale à travers l'Agence TAAZOUR, qui a financé des milliers de microprojets générateurs de revenus au profit des familles vulnérables.

Il a distribué des cartes d'assurance maladie, construit des écoles et centres de santé dans les zones rurales et défavorisées, et assuré un soutien monétaire régulier à des dizaines de milliers de familles pauvres (programme «TAKAVOUL»).

Des projets ont également été réalisés pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers précaires et isolés.

On note le recrutement de centaines de collaborateurs dans les médias publics et à la Société nationale d'électricité (SOMBLEC).

La couverture d'assurance maladie a été multipliée par 2,47 avec l'inclusion des parents, étudiants, veuves, personnes handicapées, travailleurs informels, etc.

Le tout accompagné de la gratuité des médicaments contre le paludisme, la tuberculose, le sida, ainsi que des vaccins et intrants nutritionnels.

Réformes administratives et judiciaires – Promotion des jeunes et des femmes :

Sous la direction du Président de la République, le gouvernement a œuvré pour plus de transparence et d'intégrité dans la gestion des affaires publiques.

Il a aussi engagé une réforme du système judiciaire pour garantir justice et égalité devant la loi.

De nombreuses initiatives ont été lancées pour encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes, leur offrir des opportunités d'emploi, et renforcer la participation des femmes au développement politique, économique et social.

Renforcement de la diplomatie :

La diplomatie mauritanienne a atteint un niveau de maturité et de rayonnement sans précédent, grâce à la patience, la rigueur et la clairvoyance du Président de la République dans les forums et sommets internationaux.

Depuis son arrivée au pouvoir, il œuvre discrètement à instaurer un climat de confiance et à établir des ponts solides avec les partenaires internationaux, positionnant la Mauritanie comme un acteur clé dans les questions africaines et mondiales, notamment en matière de sécurité, de développement et de lutte contre la pauvreté.

Ce travail de fond a porté ses fruits avec la présidence du G5 Sahel, puis celle de la Banque africaine de développement, témoignage du respect



grandissant que la communauté internationale accorde au Chef de l'État.

Ces succès ont rehaussé l'image de la Mauritanie à l'international, attirant les investissements. Le Premier ministre sénégalais a d'ailleurs exprimé son admiration devant la digitalisation avancée du système d'état civil mauritanien. Le journaliste renommé Mohamed Krichen a même affirmé que la Mauritanie a surpassé de nombreux pays dans la numérisation des services civils.

Technologies et transformation numérique :

Pour moderniser l'administration et la rapprocher des citoyens, le gouvernement a lancé de nombreux services électroniques, permettant de soumettre des plaintes ou obtenir des documents à distance.

Des efforts ont également été faits pour soutenir le secteur des télécommunications, améliorer l'infrastructure numérique et élargir la couverture internet, malgré les défis.

Le secteur bancaire a connu une révolution numérique unique dans la région, apportant rapidité, efficacité, sécurité et fiabilité aux transactions. Cela a permis de développer le système bancaire, de renforcer l'inclusion financière, de faciliter les transactions et de soutenir l'économie.

Les services financiers sont désormais accessibles à une large frange de la population, y compris les acteurs du secteur informel.

Alors que les citoyens étaient autrefois obligés de transporter de l'argent liquide, ils peuvent aujourd'hui effectuer toutes leurs opérations bancaires et commerciales via leur téléphone portable, qu'ils soient nationaux, résidents ou touristes.

Conclusion :

Ce ne sont là qu'un aperçu des nombreuses réalisations de la trajectoire de construction nationale que le Président a entamée avec détermination, et qui bénéficient durablement au pays.

Le Dr Abab Ould Benyouk a déclaré que le Président a réussi à instaurer l'État social, fondé sur la justice sociale, la dignité humaine, l'équité et la redistribution des ressources en tenant compte de la dimension sociale.

Il a affirmé qu'au cours des six dernières années,

la carte des infrastructures a changé, les services se sont étendus, l'éducation, la santé et l'administration ont été réhabilitées, la sécurité et la stabilité consolidées, et l'unité nationale renforcée.

Grâce à sa sagesse politique, le Président a réussi à préserver la souveraineté de la Mauritanie, à maintenir les équilibres dans un monde instable et à établir des partenariats équilibrés et intelligents.

Aujourd'hui, à l'entame de la deuxième année de son second mandat, le Président poursuit avec fermeté l'exécution de son projet national inclusif, qui vise à bâtir un État fort, juste dans ses lois, équitable dans ses politiques, et offrant à tous les Mauritaniens sans distinction le droit à l'appartenance, aux opportunités et à l'avenir.

Le citoyen Mamnour Ibrahim Saïd Al-Moqaddam, président du mouvement de jeunesse Tayyar Al-Wafaa

Il énumère les principales réalisations de ce mandat présidentiel, notamment le lancement du programme de réhabilitation des villes Taazour, l'inauguration du nouveau siège de l'École nationale d'administration, de journalisme et de magistrature, et la mise en service du premier centre de données conforme aux normes internationales, ainsi que la construction de trois auto ponts selon les normes requises, autant de réalisations louables.

Il ajoute que notre pays entre dans une nouvelle phase de construction et de développement, axée sur l'investissement dans l'être humain, en particulier les jeunes, qui représentent plus de 70 % de la population et sont à la fois le pilier du présent et l'espoir de l'avenir.





Il a souligné que parler de « la jeunesse au cœur du mandat présidentiel » n'est pas un simple slogan politique, mais un projet intégré, déjà concrétisé par l'inclusion des jeunes dans les cercles de décision, la nomination de jeunes compétences à des postes de responsabilité, des programmes de formation et d'emploi, ainsi que des initiatives économiques et sociales ciblant cette catégorie. Parmi les caractéristiques les plus marquantes de ce mandat équitable figure l'inclusion des jeunes en situation de handicap, leur permettant de jouer pleinement leur rôle dans la société à travers des formations, des financements adaptés et leur participation aux activités publiques.

L'État a commencé à intégrer ces jeunes dans les concours et projets, avec des financements adaptés à leur situation, un effort salué et qu'il convient d'étendre à toutes les wilayas et à tous les secteurs.

Nous avons vu la nomination de jeunes, y compris des personnes handicapées, à des postes exécutifs et consultatifs, preuve que le mandat du Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani est réellement un mandat pour tous, qui n'exclut personne et donne leur chance à tous ceux qui en ont la volonté et la compétence.

Enfin, le citoyen El Hassan Ould Ahmed a salué les grandes réalisations accomplies sous la direc-

tion du Président dans divers domaines — santé, éducation, économie — qui ont directement amélioré les conditions de vie, surtout pour les groupes les plus vulnérables.

Il a ajouté que le pays a connu sous sa gouvernance une stabilité notable, la promotion de l'égalité, la liberté d'expression, ainsi qu'un renforcement des relations internationales dans des domaines clés.



ALGERIAN UNION BANK
بنك الاتحاد الجزائري



À l'occasion du premier anniversaire de son second mandat,
Algerian Union Bank adresse ses vœux de réussite continue au Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, en saluant ses efforts constants en faveur de la stabilité, du progrès et du développement de la Mauritanie.



Algerian Union Bank
fix : +222 45 24 49 11 / +222 45 24 70 00
Téléphone : +222 37 77 38 77
E-mail : contact@aub.mr
Site web : www.aub.mr

AGENCE MAURITANIEENNE D'INFORMATION

AMI AMI AMI AMI AMI



AMI AMI AMI AMI AMI

AGENCE MAURITANIEENNE D'INFORMATION

Redaction



+222 45 25 38 56 / 45 25 29 16

+222 45 25 55 20

WWW.AMI.MR



CHAABRIM@GMAIL.COM

AMIAKHBAR@GMAIL.COM

371/467

Direction commerciale



+222 45 25 27 77

DGSAMI@YAHOO.FR



M. Ahmed Ould MOHAMEDOU

Le président de l'Autorité de Régulation

Autorité de Régulation

L'Autorité de Régulation est créée en juillet 1999 par la loi 99-019 du 11 juillet 1999 portant code des télécommunications. En janvier 2001, ses compétences sont élargies aux secteurs de l'eau, de l'électricité et de la poste (loi multisectorielle 2001-18 du 25 janvier 2001).

En plus de la loi relative à l'Autorité de Régulation Multisectorielle, des lois et textes d'application spécifiques à chaque secteur constituent le dispositif juridique et réglementaire de la régulation en Mauritanie.

L'Autorité de Régulation est une entité publique, indépendante et autonome.

Elle est constituée d'un Conseil National de Régulation et de directions opérationnelles placées sous l'autorité du Président du Conseil.

I. Les missions de l'ARE

Selon l'article 4 de la loi 2001-18, « l'Autorité de Régulation a pour missions dans chacun des secteurs dont la régulation lui est confiée, de prendre les mesures nécessaires pour :

1. Veiller au respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires régissant les secteurs relevant de son domaine de compétence dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.
2. Assurer la continuité du service et protéger l'intérêt général.
3. Protéger les intérêts des utilisateurs et des opérateurs en prenant toute mesure propre à garantir l'exercice d'une concurrence effective, saine et loyale dans le secteur concerné et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
4. Promouvoir le développement efficace du secteur conformément aux objectifs du Gouvernement, en veillant notamment à l'équilibre économique et financier et à la préservation des conditions économiques nécessaires à sa viabilité.
5. Mettre en œuvre les mécanismes de consultation des utilisateurs et des opérateurs prévus par les lois et règlements.
6. Accorder les autorisations prévues dans les secteurs concernés et mettre en œuvre les procédures d'attribution des autorisations, licences et concessions dans des conditions de transparence et de concurrence complètes.
7. Contrôler le respect par les intervenants des obligations qui leur incombent dans le cadre des licences, autorisations et concessions.
8. Suivre le respect des conditions d'exercice de la concurrence dans tous les secteurs de l'économie».



République Islamique de Mauritanie

**AUTORITÉ DE
RÉGULATION**



Ces missions sont complétées par celles spécifiques à chaque secteur.

De plus, l'ARE conseille le Gouvernement lors de la prise de tout décision relative aux secteurs régulés (missions consultatives).

II. Le Conseil National de Régulation (CNR)

Le CNR est composé de cinq membres :

- trois, dont le Président, sont nommés par le Président de la République
 - deux sont nommés par le Président de l'Assemblée Nationale.
- Actuellement le CNR est présidé par Monsieur Ahmed Ould Mohamedou

III. Contact

Autorité de Régulation
Zone résidentielle D Rue n° 23023 Ksar BP 4908, Nouakchott
Téléphone : (222) 45 29 12 70 / 45 29 12 41
Télécopie : (222) 45 29 12 79
Courriel : webmaster@are.mr
Site web : www.are.mr

2. Secteurs régulés Communications électroniques

- ~ 3 opérateurs mobiles
- ~ 3 opérateurs de gros
- ~ 5 fournisseurs d'accès Internet (FAI)
- ~ 3 fournisseurs de Services à Valeur ajoutée (SAV)

Electricité

3 délégataires de service public assurant la gestion de 13 centrales électriques.

Eau

1 délégataire de service public assurant le service dans 22 localités.

Poste

6 opérateurs agréés, avec 54 bureaux et points postaux répartis sur le territoire national,

مؤسسة مطبعة الجيوش ETABLISSEMENT D'IMPRESSION DES ARMEES



مؤسسة مطبعة الجيوش توفر لكم جميع انواع الطباعات بكافة الأحجام وبأسعار تنافسية

للاستفسار يرجى الإتصال على الأرقام التالية
Pour demander des Renseignements Veuillez appeler les numéros suivants
46848556 - 36848556
تلفون 208
نواكشوط - موريتانيا Nouakchott - Mauritanie



impression Numerique



impression offset



machine Massicot



machine CTP